

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Méthodologie	7
Chapitre I : Libéralisation du marché et nouveaux comportements économiques individuels	11
A)L'économie cubaine depuis 1990.....	11
L'épreuve de la chute du bloc soviétique (1990-1995).....	11
Les réformes économiques durant la Période spéciale en temps de paix (1993-1999).....	12
Nouvelle crise, nouvelles réformes et nouveaux alliés (1999-2006).....	15
L'après Fidel Castro (2006-2017).....	16
Le tourisme : nouvel eldorado pour l'économie cubaine.....	18
B)Caractéristiques socio-économiques de Santiago de Cuba.....	19
Une position géographique peu favorable au développement touristique et économique.....	19
Une ville où la criminalité est plus forte qu'ailleurs.....	22
Des comportements économiques à la frontière de l'illégalité.....	24
Des constantes dans les sociétés à économie planifiée.....	26
C)Des transformations économiques vectrices de nouvelles inégalités sociales.....	30
Tourisme et libéralisation : vers une classe moyenne cubaine ?.....	30
À Santiago de Cuba, l'extrême pauvreté est bien là.....	32
Le cas du jineterismo.....	34
Chapitre II : L'ambiguïté du rapport des Cubains au pouvoir	39
A)Un pouvoir demeurant omniprésent.....	39
Les rapports de pouvoir dans les régimes autoritaires.....	39
Cuba : un policier pour un habitant ?.....	40
Internet, nouvel outil de surveillance.....	41
Une actualisation du rôle des organisations de masse.....	42
Que surveille le contrôle des activités économiques ?.....	44
B)La révolution comme religion nationale.....	45
La révolution dans l'imaginaire cubain.....	45
L'importance du culte de la personnalité et de la propagande révolutionnaire.....	47
L'identification des Cubains aux personnages de la Révolution.....	49
L'impact de la Période spéciale sur l'imaginaire révolutionnaire.....	51
Le poids de l'histoire personnelle dans l'attachement au pouvoir.....	52
C)Une critique à demi mot du système castriste.....	54
Changements et continuités depuis la Période spéciale en temps de paix.....	54
Critique du système économique ou de la situation économique ?.....	55
De moins en moins de soutiens inconditionnels.....	57

L'éternelle ambiguïté du tourisme.....	58
Chapitre III : Situations d'attente.....	61
A)Apathie politique, exil, désengagement.....	61
Les comportements informels, une opposition au régime ?.....	61
Désengagement et individualisme.....	63
La solution de la migration à l'étranger.....	64
B)Des mots et des activités symptomatiques d'une société en suspend.....	68
Le vocabulaire particulier des Cubains et ses significations.....	68
L'usage du vocabulaire comme marqueur du changement d'état d'esprit des Santiagueros..	69
Entre jeu et flânerie.....	71
L'inquiétant problème de l'alcoolisme.....	72
C)S'en remettre à Dieu, retour de la croyance.....	75
Contexte du religieux chrétien à Cuba : le difficile rapport entre Église et Révolution.....	75
Progression ou réapparition du christianisme ?.....	78
Le retour du Vatican dans la politique cubaine.....	79
Conclusion.....	83
Bibliographie.....	87

INTRODUCTION

Le 25 Novembre 2016, Cuba est en deuil, Miami en liesse. Après avoir dirigé durant 47 ans la République de Cuba, Fidel Castro s'est éteint à La Havane. Pour beaucoup, cette disparition est la porte ouverte à un changement politique longtemps attendu par les opposants, pour d'autres c'est le début d'une nouvelle ère de la Révolution. Pourtant depuis déjà 11 ans, le *Líder Máximo* avait quitté le poste de président de l'île laissant à son frère Raúl, autre figure de la Révolution, le soin de mener à bien les réformes économiques et politiques nécessaires à la survie du régime.

Depuis 1990 et la chute des régimes socialistes et soviétiques d'Europe de l'est, Cuba a entrepris un *aggiornamento* de son modèle socio-économique pour faire face à l'une des plus graves crises économiques de son histoire. Entre mesures de restrictions, regain autoritaire, transformation du modèle économique, réorganisation des alliances géopolitiques et développement massif du tourisme, les Cubains ont dû s'adapter, bon an mal an, à ces transformations bien souvent subies.

On assiste sans doute aujourd'hui à une nouvelle page de l'histoire de Cuba marquée par la mort du leader de la Révolution, le rapprochement diplomatique avec les États-Unis, les difficultés rencontrées par le principal allié vénézuélien ou encore le départ annoncé pour 2018 du président en exercice Raúl Castro, un des derniers représentants des grandes figures de la révolution de 1959. C'est à ce moment de l'histoire de Cuba que nous avons décidé de nous pencher sur les voies de changements dans lesquelles s'engage l'île.

Pour cela nous avons choisi de faire notre recherche à Santiago de Cuba situé à l'est de l'île. Le choix de cette ville est venu à la suite d'une réflexion sur la faisabilité d'une telle recherche alors que ce sera pour nous une première confrontation avec la société cubaine. Notre choix s'est donc porté sur cette ville principalement car elle dispose d'un centre universitaire important et qu'en qualité de deuxième ville la plus importante de Cuba, il est à la fois plus aisé de trouver des ressources documentaires et plus facile de trouver des lieux de vie riches en interactions et favorables à l'observation qui sera l'une de nos méthodes de collecte de données¹. Nous avons également voulu éviter La Havane qui est le chef lieu du tourisme sur l'île, ce qui serait un biais trop important pour la recherche que nous souhaitons mener. Si le tourisme est un élément indispensable

1 Nous développerons plus loin la méthodologie adoptée de manière plus précise.

à la compréhension de notre sujet, son importance dans la capitale ne semble pas représentative du reste de Cuba. De plus le tourisme est tout de même existant à Santiago de Cuba ce qui nous permettra de l'étudier en temps que part de la réalité cubaine. Santiago de Cuba semble donc un lieu intéressant pour comprendre la société cubaine, son fonctionnement, ses aspirations et les rapports humains qui l'animent.

Pour répondre à ces interrogations nous nous placerons dans un courant micro-sociologique qui vise à étudier la structure de l'expérience individuelle de la vie sociale sans pour autant faire l'économie d'une analyse des phénomènes macro-sociologiques qui s'imposent aux individus. Cette vision de la sociologie s'écarte de la psychologie car, comme l'indique Goffman², la micro-sociologie se propose d'étudier « non pas les hommes et leurs moments, mais plutôt les moments et leurs hommes ». Nous nous proposons donc dans ce travail d'étudier, par les méthodes décrites plus bas, les formes routinières de l'engagement que l'on peut également nommer *quotidienneté*. L'importance de l'étude de l'expérience personnelle des individus dans le social est un champ sociologique qui se développe et qui semble à même d'apporter un regard nouveau sur les sociétés contemporaines. Comme le montre François Dubet, une sociologie de l'expérience des acteurs c'est à dire qui « étudie des représentations, des émotions, des conduites et les manières dont les acteurs en rendent compte »³ est à même de nous éclairer sur les mutations sociales profondes des sociétés contemporaines où l'individualisme prend une part de plus en plus importante dans leurs fonctionnements.

Il est important de remarquer tout d'abord la particularité du terrain sur lequel nous avons ici travaillé car il influera de manière majeure sur la méthodologie de recherche que nous appliquerons. En effet comme le remarque Michel Messu « une sorte d'unanimité prévaut en ce domaine : il serait bien difficile de mener des recherches en sciences sociales à Cuba »⁴. La recherche sociologique à Cuba se heurte en effet à plusieurs obstacles qu'il faudra éviter à l'aide d'une méthodologie adaptée qui s'écartera quelque peu des méthodes académiques des sciences sociales.

Ainsi, nous avons dû adapter nos méthodes de recherche afin de pouvoir obtenir un maximum d'informations et de la meilleure qualité possible. Nous avons donc choisi pour cela de mettre en œuvre conjointement deux méthodologies de terrain que sont l'observation en situation et

2 Erving GOFFMAN, *Les rites d'interaction*, Éditions de Minuit, 1974, p.8.

3 François DUBET, *Sociologie de l'expérience*, Éditions du Seuil, 1994, p.256.

4 Michel MESSU, « Faire du terrain à Cuba ? », *SociologieS* [En ligne], La recherche en actes, Champs de recherche et enjeux de terrain, 2012, p.2.

les entretiens informels. Nous reviendrons plus loin sur nos choix méthodologiques car ils s'écartent sensiblement des méthodes conventionnelles, ne serait-ce que par le fait de coupler deux d'entre elles, et il semble indispensable d'en justifier.

Nous chercherons donc à comprendre comment les réformes entreprises par La Havane ont modifié le fonctionnement de la société et le rapport des Cubains à leurs dirigeants. Nous chercherons également à comprendre comment les Cubains parviennent à vivre dans une société où la pauvreté est massive et quelles sont les activités économiques qui leur permettent de subsister. Nous pouvons envisager l'émergence de certaines activités illégales au cœur de l'économie cubaine, le tourisme y prenant une part non négligeable par son apport de devises étrangères . Nous nous questionnerons également sur ce que nous disent les comportements économiques des *Santiagueros*⁵ sur le fonctionnement de la société. En regardant de près leur comportement, nous pensons pouvoir déceler le rapport qu'ils entretiennent au communisme castriste. Nous nous demanderons également en quoi les comportements économiques des Cubains amènent une spécificité du fonctionnement socio-économique cubain. Si le système macro-économique est particulier par rapport à l'économie mondialisée, les activités micro-économiques doivent d'autant plus être à même de nous renseigner sur le fonctionnement socio-économique.

D'autre part nous chercherons également à savoir quel sens les Cubains donnent à leurs activités comment ils les perçoivent vis-à-vis de l'idéal socialiste et des idéaux de la Révolution. L'illégalité et les comportements déviants étant par essence contre-révolutionnaires, de fait les individus n'ont d'autre choix que de reconnaître leur opposition au système ou de justifier leurs actions dans le cadre de la doctrine révolutionnaire. Nous nous questionnerons également sur les espoirs et les craintes suscités par les récents événements – rapprochement avec le gouvernement étasunien, mort de Fidel Castro, départ prochain de Raúl Castro. En somme, nous essayerons au travers du quotidien des *Santiagueros* et de leurs comportements économiques d'identifier les voies de changement dans laquelle s'engage la société cubaine.

En d'autres termes, nous chercherons à comprendre comment les réformes économiques du pays ont impacté la vie quotidienne cubaine et dans quelle mesure l'observation du quotidien des *Santiagueros*, de leurs comportements socio-économiques et du sens qu'ils donnent à leurs actions nous informe sur les voies de changement dans lesquelles s'engage la société cubaine.

5 Gentilé des habitants de Santiago de Cuba

Pour répondre à cette question nous mettrons en avant dans un premier temps la volonté de libéralisation de l'économie et son impact sur la société de Santiago de Cuba. Nous verrons dans un deuxième temps que le rapport entre les Cubains et leurs dirigeants est extrêmement complexe et que ce rapport peut être un frein au mouvement de la société. Enfin, dans un dernier temps nous essaierons de qualifier la situation dans laquelle se trouvent les *Santiagoeros* vis-à-vis de leur avenir collectif.

MÉTHODOLOGIE

Afin de répondre aux questions que nous avons posées précédemment, nous avons adopté une méthodologie particulière qui nous a semblé la plus adaptée à notre terrain, à nos compétences et au sujet que nous avons choisi de traiter. Il semble ici nécessaire de justifier de ces choix, la méthode adoptée étant particulière et ne rentrant pas exactement dans les cases préconçues de la recherche en sciences sociales. Dans cette section consacrée à la méthodologie nous reviendrons donc sur le contexte dans lequel est réalisée la recherche dans lequel nous nous plaçons en temps que chercheur. Nous relèverons ensuite la particularité du terrain ce qui nous mènera à développer nos choix méthodologiques.

Notre recherche porte sur la société cubaine, société qui offre comme particularité principale d'être l'un des derniers bastions communistes ayant survécu à la guerre froide. D'autre part nous entreprenons une recherche dans un pays dirigé par un régime autoritaire⁶, ce qui n'est pas sans impact sur la recherche. Difficulté d'entrée sur le terrain, auto-censure des individus, contrôle des autorités sur les recherches faites sur le territoire, c'est bien sûr le modèle du régime politique et l'influence que celui-ci a sur la population qui est ici en question. Pour bien des raisons, le régime cubain peut être considéré comme autoritaire; liberté de la presse restreinte⁷ tout comme la liberté d'expression, justice corrompue et jugements inéquitables, surveillance d'état ou lois restreignant les libertés individuelles, les exemples ne manquent pas pour illustrer le manque de démocratie à Cuba. Si le régime n'a pas une emprise totale sur la population, s'il existe des sphères dans lesquelles il est difficile pour lui de s'immiscer – liberté dans les actes, dans la pensée, dans le comportement ou dans la retenue – il n'en demeure pas moins que plus de 50 ans de régime autoritaire ont conditionné la manière dont les Cubains agissent, s'expriment et ce d'autant plus vis-à-vis d'un étranger venu étudier leurs comportements sociaux.

Il est également important de noter la particularité de ce travail de recherche du point de vue du chercheur. Ce travail étant réalisé dans le cadre d'un Master 2, c'est le premier vrai travail de terrain que nous réalisons à l'étranger, il est de ce fait d'autant plus difficile d'appréhender un terrain et d'y apposer une méthode. Cela a donc également été pris en compte dans le choix de la méthodologie.

6 Classé comme « régime autoritaire » selon l'indice de démocratie mis en place par The Economist Group. Cuba apparaît au 128ème rang de ce classement qui compte 167 pays en 2016. (1^{er}: Norvège – 167ème : Corée du Nord)

7 Classé 173ème sur 179 au Classement mondial de la liberté de la presse 2017 établi par Reporter Sans Frontière.

Nous avons donc choisi pour ce travail de mêler deux méthodes de recherche en sciences sociales permettant de collecter un maximum de données exploitables durant notre séjour. Le choix de ces deux méthodes est donc le fruit d'une réflexion sur la particularité du terrain et du contexte de recherche mais également sur une étude des travaux réalisés sur des sujets analogues au notre. Les deux méthodes associées seront l'observation en situation et les entretiens informels.

Par observation en situation nous entendons « un outil de cueillette de données où le chercheur devient le témoin des comportements des individus et des pratiques au sein des groupes en séjournant sur les lieux même où ils se déroulent »⁸. Cette méthode provient des récits d'aventuriers, de colons et de missionnaires qui au retour de voyages ont pu conter leurs expériences qui ont alors été utilisées par les anthropologues européens. C'est ensuite l'école de Chicago, très importante dans l'histoire de la sociologie, qui a popularisé et systématisé dans les années 1930 l'utilisation de cette méthode en sciences sociales. Nous avons donc mis en place deux lieux d'observation principaux que sont la *casa particular*⁹ dans laquelle nous logeons ainsi qu'une place dans le centre historique que nous avons choisi pour la richesse des interactions entre Cubains et pour la fréquentation moyenne de touristes qui offre une perception relativement réaliste des rapports au tourisme à Santiago de Cuba. Toutefois au gré des rencontres faites sur place, d'autres lieux d'observation seront utilisés lors de notre recherche car comme le relève Martineau¹⁰ le chercheur doit s'adapter à son terrain et épouser autant qu'il est possible le mode de vie de ses sujets. L'attention du chercheur doit être de chaque instant. Cette méthode nous permettra de mieux appréhender les relations entre les Cubains et notamment leurs comportements économiques informels qui, nous le verrons, représentent une part non négligeable du quotidien de la population.

Nous serons bien évidemment attentif à l'influence de notre présence sur leurs comportements. En effet, si la présence du chercheur entraîne systématiquement un biais dans la recherche, celui-ci sera d'autant plus important qu'il nous sera impossible de nous fondre dans le corps social et ce du fait de notre couleur de peau, de notre accent ou de nos *habitus*, au sens bourdieusien du terme, c'est à dire du fait de notre éducation socialement ancrée. Ce biais pourra être accentué ou atténué par la position prise par le chercheur vis-à-vis de son terrain. Selon la classification des positions potentiellement prises par le chercheur effectuée par Gold¹¹, nous prendrons prioritairement des

8 Stéphane MARTINEAU, « L'instrumentation dans la collecte des données. L'observation en situation : enjeux possibilités et limites », *Recherches qualitatives*, Hors série n°2, 2004, p.6.

9 Chambre chez l'habitant

10 *Ibid.*

11 Raymond GOLD, « Roles in sociological field observation », *Social Forces*, n°36, 1958, pp.217-223.

positions d'observateur par opposition aux positions de participant qui nous sont ici difficiles puisque nous sommes extérieurs à la société cubaine. Nous serons alors selon la possibilité qu'offre le terrain, *observateur participant* – qui est intégré de manière limitée au groupe, sans faire totalement partie du corps social – ou *observateur complet* qui se contente de rester extérieur aux situations.

Pour ce qui est des entretiens informels, ils vont ici de pair avec l'observation car ils nous permettront de comprendre le sens que donnent les personnes aux actions que nous avons pu observer comme le rappellent Blanchet et Gotman « le recours à l'entretien sert dans ce cas à contextualiser des résultats obtenus préalablement par questionnaire, observation ou recherche documentaire »¹². Nous avons écarté la méthode des entretiens formels et notamment la méthode de l'entretien semi directif car, comme le montre les travaux de Bruneteaux et Lanzarini¹³, le fait même de suivre un guide d'entretien, de pratiquer l'enregistrement audio ou la prise de notes durant l'entretien fait apparaître une forme d'autocensure dans les réponses du sujet et ce d'autant plus dans une société telle que décrite plus haut. Ainsi :

« formaliser une démarche qui se veut informelle n'est pas chose facile. Mais le bricolage, dès lors qu'il est pensé en pratique et fait l'objet de tactiques permanentes d'adaptation au terrain, peut néanmoins être explicité. [...] Le bricolage méthodique des conversations orientées peut, dans certains contextes, relayer les entretiens formels : en utilisant le socle social de " la conversation populaire ", en acceptant les " agressions " tout en manifestant une certaine présence " face " à l'autre, il est possible de dépasser quelques-uns des biais [...] »¹⁴.

C'est ce que nous nous proposons de mettre en œuvre comme méthodologie afin de comprendre au mieux les évolutions de la société cubaine à Santiago de Cuba. Nous entendons donc par entretien informel – par opposition à l'entretien semi directif – un mode d'échange où le chercheur s'éloigne du guide d'entretien pour se rapprocher d'une conversation ordinaire qu'il peut alors guider implicitement. Nous laisserons également, à l'instar de la méthode du récit de vie, une certaine liberté dans la manière dont le sujet souhaite traiter les sujets mais surtout quels sujets il souhaite traiter. Ce mode d'échange permet d'enregistrer un certain nombre d'informations sans que le sujet tente, volontairement ou non, de bien répondre aux interrogations. L'idée est de créer une relation horizontale, de confiance, un échange le plus naturel possible. C'est ce que nous nous proposons de mettre en œuvre comme méthodologie afin de comprendre au mieux les évolutions de

12 Alain BLANCHET, Anne GOTMAN, *L'enquête et ses méthodes : L'entretien*, Armand Colin, 2007 (1992), p.43.

13 Patrick BRUNETEAUX, Corinne LANZARINI, « Les entretiens informels », *Sociétés contemporaines*, n°30, 1998, pp.157-180.

14 *Ibid.* p.166.

la société cubaine à Santiago de Cuba.

La difficulté supplémentaire pour nous est de mémoriser un maximum d'informations car nous avons fait le choix de ne pas enregistrer nos entretiens ni de prendre des notes directement . La prise de note s'effectuera donc *a posteriori* que ce soit pour les entretiens informels comme pour l'observation. De fait nous prendrons les notes dans notre langue maternelle car nous retenons les paroles de nos sujets dans notre langue. Ainsi les notes retranscrites en français dans ce travail n'auront pas de traduction en note de bas de page comme il se doit. Cela nous obligerait à une retraduction vers l' espagnol, n'aurait pas d'intérêt et pourrait travestir les propos des *Santiagueros*.

En résumé, notre méthodologie aura pour guide principal de :

« choisir un morceau, secteur ou segment particulier de la réalité sociale-historique, une pièce de la gigantesque mosaïque sociétale, et de chercher à comprendre comment il fonctionne et se transforme, en mettant l'accent sur les configurations de rapports sociaux, les situations qu'elles engendrent et leurs logiques, les mécanismes générateurs de pratiques, les logiques d'actions récurrentes ; les processus qui le caractérisent et le font vivre »¹⁵.

Enfin, pour diverses raisons, nous avons choisi de nous rendre sur le terrain durant deux mois, avec une carte de tourisme, en prenant un certain nombre de contacts avant le départ. Arrivant et repartant de La Havane et ayant eu certaines contraintes de transport nous avons passé un peu plus de six semaines à Santiago de Cuba dans la même *casa particular* durant l'ensemble du séjour. Celle-ci sera notre premier terrain d'investigation.

15 Daniel BERTAUX, *Le récit de vie*, Armand Colin, Paris, 2016 (1997), p.13.

CHAPITRE I : LIBÉRALISATION DU MARCHÉ ET NOUVEAUX COMPORTEMENTS ÉCONOMIQUES INDIVIDUELS

A) L'ÉCONOMIE CUBAINE DEPUIS 1990

L'épreuve de la chute du bloc soviétique (1990-1995)

Si le fonctionnement économique de l'île a longtemps été principalement guidé par ses relations privilégiées avec l'Union Soviétique, la chute de cette dernière et l'introduction de la Période spéciale en temps de paix a bouleversé le modèle économique cubain. En effet, avant les années 1990, près de 30 % du PIB soit près de cinq milliards de dollars sont le fait des aides que reçoit Cuba de ses alliés de l'Est¹⁶ notamment via les échanges très largement favorables aux Caribéens. D'autre part, les pays membres du Comecon¹⁷ sont à cette époque les principaux fournisseurs de biens industriels, pharmaceutiques, alimentaires et militaires de l'île. Dès lors la disparition de cet allié privilégié va mettre à mal l'économie cubaine dont les échanges économiques avec ces alliés représentaient jusqu'à 90 % de son commerce extérieur¹⁸.

Outre ces effets négatifs, la disparition du bloc socialiste met un certain nombre de secteurs cubains dans une situation de crise. L'agriculture est l'un des premiers secteurs touché par le manque d'intrants, de carburant, de machines et de pièces. De plus il devient difficile pour le gouvernement cubain d'écouler ses productions de sucre et il doit à présent s'adapter au marché mondial qui rachète la matière première 55 % moins cher que dans le cadre du Comecon¹⁹. Cette période correspond également à un moment de chute du prix du sucre sur le marché mondial et ce qui est vrai pour le sucre l'est également pour d'autres matières premières produites à Cuba comme

16 Olivier LANGUEPIN, *Cuba, la faillite d'une utopie*, Gallimard, Paris, 1999, p.97.

17 Conseil d'assistance économique mutuel - mis en place par l'URSS, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et l'Albanie (qui le quittera 12 ans plus tard) puis rapidement rejoint par la RDA, Cuba le Vietnam et la Mongolie – qui vise à pallier au plan Marshall et au boycott des pays de l'Est par les pays occidentaux.

18 Olivier LANGUEPIN, 1999, *Op. Cit.* p.97.

19 Michèle GUICHARNAUD-TOLLIS, Jean-Louis JOACHIM, *Cuba, de l'indépendance à nos jours*, Ellipses, Paris, 2007, p.213

le nickel dont le prix chute de 38 % en quatre ans²⁰. Ce ralentissement brusque de l'activité économique cubaine entraîne une diminution du revenu disponible des Cubains de 40 %²¹ qui plongent dans la précarité et voient apparaître les pénuries, les files d'attente et une inflation galopante. On observe une chute du pouvoir d'achat des Cubains de 50 % dans la période 1989-1991. Le commerce extérieur chute lui aussi de 75 % et le PIB de 30 %²². Les conditions de vie se détériorent gravement, la malnutrition couplée au manque de médicaments et de produits hygiéniques entraîne de graves problèmes sanitaires.

Parallèlement, la redéfinition des rapports géopolitiques internationaux est fortement défavorable à Cuba ; le voisin étasunien pousse les ex pays socialistes à s'éloigner du régime castriste ce qui mènera certains observateurs à parler de « deuxième embargo ». Cet idée sera par ailleurs confirmée par les faits en 1992 avec la loi Toricelli puis avec la loi Helms-Burton en 1996²³ qui viendront s'ajouter à l'embargo²⁴ rendant déjà la gestion économique du pays très compliquée²⁵.

Les réformes économiques durant la Période spéciale en temps de paix (1993-1999)

C'est donc dans ce contexte qu'intervient la mise en place de la Période spéciale en temps de paix, décrétée par Fidel Castro en 1990. L'objectif de cette mesure est de faire survivre l'économie cubaine en adoptant des mesures restrictives pour la population insulaire. Si les pénuries faisaient partie du quotidien des Cubains depuis la mise en place de l'embargo étasunien, cette décision politique ouvre une période de pénurie institutionnalisée, organisée par l'État, et qui va mettre la population dans une situation de précarité jamais connue jusqu'alors. Le gouvernement de La Havane devient alors le garant de la juste répartition des biens et services disponibles mais

20 *Ibid.*

21 *Ibid.*

22 Christian NADEAU, « Étude socio-économique et politique : Cuba (1989-2005) », *Observatoire des Amériques*, Université du Québec à Montréal, 2005, p.8.

23 Lois comprenant entre autre des interdictions de commercer avec les entreprises américaines nationalisées par Fidel Castro.

24 Je retiens ici le terme d'embargo plutôt que celui de blocus. Le blocus est défini comme « un large éventail de réactions adoptées unilatéralement ou collectivement par les États contre l'auteur d'un fait internationalement illicite pour faire assurer le respect et l'exécution d'une obligation » (Jean SALMON (Dir.), *Dictionnaire de droit international public*, Bruylant, Bruxelles, 2001). C'est un outil du droit international qui doit répondre à plusieurs critères : un état de guerre vis-à-vis du pays visé dans un cas de légitime défense en accord avec l'ONU, ce qui n'est pas le cas ici. De plus le blocus se veut militaire ce n'est pas non plus le cas. Enfin l'usage du mot blocus est surtout le fait des cubains, il revêt donc un caractère partisan.

25 Jorge A. SANGUINETTY, « La economia politica del embargo o bloqueo interno », *Association fore the Study of Cuban Ecanomy* [En ligne], 2016.

également des sacrifices auxquels devront se confronter les Cubains pour maintenir le modèle social socialiste défendu depuis des décennies par le PCC²⁶. Cette période de pénurie atteindra son paroxysme entre 1990 et 1995.

Bon nombre de témoignages montrent l'extrême précarité de cette période. Pourtant, nous verrons plus loin que ces mêmes personnes n'en tiennent pas forcément rigueur aux gouvernants. Ces derniers profitent par ailleurs de cette période pour s'écarter du socialisme soviétique et revenir à une idéologie marxiste en abandonnant notamment les références au marxisme-léninisme, à la lutte des classes, à la dictature du prolétariat ou au centralisme démocratique dès 1992²⁷.

Les lois de réforme constitutionnelle mettent en place un assouplissement du modèle économique cubain et une ouverture à l'investissement privé²⁸. Ainsi, une partie des moyens de production est transmis à des entreprises privées, et le commerce extérieur n'est plus le simple fait de l'État. Les réformes économiques vont s'organiser autour de sept grands thèmes. Tout d'abord une réforme agraire avec l'octroi de plus de 50 % des terres étatiques en usufruit aux paysans ; ainsi, l'État qui contrôlait 78 % des terres en 1989 n'en contrôle plus que 26 % en 1995²⁹. Les coopératives agricoles se multiplient et sont alors autorisées à revendre les surplus sur les marchés agricoles. La seconde réforme va permettre le développement des productions vouées à l'exportation par le biais de la légalisation du dollar. En effet, afin de capter les devises en circulation sur le marché noir, le gouvernement cubain va légaliser la détention des devises étrangères jusqu'alors durement réprimée. Cela va se traduire par l'ouverture de magasins d'État acceptant les devises, le développement de guichets automatiques connectés aux réseaux bancaires internationaux et la possibilité d'ouvrir des comptes en devises ce qui va également faciliter la réception des *remesas*³⁰. Une troisième modification du système économique va permettre une ouverture du marché aux capitaux étrangers, notamment pour pallier la disparition du principal partenaire économique de Cuba. Seuls les secteurs de la santé, de l'éducation et de la défense restent hermétiques à cette ouverture. Cela entraîne de fait une quatrième réforme visant à restructurer le système bancaire et financier Cubain avec la création de nouvelles banques nationales pour faciliter

26 Parti Communiste Cubain

27 Cuba, « Constitution de 1976, Préambule », (version du 13 juillet 1992), Version traduite par Jean Pierre Maury.

28 Cuba, « Constitution de 1976, Articles 14 à 27 », (version du 13 juillet 1992), Version traduite par Jean Pierre Maury.

29 Hubert ESCAITH, « Cuba pendant la "Période spéciale" : ajustement ou transition ? », *Cahiers des Amériques Latines*, n°31-32, 1999, p.64.

30 Envoi de devises depuis l'étranger, notamment depuis les États-Unis, par les familles cubaines expatriées.

les échanges et les relations à l'international. Des bureaux de change sont également créés ainsi qu'une véritable Banque centrale en 1997 capable d'organiser et de chapeauter l'ensemble des échanges monétaires et financiers³¹. La Banque centrale n'est pas la seule entité à être remodelée ; une cinquième réforme vise à transformer totalement le secteur public. On assiste à une décentralisation des entreprises d'État – avec une obligation de rentabilité et un système d'incitation au travail au travers de primes – et à une réorganisation des ministères et des organismes étatiques. Ainsi, l'emploi public est réduit de 15 % entre 1993 et 1996³². C'est ensuite une libéralisation du marché du travail qui va être mise en place avec la création d'entreprises *por cuenta propia*³³ qui viennent en fait légaliser des pratiques économiques qui ont cours depuis déjà plusieurs années. Nous verrons plus loin que si cette libéralisation de l'économie a permis à beaucoup de Cubains de trouver un nouveau souffle et à l'industrie du tourisme de se développer, cette mesure a également entraîné un accroissement considérable des inégalités économiques des insulaires. Enfin, la dernière mesure majeure pour le redressement de l'économie Cubaine vise à réduire de manière très importante le déficit budgétaire cubain qui représente jusqu'à un tiers du produit national brut durant la crise post-soviétique³⁴. Ainsi vont être réévalués les différents impôts, une inflation sur les produits va également apparaître (hors produits de première nécessité) tout comme sur l'électricité des ménages les plus énergivores et enfin les investissements de l'État vont connaître un coup de frein ce qui va à la fois favoriser les investissements étrangers privés mais également engendrer des retard de développement dans certains secteurs ou certaines zones géographiques.

Si ces réformes ont eu un réel impact sur la santé économique de l'île, la reprise va cependant se heurter à une nouvelle crise à l'aube du 21ème siècle. La croissance cubaine qui pouvait se vanter d'atteindre les 6,2 % en 1999 va chuter pour atteindre péniblement les 1,4 % en 2002³⁵.

31 Hubert ESCAITH, 1999, *Op.Cit.* p.65.

32 Yannick BOVY, Éric TOUSSAINT, *Cuba : Le Pas suspendu de la Révolution*, Éditions du Cerisier, Mons, 2001, p.125.

33 Pour son propre compte

34 Ken COLE, « Cuba : The process of socialist development », *Latin American Perspectives : Cuba*, Vol.23, n°9, 2002, p.4.

35 Chiffres de la Banque Mondiale

Nouvelle crise, nouvelles réformes et nouveaux alliés (1999-2006)

À partir de 1995, l'économie cubaine repart notamment grâce au tourisme, au nickel et au sucre. Cependant le secteur du sucre va connaître une grave crise et ce pour plusieurs raisons. En effet à partir des années 2000, le prix du sucre chute brutalement sur le marché mondial ce qui force le gouvernement à revoir sa politique agricole largement dominée par la production sucrière. D'autre part, une série de catastrophes naturelles va successivement ravager les champs agricoles cubains et l'État devra déboursier 8 milliards de pesos pour répondre aux urgences. Ces éléments remettent en question ce secteur de l'économie et la diversification des produits associée à l'amplification de la rentabilité vont être au centre des transformations du modèle productif cubain. Cela se fera notamment grâce au développement des dérivés du sucre, la rationalisation de la production, l'adaptation des secteurs commerciaux et financiers et la diversification des productions agricoles. Ainsi le gouvernement supprime plus de la moitié des centrales sucrières en cinq ans tout en annonçant une production inchangée. En 2003, un plan vise à remplacer les 200 000 travailleurs agricoles, exclus de l'industrie sucrière suite à la fermeture des usines et à la conversion de 40 % des terres autrefois utilisées pour la production de canne en production de fruits et légumes ou en terrains destinés au pâturage des troupeaux. Le développement de l'agriculture vivrière va permettre non seulement de réduire les excédants de sucre difficiles à écouler sur le marché mondial et peu lucratif, mais également de réduire la dépendance alimentaire de Cuba vis-à-vis de ses alliés.

En parallèle de ces transformations, les États-Unis alourdissent en 2004 les mesures de restrictions des relations économiques entre les exilés cubains sur le territoire américain et les citoyens insulaires. C'est à ce moment que Cuba conforte son alliance avec le Venezuela d'Hugo Chavez avec qui il crée la même année l'ALBA³⁶ pour contrer la zone de libre échange créée par les États-Unis. Les accords économiques et politiques vont alors se multiplier entre le Venezuela et Cuba comme le montre Romero³⁷. Déjà depuis 2000 les deux pays ont passé des accords très avantageux pour Cuba visant à échanger des services (en majorité des médecins et des enseignants) contre du pétrole vénézuélien comme le stipule l'article 2 de la Convention intégrale de coopération entre la République de Cuba et la République Bolivarienne du Venezuela :

36 Alternativa Bolivariana para América Latina y el Caribe (qui n'entrera en vigueur que le 28 avril 2005). Aujourd'hui, l'ALBA compte onze pays membres en attendant l'entrée prochaine du Surinam.

37 Carlos A. ROMERO, « La política, el comercio y la economía entre cuba y venezuela », *Association for the Study of Cuban Economy* [En ligne], 2014.

« En application de cette convention, la République de Cuba fournira les services et les technologies et produits dont elle dispose pour aider le large programme de développement économique et sociale de la République Bolivarienne du Venezuela. [...] La valeur de ces biens et services sera celle du marché mondiale. Ils seront payés par la République Bolivarienne du Venezuela en pétrole et ses dérivés. »³⁸.

Grâce à ces réformes et à ces nouveaux accords, le gouvernement Cubain affiche une croissance de son PIB qui passe de 30,57 milliards à 60,81 milliards de dollars³⁹ entre 2000 et 2008. Ces chiffres peuvent cependant être relativisés par l'inclusion dans le calcul en 2003 des investissements dans les domaines de la santé, de l'éducation et des politiques sociales.

L'après Fidel Castro (2006-2017)

La politique économique menée par Raúl Castro depuis sa prise de fonction est marquée par une libéralisation accrue de l'économie et par le rapprochement de Cuba avec les États-Unis. L'ouverture de l'économie vers le secteur privé est confirmée non seulement par les dires du président mais également par les chiffres. Ainsi, si les *cuentapropistas*⁴⁰ représentaient 150 000 personnes en 2011 (hors secteur agricole) elles représentent 500 000 personnes en 2016 ; tous secteurs compris ce sont 1,1 million de personnes qui travaillent dans le secteur privé sur 5 millions d'actifs⁴¹. De manière générale, le nouveau président en exercice se montre souvent critique quant aux erreurs de gouvernance dans lesquelles l'État s'est plongé. Ainsi il n'hésite pas à remettre en cause le rapport à la religion, à pointer du doigt la corruption des hauts-fonctionnaires ou à critiquer sévèrement l'importante bureaucratie rendant selon lui l'indispensable réforme économique difficile⁴².

38 Convention intégrale de coopération entre la République de Cuba et la République Bolivarienne du Venezuela. Article 2

39 Chiffres de la Banque Mondiale

40 Nom donné aux microentreprises privés. Pour plus de plus ample connaissances sur ces microentreprises privées lire notamment Karina GALVEZ CHIÚ, « Trabajo por cuenta propia en Cuba hoy : trabas y oportunidades », *Association for the study of Cuban Economy* [En ligne], 2013. et Yalenis MULET CONCEPCIÓN, « El trabajo por cuenta propia despues de las reformas de Raúl Castro : un balance », *Association for the Study of Cuban Economy* [En ligne], 2016.

41 Gabriel HASSAN, « Les réformes n'ont pas changé la vie », *Alternatives Économiques*, n°356, 2016.

42 Salim LAMNARI, « La réforme du système économique cubain : causes et perspectives », *Mondialisation.ca* [en ligne], 2011.

Avec la crise économique mondiale de 2007, le prix des matières premières alimentaires va doubler en cinq ans alors que Cuba en dépend très largement. D'autre part le prix de certaines matières premières chute comme c'est le cas pour le Nickel dont la production représentait jusqu'alors une part non négligeable des recettes. Enfin la succession de catastrophes naturelles vient affaiblir un peu plus une économie déjà souffrante. C'est dans ce contexte que la Commission de Politique Économique du Parti Communiste Cubain (PCC) décide en 2010 de lancer un grand débat sur un projet de réforme politique et économique. Neuf millions de Cubains assistent à une des 163.000 réunions organisées afin de débattre de ce projet et d'y effectuer des modifications. Le projet, finalement modifié à 68 % par les citoyens cubains est adopté le 18 avril 2011 lors du septième congrès du PCC avant d'être ratifié par le parlement l'été suivant.

Les principales mesures adoptées sont une fonte considérable du nombre de salariés de l'État avec pour objectif de le réduire de 20 % soit un million de fonctionnaires à l'horizon 2016. L'assurance chômage permettant à chaque employé licencié de recevoir son salaire jusqu'à l'obtention d'un nouvel emploi est limité à six mois (avec salaire complet le premier mois puis 60 % les cinq mois suivants). Une grande réforme des impôts va également voir le jour allant de pair avec un grand nombre d'aides au développement des entreprises privées ; l'association des deux devrait apporter près d'un milliard de dollars à l'État cubain selon ses propres estimations. Beaucoup d'interdictions économiques et de barrières administratives sont levées car accusées de favoriser le marché noir et l'illégalité. C'est notamment le cas pour l'achat/vente de particulier à particulier. Enfin Raúl Castro se lance également dans la transition vers un système à monnaie unique qui n'est aujourd'hui toujours pas abouti. On assiste en somme à une vraie libéralisation de l'économie, avec de nombreuses privatisations et une liberté plus grande laissée à l'agent économique. Cependant le président cubain n'a de cesse de rappeler la primauté du caractère socialiste de la démocratie cubaine pour mieux réfuter l'idée de l'économie de marché pourtant en grande partie amorcée à Cuba.

Enfin la présidence de Raúl Castro correspond à l'arrivée de Barack Obama au pouvoir aux États-Unis et au rapprochement diplomatique des deux pays avec l'aide non négligeable du Vatican comme nous le verrons plus loin. L'ambassade des États-Unis a rouvert à La Havane sur le célèbre *Malecon* et avec elle est né l'espoir d'une prochaine rupture de l'embargo qui dure depuis 1962. Cependant ces nouveaux espoirs ont connu un coup de frein à l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche et ses déclarations de juin 2017 visant à remettre en cause les accords ratifiés par

son prédécesseur.

Le tourisme : nouvel eldorado pour l'économie cubaine

En parallèle des nombreuses réformes économiques entreprises par l'État, Cuba va connaître un développement rapide du secteur du tourisme. Si le modèle touristique cubain a des difficultés à se diversifier⁴³, il demeure extrêmement dynamique et connaît une croissance constante. Cette croissance va se faire notamment grâce à la mise en place de politiques visant à favoriser la formation de la population en vue des besoins professionnels qui vont de pair avec l'activité touristique, l'attractivité de l'île et le développement des infrastructures afin d'accueillir les nombreux visiteurs. La Havane va alors développer de nombreuses écoles hôtelières, d'abord dans la capitale puis peu à peu dans les grandes villes de province.

La gestion du tourisme est également centralisée au niveau de l'État par la création d'un ministère du tourisme et par la création de l'entreprise nationale FINATUR S.A⁴⁴ qui vise à orchestrer l'ensemble des investissements dédiés à l'industrie du tourisme. Le ministère du tourisme va également travailler l'image de Cuba à l'international avec un grand nombre de publicités visant à promouvoir les paysages paradisiaques cubains et la spécificité de la culture caribéenne. Les diplomates vont se voir confier le rôle d'ambassadeurs touristiques à l'étranger.

Les transformations économiques précédemment évoquées comme la légalisation du dollar ou la libéralisation d'une partie des activités économiques va également participer favorablement au développement de l'activité. Les *paladares*⁴⁵ et les *casas particulares* vont se multiplier permettant à la fois de combler la demande à laquelle les hôtels et les restaurants d'État ne peuvent pas répondre mais également de permettre à une partie de la population cubaine d'élever de manière considérable son niveau de vie.

Si Cuba demeure un pays relativement cher pour les touristes du fait de la circulation de deux monnaies et de l'application de tarifs différents pour les nationaux et les étrangers, la multiplication de ces microentreprises familiales a permis à Cuba d'aller chercher un nouveau type

43 Gerardo GONZÁLEZ NÚÑEZ, Roberto ORRO FERNÁNDEZ, « El turismo cubano : ¿ Cuántos norteamericanos puede Cuba recibir ? », *Association for the Study of Cuban Economy* [En ligne], 2014.

44 Financiera para el Turismo S.A

45 Restaurant chez l'habitant, limité à douze couverts et ayant l'obligation de s'approvisionner dans les magasins d'état.

de tourisme, plus familial, plus jeune alors qu'il était jusqu'alors surtout le fait des compagnies proposant des voyages organisés sur le modèle « tout inclus ». En effet ces mesures permettent de voyager à Cuba à moindre coût et en prenant connaissance de la culture cubaine de l'intérieur, ce qui a su séduire bon nombre de touristes. Ces mesures ont pour fonction non seulement de développer et de diversifier le modèle touristique cubain mais aussi d'offrir à la population un recours pour pallier l'extrême pauvreté apparue durant la Période spéciale.

Le résultat est assez spectaculaire : le secteur touristique connaît une croissance annuelle moyenne de 20 % pour représenter en 1998 8 % du PIB cubain⁴⁶. La croissance du secteur est exponentielle durant la décennie 1990 : s'il ne rapportait que l'équivalent de 3 % des importations en 1990, ce chiffre est multiplié par dix à l'aube du XXI^{ème} siècle⁴⁷. Les attentats du 11 septembre 2001 vont mettre un coup de frein à cette croissance mais celle-ci reprendra quelques années plus tard. Ainsi entre 2003 et 2008, le nombre de visiteurs passe de 1.906.000 à 2.348.000 pour arriver en 2015 à près de 3.530.000 touristes par an⁴⁸.

Sur le plan macro-économique, il est indéniable que les réformes entreprises par l'État associées au développement du tourisme ont été une franche réussite pour l'économie cubaine. Cependant, nous verrons plus loin au travers de l'exemple de Santiago de Cuba que ce développement a eu une influence immense sur la société cubaine et son équilibre socio-économique.

B) CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DE SANTIAGO DE CUBA

Une position géographique peu favorable au développement touristique et économique

Santiago de Cuba est la deuxième ville du pays en nombre d'habitants avec près de 511.000 *Santiagoeros* en 2015⁴⁹. Elle se situe au sud-est de l'île à un peu moins de 800 km de La Havane. Le tourisme se concentrant sur l'ouest du pays – notamment avec les villes de Viñales, Pinar del Rio,

46 Michèle GUICHARNAUD-TOLLIS, Jean-Louis JOACHIM, 2007, *Op.Cit.* p.218.

47 *Ibid.*

48 Oficina Nacional de Estadística e Información de Cuba

49 Oficina Nacional de Estadística e Información de Cuba

La Havane, Trinidad, Cienfuegos ou Varadero – la position géographique de Santiago de Cuba n'offre pas une possibilité de développement touristique optimale. En effet pour le voyageur lambda qui vient passer de courtes vacances à Cuba et qui arrive par la capitale, une excursion jusqu'à Santiago s'avère chronophage et très coûteuse. Ainsi, sur les 3.002.745 visiteurs étrangers qui ont posé le pied à Cuba en 2014, seuls 285.400 se sont déplacés jusqu'à la province de l'est⁵⁰. D'autre part l'aéroport international Antonio Maceo, situé à quelques kilomètres de la ville, n'est pas aussi bien desservi que celui de la capitale : les seules destinations européennes sont Madrid, Paris, Milan et Rome alors que le reste du trafic est orienté principalement vers Miami et le Canada. De fait les Allemands et les Anglais, respectivement deuxième et troisième pourvoyeurs de touristes étrangers sur l'île⁵¹, ne disposent pas de ligne directe pour rejoindre Santiago de Cuba. Par ailleurs on peut lire sur le site internet de l'aéroport que 80 % du trafic ne concerne que les vols intérieurs. Ainsi l'accès à Santiago de Cuba est rendu difficile puisque le coût d'un billet d'avion depuis La Havane avoisine les 150 euros et que tout autre moyen de transport nécessite un minimum de douze heures de trajet et d'une cinquantaine d'euros avec un confort variable.

Hormis ces éléments pratiques, Santiago de Cuba ne correspond pas tout à fait à l'image que les touristes se font de Cuba, due aux publicités précédemment évoquées que propose le ministère du tourisme cubain. En effet, on ne vient pas dans la deuxième ville du pays pour les plages de sable blanc et fin, ni même pour se plonger dans une eau turquoise et admirer les coraux. Ici on trouve seulement des plages rocailleuses régulièrement ravagées par les ouragans successifs dont le dernier en date, Sandy en 2012, y a laissé encore de nombreuses traces.

Le développement de l'activité touristique se fait donc autour de trois atouts principaux : la Sierra Maestra, l'histoire de la révolution cubaine, la musique et la danse. En effet, c'est de Santiago de Cuba qu'est partie la révolution cubaine avec la prise ratée de la Moncada par le Mouvement du 26 juillet en 1953. Plus tard, après avoir été emprisonnés puis exilés au Mexique, les frères Castro reviennent en 1956 dans la Sierra Maestra, retour qui s'avérera gagnant trois ans plus tard lorsque Ernesto Guevara gagne une bataille à Santa Clara qui mettra l'armée de Batista en déroute. De fait un grand nombre de lieux sont dédiés à la révolution et à ses héros : le musée Frank País, le musée de la révolution, celui de la Moncada ou encore de la lutte clandestine. Le camp que le Che occupa durant plusieurs mois dans la Sierra est également un lieu de pèlerinage pour beaucoup de touristes,

50 *Ibid.*

51 *Ibid.*

de même que le cimetière où l'on peut voir les tombes de Carlos Manuel de Cespedes, José Martí, Antonio Maceo et maintenant Fidel Castro.

Si le climat chaud et sec de la partie sud-est de l'île pourrait être un atout pour le développement touristique, l'absence de plages attractives et la géographie particulière n'y permettent pas l'accroissement d'une activité balnéaire touristique. En effet les plages sont majoritairement couvertes de pierres et de sable gris, souffrant ainsi de la comparaison aux plages paradisiaques du nord. De fait, les villages limitrophes n'ont pas pu développer de commerces à destination des touristes tel que des restaurants, hôtels, *casas particulares* ou lieux de sortie et de divertissement de toutes sortes. D'autre part les commerces à destination des touristes sont extrêmement pénalisés en cas de pénurie d'eau. Yolanda, propriétaire de la *casa particular* dans laquelle nous avons logé, rapporte par exemple ses inquiétudes quant au manque d'eau du fait de notre présence dans sa *casa*, elle dit que ça la gêne car elle se doit d'offrir ce service à ses clients.

Par ailleurs, si le développement du tourisme se heurte à ces éléments géographiques, l'agriculture souffre également de sécheresses à répétition comme ce fut le cas lors de notre recherche. En 45 jours, nous avons compté seulement deux jours de précipitations. L'absence d'eau rend les cultures difficiles et l'économie agricole souffre extrêmement de ces carences. Dans le journal Granma, organe officiel du comité central du PCC, l'ingénieur Argelio Fernandez Richelme remarque ce manque de précipitations :

« depuis le mois de mars de l'année dernière [2016] à ce jour, les phénomènes de sécheresse météorologique se sont intensifiés dans le pays, les déficits en pluies se sont intensifiés et pratiquement l'ensemble du pays connaît désormais une situation de sécheresse. »⁵² avant d'ajouter que « dans l'est, la situation s'est révélée plus critique, avec 45 % des précipitations prévues »⁵³.

La position géographique de Santiago de Cuba, son climat, sa géologie et son accessibilité sont donc autant de freins à son développement économique. Les *Santiagueros* sont donc en proie à de plus grandes difficultés socio-économiques ce qui favorise comme nous allons le voir la

52 Lauren CESPEDES HERNANDEZ, « Face à une sécheresse sévère et persistante », Granma [En ligne], 16 mars 2017, La Havane.

53 *Ibid.*

croissance des comportements déviants.

Une ville où la criminalité est plus forte qu'ailleurs

Si la pauvreté et la précarité sont plus importantes dans cette ville de l'Est que dans la plupart des autres grandes villes cubaines, la criminalité également est bien plus présente et bien plus visible qu'ailleurs à Cuba. « Le pays le plus sûr de monde ! » entend-on dans la bouche des Cubains et il est vrai qu'il est assez rare de se sentir en insécurité sur l'île caïman. Par ailleurs, il s'avère difficile de contredire cette affirmation tant il est difficile de trouver des chiffres officiels crédibles sur la criminalité à Cuba. Pourtant il s'avère qu'à Santiago de Cuba, cette criminalité existe et prend même une part importante dans l'économie cubaine.

Au gré de nos observations et de nos discussions avec les *Santiagueros* nous avons pu mettre en lumière l'existence d'une délinquance aux multiples visages qui n'apparaît pas dans les chiffres officiels. Cette criminalité que nous avons pu observer, nous pourrions la qualifier de criminalité de subsistance vu son gain financier et pratiquée par des personnes isolées et non des groupes organisés. Par cette précision nous souhaitons appuyer le fait que nous n'avons pas pu observer de violences n'ayant pas de but lucratif (violences sexuelles, bagarres, vandalisme, outrages... etc.) bien que nous ne réfutions pas leur existence.

Dans les premiers jours suivant l'arrivée à Santiago de Cuba, Julia – fille de la propriétaire de la *casa particular* où nous logeons durant cette recherche et vivant sous le même toit – nous a mis en garde contre les rencontres que l'on peut faire à Santiago dans les termes suivants :

« Méfie toi des " amis " que tu vas te faire à Santiago. Beaucoup cherchent à profiter des touristes, tu verras. On t'a sûrement dit que Cuba est un pays sûr mais ici c'est différent, beaucoup de personnes ayant logé chez nous ont eu des problèmes de vol. [...] Ils savent comment faire, ce sont tes amis pendant un temps et quand ils savent que tu vas partir, ils te prennent tout et ils disparaissent. »

À travers cet exemple apparaît déjà une forme de délinquance que Julia décrit comme fréquente, usuelle. D'autre part elle met également le doigt sur le fait que cette délinquance est une

particularité de la seconde ville du pays. Par ailleurs nous avons pu observer un autre cas de vol, cette fois de manière directe et qui porte plusieurs intérêts pour notre sujet : tout d'abord l'observation de cette situation nous informe sur les méthodes utilisées par ces personnes et sur la manière dont elles agissent. D'autre part, elle nous amène à pouvoir observer la réaction des autres Cubains qui se trouvent sur le lieu. Enfin par un réseau d'interconnaissances nous avons pu suivre le déroulement de l'action avant le vol, le vol en lui même et les suites de cet incident. Nous rapportons donc les événements ici avant d'en tirer une analyse qui nous renseignera sur la situation socio-économique mais aussi politique de ces Cubains :

J'ai accompagné un groupe de trois jeunes Cubains à la plage de Siboney à quelques kilomètres de Santiago de Cuba. À côté de nous, un touriste néerlandais dort seul sur sa serviette. Tout à coup, un jeune Cubain passe, dérobe les chaussures de l'étranger et part en courant sans que cela ne réveille ce dernier. Quelques minutes plus tard, lorsque l'agresseur repasse au loin, un groupe de Cubains s'étant lié d'amitié avec la victime quelques jours auparavant se dirige vers le voleur. Après une quinzaine de minutes de discussion, le petit groupe revient avec les chaussures qu'il repose à côté du touriste sans que celui-ci ne se soit douté de rien.

Leandro, autrefois militaire, me dit qu'il connaît l'agresseur alors que celui-ci revient sur la plage. Une conversation s'engage entre les deux, le premier lui disant tout le mal qu'il pensait de son acte et lui rappelant que le connaissant, si la police venait à lui demander quoi que ce soit il serait obligé de donner son nom pour ne pas se rendre complice. Le second lui répondant que c'était son business, qu'importent les risques.

Moins de trente minutes plus tard, une jeune touriste slovaque emprunte un petit chemin qui rejoint le Castillo del Morro depuis la plage. À peine celle-ci disparue sur le sentier, le même jeune homme se lance à sa poursuite et repasse en courant quelques minutes plus tard avec son porte-feuille à la main. Nous retrouvons la jeune femme visiblement choquée et blessée à la jambe et au bras par une chute provoquée par l'agresseur. La police est appelée et Leandro coopère avec les policiers afin de retrouver l'agresseur.

Plusieurs éléments ont attiré notre attention lors de cette observation. Tout d'abord toutes ces actions se sont passées sans réaction immédiate des personnes présentes, lorsque certaines d'entre elles ont réagi, cela s'explique soit par la connaissance de la personne agressée, soit par le risque encouru par le témoin. Les personnes avec qui nous avons échangé sur place nous ont confié que ce genre d'incident était fréquent à Siboney car c'est l'une des plages les plus fréquentées par les touristes. C'est ensuite le risque pris par l'agresseur qui nous interpelle. En effet après les mises en

garde de Leandro, l'agresseur prenait un risque énorme en agressant avec violence une touriste, à savoir plusieurs années de prison, ce qui ne l'a pas empêché d'agir. La quête d'une situation économique meilleure semble donc pouvoir pousser les individus à des actes pouvant leur coûter leur liberté dans un pays où la justice est sévère à l'encontre de ces comportements.

Si nous verrons plus loin que le comportement de Leandro nous renseigne également beaucoup sur le rapport des Cubains au pouvoir et à la révolution, les activités criminelles ne sont pas les seuls moyens permettant aux plus démunis de trouver un revenu. En effet, la marge entre la légalité et l'illégalité reste étroite, ce qui permet aux Cubains de trouver un revenu précaire de subsistance par une activité qui peut être durement punie à tout instant.

Des comportements économiques à la frontière de l'illégalité

Dans cette société qui se veut communiste, on trouve chez les individus les plus nécessiteux les comportements économiques individuels les plus capitalistes qui soient : création de pénuries pour créer de l'inflation, multiplication des intermédiaires, achat/revente etc. Ainsi le rôle d'intermédiaire dans la distribution de tel ou tel produit permet à beaucoup de Cubain de tirer un revenu de subsistance. Cet activité, extrêmement répandue à Cuba mais qui n'en demeure pas moins illégale, est centrale dans le fonctionnement de la société de Santiago de Cuba. Tout d'abord elle permet une distribution de toutes sortes de biens de consommation, et notamment de denrées alimentaires, de manière uniforme dans la ville. D'autre part ce système permet aux personnes âgées ou à mobilité réduite de bénéficier à domicile d'un certain nombre de produits que délivrent des vendeurs ambulants. Ainsi, ces derniers se fournissent dans les magasins d'État, achètent de grandes quantités qu'ils revendent ensuite plus cher. Cette activité n'est donc pas légale, aucun impôt n'est reversé à l'État et aucune licence professionnelle n'existe pour cela. Pourtant cette activité se fait au vu et au su de tous tant elle permet à une société en proie aux pénuries et à la pauvreté de subsister.

En effet si les pénuries d'aujourd'hui n'ont plus rien à voir avec celles du début des années 1990, beaucoup de produits demeurent manquants et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord il y a une raison liée au tourisme surtout pour ce qui est des pénuries alimentaires comme le rapporte Yolanda :

« Je ne sais pas à quoi sont dues les pénuries alimentaires, peut-être que l'État ne peut pas en

importer assez, peut être que ça n'arrive pas jusqu'ici... [...] Mais les paladares et les hôtels prennent le peu qu'il y a. L'autre jour une femme était devant moi dans la file d'attente pour acheter du fromage. Elle a pris tout ce qu'il restait ! Près de 50 CUC de fromage ! »

S'il est difficile de dire avec certitude si cet achat était destiné à l'industrie du tourisme, il paraît tout de même difficile pour un revendeur sur le marché noir d'investir dans une telle quantité. D'autre part, dans un pays où l'économie touristique submerge toutes les autres parties de l'économie, il ne semble pas illogique que cette industrie absorbe la majeure partie des biens nécessaires à son fonctionnement. Toutefois il est vrai que le marché noir tient également son rôle dans la création des pénuries alimentaires. Certains achètent de grandes quantités pour les revendre au détail en réalisant une plus-value tandis que d'autres se les procurent pour les transformer. C'est le cas de Yuri, 27 ans, professeur de boxe et père d'une petite fille de 18 mois. Son activité de professeur de boxe connaît un coup d'arrêt durant les mois de février et mars car c'est une période où il n'y a pas de compétition, d'autre part cette profession lui offre un maigre revenu de 15 CUC mensuel (13€). Alors afin de subvenir aux besoins de sa famille Yuri a trouvé une activité parallèle lui permettant de d'augmenter son revenu :

« Je récupère des bouteilles en plastique d'un litre et demi et je les lave. Ensuite j'achète du lait et un arôme, souvent c'est de la fraise. Je fais mon yaourt et je le garde au frigo, ensuite les gens passent l'acheter chez moi. Je les vends 20 pesos cubains chacune et ça me coûte 10 pesos donc à chaque bouteille je gagne 10 pesos [0,04€]. C'est pas grand chose, mais c'est quelque chose... Pour toi, les centimes de moneda n'ont aucune utilité mais moi je peux m'acheter une cigarette ou une banane pour ma fille. C'est déjà ça. »

Les situations de pénuries desquelles Cuba n'est jamais totalement sortie favorisent d'autant plus ce genre de commerces parallèles. Ainsi l'économie souterraine qui comprend le travail au noir et le marché noir vient s'ajouter à l'économie criminelle que nous avons vue plus haut mais également à l'économie solidaire (services rendus, principe de réciprocité non monétaire ou entraide) encore très présente dans cette société communiste et à l'économie domestique (jardinage, bricolage, activités se limitant au cadre privé) – selon une classification établie par Archibald Ritter⁵⁴. Ces différentes économies viennent s'ajouter à l'économie formelle qui se caractérise par le fait que ce sont l'État et le marché qui « régulent conjointement un système d'allocation de bien et de service »⁵⁵. De cette manière chacun trouve le moyen de se rendre nécessaire à la société, en

54 Archibald RITTER, « Economic illegalities and the underground economy in Cuba », *Canadian foundation for the America*, Ottawa, 3/2006, pp.3-8.

55 Christian NADEAU, *Les salariés de l'État et l'économie souterraine dans les municipalités de Cerro et Plaza de la*

s'insérant dans un commerce afin d'y prendre sa part.

Un autre exemple est celui de Yankee qui vend de l'alcool sur une place de Santiago. Ce dernier est retraité et touche une pension de 9CUC par mois. Ses enfants vivent en Europe, cependant il dit ne pas recevoir de *remesas*. Pour augmenter sensiblement ses revenus, il revend de l'*alcohol*, l'éthanol servant à l'hôpital, qu'il obtient par une amie travaillant comme infirmière. Ainsi il arrive le matin avec plusieurs bouteilles du liquide qu'il vend mélangé à de l'eau pour un prix très accessible. Il les vend au verre ou dans des contenants de 25 ou de 50 centilitres. Ce commerce d'alcool extrêmement concentré, à bas prix et, au départ, non destiné à la consommation entraîne des effets effroyablement néfastes que nous verrons plus loin sur les populations populaires. Par ailleurs ce commerce parallèle permet non seulement à Yankee de tirer un revenu – qu'il nous a été impossible de connaître car ce dernier n'a pas souhaité s'étendre sur son *negocio*⁵⁶ – mais également certainement à la personne qui dérobe le liquide à l'hôpital.

Des constantes dans les sociétés à économie planifiée

Si ces comportements sont nécessaires à une société dont le pouvoir central n'est pas capable de répondre aux besoins minimums en termes de distribution de produits, d'emploi ou de revenu, ce modèle économique renforce également la nécessité pour chacun d'entretenir des rapports interpersonnels très forts afin d'accéder aux biens et aux services disponibles mais en nombre insuffisant. Nous avons ainsi – comme Julia Cojimar lors de son étude dans la capitale – pu observer que :

« La réalité cubaine se caractérise par la rareté de l'offre de produits de consommation, du fait d'une économie de pénurie qui transforme l'approvisionnement en biens de base en une épreuve redoutable. [...] Cette caractéristique impose une certaine union au sein de la population, puisque l'isolement rend l'approvisionnement plus difficile et qu'il est impératif de *resolver* en dehors des offres officielles. La limitation du pouvoir d'achat implique donc l'établissement de relations entre les parties concernées. Ce n'est que par le bouche à oreille au sein des réseaux familiaux ou amicaux que l'on sait qui vend quoi. Ce phénomène illustre clairement l'impossibilité de séparer l'économique et le social à Cuba »⁵⁷

Revolución à la Havane, Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, Université du Québec à Montréal, Montréal, 2007, p.5.

56 Commerce

57 Julia COJIMAR, « Les Vázquez : une économie familiale à La Havane », in BLOCH Vincent (Dir.), *Cuba, un régime au quotidien*, Choiseul, Paris, 2011, p.65-67.

Ce lien étroit de l'économie sur le social, et inversement, est par ailleurs une caractéristique que l'on retrouve dans de nombreuses descriptions du fonctionnement des sociétés socialistes et soviétiques et qui révèle « l'importance des échanges de faveur et de la débrouillardise dans le fonctionnement des régimes communistes »⁵⁸. L'attente est également un facteur important pour lequel l'interconnaissance revêt un rôle primordial. Ainsi nous avons pu observer le rôle de ces liens un matin où Yolanda a cherché à se procurer des médicaments. Nous décrivons ici le déroulement de l'action :

Un matin Yolanda est allée chez le médecin pour soulager des douleurs de gorge. À son retour, la voisine de l'appartement d'au-dessus passe lui rendre visite. Yolanda lui raconte ne pas avoir trouvé les médicaments qu'il lui fallait à la pharmacie. Sa voisine s'empare alors du téléphone fixe pour joindre une amie qui travaille dans une pharmacie. Aussitôt le combiné raccroché, la voisine lui dit savoir où elle peut se les procurer et lui indique qu'elle lui ramènera dans l'après midi.

C'est un cas typique d'entraide qui facilite l'accès à un bien par la connaissance d'une tierce personne. Sans cette voisine, Yolanda aurait dû soit retenter sa chance plusieurs jours de suite, en affrontant chaque fois les files d'attentes communes à beaucoup de commerces d'État, soit sillonner la ville, avec le même problème d'attente, jusqu'à trouver le médicament recherché. Dans les travaux d'Alena Ledeneva⁵⁹ réalisés en 1994 et 1995 sur la Russie à l'époque soviétique ce mode de fonctionnement est théorisé sous le terme de *blat* qu'elle définit comme l'usage de réseaux personnels et de contacts informels mis en œuvre afin de se rendre disponibles un certain nombre de biens et de services dont l'offre est insuffisante ou dont la procédure pour y accéder est longue ou difficile. Par ailleurs, dans sa description de ces comportements il apparaît que les personnes réfutent ces pratiques car elles sont contraires à l'idéal communiste durement ancré dans les sociétés soviétiques et ce alors qu'elle réalise les entretiens quelques années après la chute de l'URSS. Lorsque l'on parle pour soi on parle d'entraide, de solidarité mais pas de *blat*.

À Cuba, ces méthodes semblent plus acceptées, plus courantes. Le fait qu'elles aient été multipliées de manière exponentielle depuis la Période spéciale en temps de paix et qu'elles soient le fait d'une immense majorité de la population participe à ce que les Cubains l'admettent plus facilement. Toutefois, une brève conversation avec Juan, un homme d'une cinquantaine d'années

58 Larissa ZAKHAROVA, « Le quotidien du communisme : pratiques et objets », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 68(2), 2013, p.306.

59 Alena LEDENEVA, *Russia's economy of favours*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998.

croisé dans une rue de Santiago, nous fait comprendre que ce fonctionnement s'oppose au modèle issu de la révolution et qu'il peut mettre certains Cubains mal à l'aise avec leurs idéaux socialistes. Nous nous proposons ici de retranscrire l'échange avec Juan :

Après m'avoir interpellé dans la rue de manière assez classique, « Bonjour, d'où viens-tu ?... », il m'a expliqué avoir un salaire de 25CUC par mois et que cela n'était pas suffisant pour vivre. Il m'a alors dit de lui-même qu'en plus de son travail il demandait aux touristes de lui donner un peu d'argent ou de lui acheter quelque chose. Mais avant cela il m'indique prendre soin de leur donner un renseignement utile, une bonne adresse à Santiago ou des renseignements sur l'histoire. En effet au début de notre conversation il m'avait bien indiqué quelques restaurants très bon marché. Il finit par me dire que si les touristes peuvent l'aider tant mieux, sinon tant pis. « Ça fait plus de 30 ans que l'on vit grâce aux touristes, on leur doit bien un service. Moi je ne vole jamais, je ne force pas les gens, je propose un échange, je ne suis pas un voyou ». À la fin de la conversation il finira même par s'excuser de m'avoir demandé de l'argent.

Quelque chose de semblable au *blat* est ici présent car il émet un jugement négatif sur ceux qui ne font pas de la même manière que lui alors que l'action en elle-même est tout à fait comparable. Pourtant, lorsqu'il s'agit de son propre cas, il présente ça comme un échange sur la base du volontariat en opposition à la demande pure, à la mendicité et à fortiori au vol. Le *blat* soviétique trouve finalement son équivalent dans ce que les Cubains appellent *luchar, cuadrar, inventar*⁶⁰, un vocabulaire très utilisé à partir de la Période spéciale en temps de paix. Ces activités permettant de se rendre le quotidien plus aisé ou simplement plus vivable mettent la société entière dans une situation d'illégalité. Ceci a pour effet à la fois de renforcer le pouvoir mais également de mettre tout le monde dans une position coupable, confortant la corruption à tous les niveaux.

Un exemple est particulièrement éloquent à ce sujet. Enrique, un ami de Yuri rapporte la manière dont son frère, chauffeur de taxi, s'approvisionne en carburant. L'essence, indispensable à son travail, est un bien extrêmement cher à Cuba compte tenu du pouvoir d'achat des Cubains (environ 1,05€ le litre d'essence). D'autre part, la vétusté des voitures entraîne une consommation de carburant considérable. De fait, là encore le réseau d'interconnaissances joue son rôle : un contact prévient le chauffeur que de grandes quantités de carburant dérobées au port vont arriver dans la nuit. Pour profiter de cette aubaine il faut acheter beaucoup de carburant, pas moins de cent litres qui seront vendus, selon la quantité achetée, jusqu'à trois fois moins cher que le prix à la pompe. C'est alors un système de corruption à tous les niveaux qui est lancé. Tout d'abord on imagine bien

60 Lutter, s'arranger, inventer

que de telles quantités de carburants qui sortent du port ne peuvent exister sans l'aval de quelques fonctionnaires travaillant au port et retirant un intérêt de ce trafic. Mais ce type de corruption – assez symptomatique des sociétés socialistes à économie planifiée et où l'administration prend une grande importance – vient en amont d'une autre corruption, plus insidieuse et qui concerne beaucoup plus de monde.

Enrique nous raconte alors comment son frère prend son taxi au milieu de la nuit, afin d'être vu par le minimum de personne car chaque regard sera une personne à remercier pour son silence en laissant un litre d'essence par exemple ou quelques pesos. Non content de sortir à une heure si matinale, il lui faudra également multiplier les détours pour ne pas passer devant telle maison ou tel commerce, en somme pour essayer d'être vu par le moins de personnes possibles. Mais le parcours ne s'arrête pas là car l'achat de carburant se fait à l'extérieur de la ville et chaque route fait l'objet d'un contrôle policier. Là encore il faudra payer le silence des fonctionnaires de l'État, non en donnant directement un billet mais plus tard, en déposant une enveloppe dans une boîte à lettres.

Julia avait par ailleurs également parlé de la corruption des policiers lorsqu'il était sujet des *casas particulares* clandestines. Dans un pays aussi surveillé avait-elle dit, il ne fait guère de doute que les autorités participent à l'existence de ces *negocios* clandestins. Elle soulignait également que le salaire des agents de police ou des agents d'immigration les entraînaient comme tout le monde à s'arranger avec la légalité.

La revente de cigares volés permet aussi à beaucoup de Cubain de survivre. Ainsi Leandro conseille à une touriste brésilienne d'aller acheter ses cigares chez un ami à lui. Il me confie qu'il existe plusieurs *negocios* autour des cigares : d'abord la contrefaçon mais il me dit que c'est de plus en plus difficile car les touristes sont au courant et les guides touristiques préviennent assez largement de cette arnaque. Il dit que ce qui marche le mieux c'est ceux qui travaillent dans les fabriques et qui volent des boîtes de cigares, bien souvent la police est au courant du business qui se déroule chez le vendeur où le flux de touristes ne laisse guère de doute sur la raison de ces allers et venues. Ainsi la corruption des agents de police semble pouvoir s'observer pour chaque trafic organisé.

Toutes ces particularités du fonctionnement socio-économique de Santiago de Cuba mais aussi de la nation cubaine ont entraîné des changements radicaux dans la stratification sociale de l'île. Ces bouleversements vont influencer les rapports entre les Cubains, entre ces derniers et le

pouvoir et le fonctionnement complet de la société.

C) DES TRANSFORMATIONS ÉCONOMIQUES VECTRICES DE NOUVELLES INÉGALITÉS SOCIALES

Tourisme et libéralisation : vers une classe moyenne cubaine ?

Depuis les mesures économiques prises suite à la Période spéciale en temps de paix, une classe moyenne apparaît à Cuba. Nous choisissons de parler ici de classe moyenne pour plusieurs raisons qu'il est nécessaire de justifier tant le terme peut regrouper bon nombre de catégories sociales plus ou moins hétérogènes. Tout d'abord, nous choisissons cette dénomination du fait de sa place dans la société située entre la classe dirigeante ou l'élite politico-économique cubaine dont de nombreux travaux ont montré que par ces us et ses moyens financiers, elle se démarquait du reste de la population et ce depuis le début de la révolution et de manière croissante. À l'autre bout de la chaîne on a donc pu observer durant les trois premières décennies une masse populaire, guidée par le modèle économique communiste cherchant l'égalité et le partage des richesses. Seulement, avec la libéralisation de l'économie et le développement du tourisme, une nouvelle classe sociale semble apparaître à Cuba, capable de partir en vacances, d'investir dans des biens électroménagers ou d'accéder à des offres de services destinés à une clientèle étrangère.

Au travers de l'exemple de la famille de Yolanda, nous allons voir comment le tourisme et le business qui se crée autour ont permis à un certain nombre de Cubains de voir leur situation économique s'améliorer de manière considérable. Yolanda est une retraitée de 75 ans, elle touche une maigre pension de retraite de 10CUC mensuels soit environ 9€ alors que le salaire moyen à Santiago de Cuba en 2015 est de 647CUP soit un peu moins de 23€⁶¹. Avec elle vivent sa fille, Julia, 40 ans, professeure des écoles, gagnant pour cela 31CUC mensuel (27€) et son époux Edouardo, conducteur de taxi de 47ans. Le taxi et la licence professionnelle appartenaient en fait au père de Julia, aujourd'hui décédé, et laissé à son gendre en usufruit. D'autre part la famille dispose également d'une chambre qu'elle loue aux visiteurs étrangers.

Avec cette diversification des activités, la famille bénéficie d'un salaire mensuel impensable pour beaucoup de Cubains. Ainsi, la chambre est louée entre 15 et 30CUC (13 à 27€) la nuitée avec

61 Oficina Nacional de Estadística e Información de Cuba

un service également variable pour les repas allant jusqu'à la pension complète. Ce revenu, bien qu'irrégulier, semble être très confortable. Yolanda confie recevoir parfois des clients qui restent plusieurs mois, parfois même des étudiants étrangers de l'université de Santiago de Cuba durant un an. D'autres ne restent qu'une nuit. Il est assez difficile d'évaluer le revenu moyen qu'entraîne une telle activité mais durant ma présence de six semaines cette chambre a apporté à la famille un revenu de 675CUC soit plus de deux ans de salaire moyen à Santiago de Cuba. Si ce revenu n'est pas régulier et qu'il est soumis à des impôts et des frais, il permet tout de même, avec une bonne gestion, d'avoir un niveau de vie nettement supérieur à la moyenne des Cubains. Les revenus d'Edouardo viennent également s'ajouter à ceux-là. Sur ce sujet la famille est restée vague quant au montant que lui offre cette activité. À Cuba, on parle difficilement d'argent, surtout quand on en a.

Outre ces revenus largement supérieurs à la moyenne cubaine, on peut observer d'autres éléments qui nous renseignent sur la qualité de vie de cette famille. Ainsi, l'intérieur de la maison en est un bon indice. Située dans le centre historique de Santiago de Cuba, elle se compose de trois chambres, deux salles de bains, une cuisine, une entrée, un patio extérieur et un salon. Le tout bien entretenu, bien meublé, bien équipé et très décoré. L'électroménager est également assez important, on remarque par exemple trois autocuiseurs, des batteries complètes de cuisine, trois climatiseurs ou encore un grand congélateur signe d'une certaine aisance économique dans un pays où un autocuiseur vaut l'équivalent de trois mois de salaire moyen. Julia nous confie également que la famille prend des vacances l'été pour aller visiter la famille à La Havane, Bayamo ou Holguín bien qu'un des trois reste pour assurer le fonctionnement de la casa particular. Nous avons également pu observer que la famille sortait de temps à autre pour se restaurer dehors ou pour d'autres loisirs divers.

À travers l'exemple de cette famille apparaît une frange de la société ayant une certaine aisance financière et matérielle directement due au développement du tourisme et à l'ouverture économique du pays. En effet, l'arrivée de touristes mais aussi d'étudiants et la possibilité de travailler pour son propre compte ont permis la formation d'une nouvelle classe sociale qui accède peu à peu à la société de consommation (encore handicapée par l'embargo étasunien) et à la société de loisir qui caractérise le comportement socio-économique des classes moyennes.

L'apparition de cette classe moyenne correspond également à l'appauvrissement et à la précarisation de la frange la plus fragile de la population cubaine comme nous avons pu l'observer dans une autre famille de Santiago de Cuba.

À Santiago de Cuba, l'extrême pauvreté est bien là

Si les réformes économiques ont bel et bien permis à certains cubains Cubains d'élever de manière significative leur niveau de vie, d'un autre côté une frange de la population a vu son quotidien se complexifier du fait à la fois des mesures restrictives des années 1990 dont ils ne se sont pas forcément remis mais également du fait des récentes mesures prises par le gouvernement cubain de Raúl Castro.

C'est le cas de la famille d'Alejandro. Ce dernier vit avec sa femme et son fils dans un appartement neuf construit par le gouvernement pour reloger les sinistrés de l'ouragan Sandy passé en 2012 sur l'est de Cuba. L'appartement se trouve dans le quartier Micro 9, à environ quatre kilomètres au nord du centre historique de la ville. La famille dispose encore de son ancienne maison située dans le *Reparto*⁶² *Van Van* à un peu moins de trois kilomètres au sud du centre historique où il a installé son atelier et où vit toujours son second fils.

Alejandro est réparateur de chaussures, ce qui lui offre un très maigre revenu, bien souvent rapidement réinvesti dans une bouteille d'*alcohol* pour lui ou pour ses proches – nous verrons plus loin que le problème de l'alcoolisme chez les classes sociales les plus défavorisées est prégnant dans la seconde ville du pays. Il est, de fait, extrêmement difficile d'évaluer son revenu dont lui même ne semble pas avoir d'idée précise. Toutefois après avoir passé plusieurs journées dans son atelier il semble que ses revenus ne dépassent guère souvent les 20CUC (18€) par mois. Par ailleurs, son épouse dispose d'un petit emploi consistant à accompagner des enfants de leur domicile jusqu'à l'école et *vice versa*. Pour cela elle est payée au nombre d'enfants et touche un salaire mensuel de 13CUC mensuel (12€). Leurs deux enfants ne travaillent pas, le plus jeune qui a tout juste 18 ans, s'adonne à quelques *cuentalpropistas* (fabrication de paniers à fruit avec de vieux ventilateurs, achat et revente d'objets en tout genre...) en attendant la rentrée de septembre 2017 pour trouver un poste dans une école. Leandro, le second fils, a quant à lui perdu successivement plusieurs emplois – dont militaire et professeur d'histoire – du fait de ses problèmes d'alcool alors même qu'il n'a que 23 ans. Les revenus de la famille sont donc extrêmement faibles et par-dessus tout très irréguliers. Cela se voit lorsque l'on observe les conditions de vie de la famille et notamment les logements qu'ils ont à leur disposition. Ainsi l'atelier de travail, anciennement habitation principale de la famille, se compose de cinq pièces dont quatre d'entre elles ne disposent plus de toit et où la présence de

62 Quartier

certaines murs est hypothétique suite au passage de Sandy. La seule pièce couverte d'environ six mètres carrés sert de chambre au cadet, qu'il doit partager avec les outils de son père et tout un tas de matériel accumulé pour la cordonnerie. La construction en planche et en tôle rappelle la situation de pauvreté de cette famille mais finalement pas autant que le nouvel appartement dans lequel ils ont été relogés par le gouvernement et qu'ils payent moins de 1 CUC mensuel (1€), lorsqu'ils le peuvent.

Cet appartement se trouve au quatrième étage d'un immeuble qui en compte cinq, il se compose de deux chambres, un salon, une cuisine et une salle de bain. Le sol est resté brut, tandis que les murs ont été recouverts d'une fine couche de peinture. Il n'y a pas d'eau courante mais des réservoirs sur le toit permettent d'accumuler de l'eau lorsque celle-ci arrive. En ce mois de février 2017, pas de chance, zéro millimètre de pluie, les cuves sont vides. L'appartement semble bien vide ; dans le salon une chaîne hi-fi posée à même le sol meuble à elle seule l'ensemble de la pièce, dans la cuisine on trouve une table, quatre chaises et le minimum d'ustensiles pour cuisiner. Mais se sont les chambres qui nous renseignent au mieux sur les conditions de vie de cette famille au pied de l'échelle socio-économique cubaine : celle des parents comporte un demi matelas sur lequel il ne peuvent reposer que le haut du corps, leur linge est posé au sol à proximité de ce que nous aurions du mal à nommer leur lit. Pour Leandro le mobilier est encore plus inexistant, il dort à même le sol sur quelques bouts de carton et à côté de ses vêtements qui n'encombrent pas la pièce.

Si l'on entend souvent à propos de Cuba – tant sur l'île que dans la bouche des soutiens du régime à l'étranger – que personne ne dort dehors, personne ne meurt de faim, en introduction à un discours élogieux sur l'éducation et la santé, il faut observer à travers cet exemple mais également au travers d'éléments facilement observables dans la ville que ceci n'est pas tout à fait exact. En effet, l'un des membres de cette famille vit dans l'ancienne maison ravagée par un ouragan et les autres vivent certes sous un toit mais dans des conditions qui ne sont pas soutenables. Pour ce qui est de la faim, les problèmes d'alcoolisme d'Alejandro et de son fils mettent parfois la famille dans une situation difficile. Ainsi lorsque Leandro ne rentre pas à l'heure où sa mère cuisine en fin de journée, il ne reste plus rien à manger dans la maison et il lui faudra attendre le lendemain soir. Parfois, les pénuries couplées au manque de moyen amènent l'ensemble de la famille à devoir se passer de nourriture durant une journée complète. D'autre part son relogement récent à plus de six kilomètres n'aide pas la famille, les solidarités familiales et de voisinages n'étant pas aussi bien construites. Par ailleurs, on observera aisément dans les rues de Santiago bon nombre de mendiants,

souvent âgés, n'étant plus en capacité de développer un *negocio privado*⁶³. On remarquera aussi, à la nuit tombée quelques *Santiagueros*, presque uniquement des hommes, installer quelques cartons sous un porche pour y passer la nuit.

Si le développement économique de l'île a sans aucun doute permis une croissance macro-économique, au niveau individuel, les populations ont profité très inégalement de ces avancées. Ainsi, la position géographique, la catégorie professionnelle mais également le sexe ou la couleur de peau influent de manière significative sur le développement économique des Cubains. Pour faire face à ces difficultés, un nouveau groupe est apparu à Cuba et forme presque aujourd'hui une classe sociale à eux seuls car ils partagent les mêmes revenus, les mêmes us et coutumes et les mêmes aspirations ; ce sont les *jineteros*.

Le cas du *jineterismo*

Le terme de *jinetero* ou *jinetera* que l'on peut traduire par cavalier renvoie aux prostituées accompagnant les touristes. Les *jineteros* sont en fait un cas central du rapport des *Santiagueros* aux touristes qui va bien plus loin que la prostitution comme le montre la définition qu'en fait Dominique Gay-Sylvestre :

« Le terme *jineterismo* ne renferme d'ailleurs, dans les premiers temps, aucune connotation sexuelle. Cette appellation qui vient de *jinetero*, celui qui monte à cheval, devient, au figuré, celui qui exploite une autre personne, celui qui est en contact avec des étrangers, se consacre au trafic d'articles importés, de devises et fait du marché noir »⁶⁴

Dans ce même article, il est intéressant de relever certaines caractéristiques de ce groupe que nous avons également pu observer à Santiago de Cuba. Ainsi, ces personnes cherchent donc avant tout à accéder aux devises convertibles – ou directement au dollar depuis que les Cubains ont le droit de les changer – par des méthodes réprouvées par le reste de la population. Si les *jineteros* ne sont pas un groupe homogène, la finalité de leurs actions nous permet d'établir quelques généralités sur leur fonctionnement et sur leurs relations aux touristes et aux autres Cubains. Iwaki⁶⁵ avait relevé au cours de ses recherches sur le *Parque Céspedes* que les *jineteros* étaient pour la plupart de

63 Commerce privé

64 Dominique GAY-SYLVESTRE, « Prostitution à Cuba (1959-2011) », *Dire*, Relations de genre et pratiques sociales, n°3, 2012, p.41.

65 Idris M. IWAKI et al., « Turismo y cambio social en Santiago de Cuba », *Alternativas*, Cuadernos de trabajo social, Universidad de Alicante, n°4, 1996, pp.247-254.

jeunes Cubains de 17 à 30 ans, vivant dans des conditions de pauvreté, exclus du monde du travail et ayant cessé leurs études. D'autre part, il avait également relevé que les revenus obtenus par ces jeunes étaient souvent utilisés pour des consommations secondaires, qui n'étaient pas destinées à améliorer le confort de vie du foyer et qu'ils n'avaient pour la plupart pas l'intention de regagner le circuit professionnel. Nous avons également pu constater ces éléments chez les *jineteros* que nous avons rencontrés et qui demeurent les sujets d'études les plus accessibles lorsqu'on est étranger de par leur activité. En effet la majeure partie des jeunes de moins de trente ans endosse ce rôle de manière plus ou moins consciente et de façon plus ou moins constante et le fait d'être un étranger à Santiago nous y confronte chaque jour.

Nous observons cependant que l'immense majorité des jeunes avec qui nous avons pu créer des contacts à Santiago de Cuba sont des hommes. En effet, l'après midi, dans le parc où nous avons passé la majeure partie du temps dédié à l'observation, nous avons constaté l'écrasante majorité de la population masculine. Les jeunes filles étaient quasiment totalement absentes et ce jusqu'au soir où elles sortaient tout comme leurs homologues masculins dans une ville réputée pour sa vie nocturne. De ces deux temps distincts de la journée naissent plusieurs interrogations et notamment celle de la place des femmes dans la société cubaine.

Tout d'abord nous avons pu remarquer dans le foyer de Yolanda la division sexuée très forte des tâches domestiques qui nous a informé sur le machisme encore bien présent à Cuba. En effet Yolanda est retraitée, elle passe le plus clair de son temps à entretenir l'intérieur de sa maison et à préparer les repas alors que sa fille l'aide dans ses tâches lorsqu'elle revient de son travail ou le week-end. Edouardo quand à lui n'a jamais, durant notre présence dans le foyer, aidé à quelque tâche ménagère que ce soit. D'autre part, dans la répartition des rôles entre Edouardo et Julia, il n'est pas inintéressant de remarquer que cette dernière occupe un emploi peu lucratif, enseignante, qu'elle occupe selon elle-même « par intérêt personnel et non pour le revenu qu'il procure » alors qu'Edouardo à l'inverse occupe un emploi qui génère beaucoup plus de revenus, à savoir chauffeur de taxi.

Nous avons également pu observer que dans le couple de Yuri, ayant donné naissance à une petite fille, les rôles sociaux étaient extrêmement sexués, ainsi sa compagne s'occupe de sa fille au quotidien alors que le rôle de Yuri consiste en grande partie à ramener l'argent du foyer. Maria, la compagne de Yuri, n'est d'ailleurs jamais apparue hors de son foyer durant notre recherche si ce n'est par nécessité ; dans une *tienda*, chez un médecin ou chez un voisin. Ainsi les rapports sociaux

de sexe et le machisme sous-jacent de la société cubaine⁶⁶ semblent à eux seuls expliquer l'absence des femmes dans les parcs qui, quand elles ne travaillent pas, sont occupées aux tâches domestiques.

De manière plus générale, nous avons pu observer comment les femmes sont abordées dans la rue par les jeunes Cubains, d'une manière et d'une fréquence qui choqueraient dans nos sociétés. Ainsi il est fréquent de voir un homme s'arrêter dans la rue, en face d'une Cubaine qui marche vers lui et de chercher à attirer son attention en multipliant les bruits de bises ou les superlatifs élogieux jusqu'à ce que celle-ci s'éloigne. Ce qui chez nous serait assimilé à du harcèlement est ici une manière fréquente de s'adresser aux *Santiagueras* et nous informe une fois de plus sur la place du machisme dans cette société caribéenne.

Enfin on ne peut ni évoquer le cas des femmes à Santiago de Cuba ni même évoquer les activités économiques parallèles sans mettre le doigt sur l'inquiétant problème de la prostitution sur l'île caïman. Si le gouvernement cubain a pu réfuter jusqu'à l'existence de ces pratiques sur l'île il suffit pourtant d'y mettre les pieds quelques jours pour s'apercevoir de l'importance du phénomène. La révolution de 1959 a été sans aucun doute le moment de grandes avancées dans le domaine de la lutte contre la marchandisation des corps. Les mesures d'encadrement favorisant de meilleures conditions sanitaires, la création d'une police du tourisme visant à contrôler les hommes seuls venant à Cuba ou la restriction des heures d'ouverture des maisons closes ont certainement amélioré les conditions de prostitution. S'en suit une série de mesures visant à convaincre les prostituées d'abandonner leur activité en les invitant à entrer dans des écoles de réhabilitation⁶⁷ et d'envoyer les proxénètes n'ayant pas fui vers la Floride en camps de redressement d'où ils ne sortiront que lorsqu'ils seront à même de se réinsérer dans la société⁶⁸. Cela a pour effet néfaste de développer la prostitution clandestine qui sera également combattue par le gouvernement ne souhaitant aucune exploitation de l'Homme par l'Homme. En 1963 les maisons closes sont définitivement fermées et en 1966 la campagne de réhabilitation est terminée et officiellement il n'y a plus de prostitution à Cuba. Pourtant la prostitution demeurera bien entendu sur l'île, sous différentes formes, avant de connaître un véritable retour massif durant la Période spéciale en temps de paix.

66 Stéphanie MERHRIQUI, *Le statut de la femme cubaine à l'épreuve d'une société machiste*, Histoire. Université de la Sorbonne, Paris III, 2009.

67 Dominique GAY-SYLVESTRE, *Être femme à Cuba : des premières militantes féministes aux militantes révolutionnaires*. L'Harmattan, Horizons Amériques latines, Paris, 2006.

68 *Ibid.* p.35.

Si la situation des Cubains durant cette période s'aggrave, celle des Cubaines est encore pire du fait des difficultés posées dans la sphère domestique – manque de gaz, d'eau, de détergeant, de denrées. Les mesures économiques prises en faveur d'un développement du tourisme et d'une légalisation du dollar pousse les femmes à user de la dernière solution qu'il leur reste, c'est-à-dire de se rapprocher des touristes. Dans la période la plus difficile de la Période spéciale l'intérêt de la prostitution n'est pas seulement dans l'échange sexe-argent mais également dans la possibilité de se faire offrir un bien ou inviter au restaurant. Ainsi Fidel Castro qui avait fustigé la Cuba de Batista – surnommée fréquemment « le bordel des États-Unis » - a pu voir revenir la prostitution massive et le proxénétisme avec qui elle va de pair. Ainsi on croise encore aisément aujourd'hui bon nombre de *jineteras* une fois la nuit tombée proposant leurs services plus ou moins directement aux clients étrangers des restaurants, des hôtels, ou simplement aux hommes seuls dans les parcs. Si la situation économique a bien évolué depuis la Période spéciale en temps de paix, beaucoup de jeunes filles cherchent non seulement le revenu de cette activité mais entretiennent également l'espoir d'une relation plus pérenne qui leur ouvrirait la porte à un départ de l'île et à une situation meilleure.

Nous avons également pu constater que beaucoup de jeunes Santiaguais participent à cette activité. En effet il est courant qu'un Cubain démarché un touriste afin de lui proposer les services d'une *jinetera* ou pour être plus précis, pour lui proposer ses services de mise en contact avec la *jinetera* qu'il voudra. Ainsi nous avons pu observer un soir dans un parc de Santiago de Cuba, Roberto, fleuriste d'un peu plus de trente ans et ayant un penchant non dissimulé pour l'alcool, se rapprocher d'un étasunien paraissant avoir atteint l'âge de la retraite. Nous retranscrivons ici le déroulement de la scène :

Roberto discute durant une quinzaine de minute avec l'étranger, puis le laisse seul sur un banc, se dirigeant pour sa part vers un bar dansant qui se trouve à quelques mètres. Il revient vers le touriste quelques minutes plus tard et lui indique une table en terrasse où se trouve une jeune fille d'une trentaine d'année. Les deux hommes se dirigent alors vers la table et conversent une dizaine de minutes. Roberto fini par se lever, remercié par le touriste, un long échange de poignée de main scelle la rencontre.

Roberto laisse alors la jeune cubaine avec l'homme et se dirige vers nous, une bouteille de rhum à la main. Fière de son *negocio*, il nous indique avoir obtenu non seulement une bouteille de *Havana Club* mais également 40CUC (36€).

Par cette scène, il est aisé de comprendre que l'apport financier d'une telle activité, non seulement pour Roberto mais aussi pour cette Cubaine, amène beaucoup de jeunes insulaires à se

tourner vers le *jineterismo*. Ainsi nous avons également pu observer que tous les hommes que nous avons rencontrés et avec qui les échanges ont été renouvelés nous ont proposé à un moment ou à un autre les services d'une cavalière. De même, Julia nous a rapporté avoir eu dans sa *casa particular* bon nombre de clients rentrant le soir accompagnés de Cubaines pour passer la nuit. Malgré le fait qu'elle trouve ces pratiques regrettables et qu'elle soit gênée de devoir accepter cela chez elle, elle ne peut pas faire autrement et n'est jamais en position de refuser un client.

Les activités économiques illégales mènent à des différences de revenus entre les Cubains et celles-ci changent totalement le visage d'une société basée sur l'égalité et le partage. On voit apparaître aujourd'hui à Cuba, des inégalités sociales qui mettent en péril l'idéal révolutionnaire et qui ne semblent pas toujours maîtrisées par le pouvoir.

CHAPITRE II : L'AMBIGUÏTÉ DU RAPPORT DES CUBAINS AU POUVOIR

A) UN POUVOIR DEMEURANT OMNIPRÉSENT

Les rapports de pouvoir dans les régimes autoritaires

Nous définissons ici le régime Cubain comme autoritaire par opposition au terme de totalitaire. En effet, les travaux de l'école révisionniste allemande menés notamment par Alf Lüdtke⁶⁹ et son travail sur l'*eigensinn*⁷⁰ - qu'il définit comme « entêtement, opiniâtreté, obstination, et se réfère à cette vertu première, et irréductible, qu'a chaque être humain d'être, aussi, auteur de sa propre histoire »⁷¹ - mettent le doigt sur l'impossibilité pour un régime ou une autorité de contrôler l'ensemble des sphères d'un groupe d'individus et, à fortiori, d'une société. C'est également ce qu'avait pointé Erving Goffman lorsqu'il avait montré que dans ce qu'il appelle les institutions totales les individus restaient capables d'adaptations secondaires, c'est-à-dire de :

« disposition habituelle permettant à l'individu d'utiliser des moyens défendus, ou de parvenir à des fins illicites (ou les deux à la fois) et de tourner ainsi les prétentions de l'organisation relatives à ce qu'il devrait faire ou recevoir, et partant à ce qu'il devrait être. Les adaptations secondaires représentent pour l'individu le moyen de s'écarter du rôle et du personnage que l'institution lui assigne tout naturellement. »⁷²

Une fois ce terme accepté, il est nécessaire de faire le point sur les constantes existant dans ces types de sociétés entre ceux qui exercent le pouvoir et ceux sur qui s'exerce le pouvoir car ces relations ne sont pas unilatérales. En effet un double comportement peut exister dans les populations face aux autorités. Comme l'a montré Laurence Mcfall lors de son étude des comportements des Allemands en République Démocratique Allemande⁷³, les individus sont

69 Alf LÜDTKE, *Des ouvriers dans l'Allemagne du XXe siècle. Le quotidien des dictatures*, l'Harmattan, Paris, 2000.
Alf LÜDTKE, *Histoire du quotidien*, Édition de la maison des sciences de l'Homme, Paris, 1994 (1989).

70 Littéralement : obstination

71 Alf LÜDTKE, 2000, *Op.Cit.* p.25.

72 Erving GOFFMAN, *Asiles*, Éditions de Minuit, Paris, 1968.

73 Laurence MCFALL, « L'État bâtard: illégitimité et légitimation chez Max Weber », in Michel Coutu et Guy Rocher (dir.), *La légitimité de l'État et du droit*, Québec, Les presses de l'Université de Laval, 2005, pp.47-60.

capables d'adopter un double comportement, notamment dans les sphères publiques et privées. Cette schizophrénie comportementale permet d'accéder à un confort de vie, précaire mais sûr et prévisible, qui nécessite une soumission au régime. Ainsi ils se conforment aux attentes d'austérité, de solidarité et d'apathie politique tout en critiquant dans le cadre privé la politique menée par le pouvoir. Nous verrons plus loin que cet élément se retrouve exactement dans la société cubaine et chez les personnes que nous avons interrogées à Santiago de Cuba. D'autre part les éléments que nous avons mis en avant précédemment sur les activités économiques des Cubains révèlent une opposition tacite au modèle politique mis en œuvre par le pouvoir.

Ces mêmes éléments mis en exergue plus haut montrent également que le pouvoir a besoin de ces marges de liberté pour plusieurs raisons : garantir une certaine paix sociale en laissant quelques espaces d'autonomie et de maîtrise, permettre aux Cubains – par le biais des activités économiques informelles – d'accéder à des biens et services que le revenu légal ne leur offre pas, mais aussi de mettre l'ensemble de la population dans une position de vulnérabilité face au pouvoir. Ce dernier point, sur lequel nous reviendrons entraîne une certaine méfiance entre les citoyens, ce qui rend extrêmement difficile l'organisation d'une opposition audible.

Cuba : un policier pour un habitant ?

Notre première visite chez Alejandro dans son nouveau domicile au *Reparto Micro 9* s'est déroulée sur la terrasse de l'immeuble. Alejandro a alors, comme une immense majorité de Cubains, vanté les mérites de la sécurité cubaine louant au passage « le pays le plus sûr au monde ». Mais cette fois-ci cette remarque fut étayée d'une démonstration : il s'est mis à compter les postes de police entourant son immeuble et finit par en dénombrier cinq à proximité de son appartement. Alejandro a lui-même été policier il y a quelques années avant d'être renvoyé pour une bagarre tout comme son fils, Leandro, qui avait été militaire avant d'être également renvoyé à cause de problèmes d'alcool. Il n'est pas inutile de rappeler que le service militaire est obligatoire à Cuba, ce qui permet d'impliquer l'ensemble des hommes d'une classe d'âge dans la sécurité intérieure.

Mais comme nous l'avons mentionné plus haut, le fait que chaque Cubain puisse être considéré comme contre-révolutionnaire et répréhensible du fait des activités auxquelles il s'adonne, le place dans une situation précaire face au pouvoir. D'autre part, les organisations de masse comme les Comités de Défense de la Révolution ont largement favorisé une société dans laquelle la délation faisait entièrement partie du rempart à la contre-révolution. Ainsi chaque citoyen devient

un possible espion au service gouvernement. En ce sens on peut dire que dans l'imaginaire cubain il y a un policier pour un habitant. L'exemple du vol sur la plage décrit plus haut⁷⁴ et la réaction de Leandro à cet incident montre parfaitement comment fonctionne ce système de délation. En effet, Leandro ne dénonce pas l'agresseur par opposition ferme à un comportement contre révolutionnaire ni par pure sympathie vis-à-vis de la personne agressée. Il s'adresse de lui même aux autorités essentiellement par peur de pouvoir être considéré comme complice car il est témoin de la scène et qu'il connaît très bien l'agresseur. Ainsi comme nous le disions plus haut, le fait que chaque Cubain puisse être incriminé pour une raison ou une autre – complicité, activité économique informelle, critique du système politique et de ses dirigeants ou tout autre écart à la loi – les met dans une situation de précarité face au pouvoir coercitif qui les mène à collaborer facilement avec ce dernier.

Nous avons par ailleurs pu observer que les *Santiagueros* conservaient des réflexes de méfiance vis-à-vis de la surveillance de leurs congénères. Ainsi, lorsqu'ils abordent des sujets sensibles tels que la politique ou simplement la vie sociale à Santiago de Cuba, les *Santiagueros* regardent autour d'eux si personne ne tend l'oreille et baissent sensiblement le ton par peur d'être écoutés. La plupart des maisons ne disposant pas de fenêtres closes mais de volets mobiles de type persiennes, cette méfiance ne se limite pas à l'espace public mais s'étend également aux lieux privés. Ainsi, à l'heure du dîner, lorsque nous abordons les sujets politiques avec Yolanda, Julia et Edouardo, les regards se portent vers les deux balcons des étages supérieurs et les voix baissent d'un ton. Il est également intéressant de noter que cette observation se vérifie bien moins avec les jeunes générations qui font moins attention à ce qu'ils disent mais qui semblent également avoir une conscience politique moindre. En effet nous verrons plus loin que l'engagement politique et à fortiori l'engagement partisan n'est pas vraiment le fait des jeunes *Santiagueros* qui, bien qu'ayant leur avis sur la situation, ne semblent pas croire dans ce mode d'engagement.

Internet, nouvel outil de surveillance

L'arrivée d'internet sur l'île est très récente pour les Cubains. Ainsi on peut lire sur un article de 2006⁷⁵ que l'heure de connexion coûte 4,5CUC et qu'elle est le fait des grands hôtels et de rares cybercafés. L'accès au web s'est bien démocratisé depuis, les points de vente sont plus nombreux, surtout dans les zones touristiques de l'ouest et le prix a chuté à 1,5CUC pour une heure de connexion. À Santiago de Cuba l'accès à internet reste cependant plus difficile qu'à l'ouest pour

74 Page 23.

75 Claire VOEUX, « Internet à Cuba : un réseaux sous surveillance », Reporter sans frontière, [en ligne], 2006.

deux raisons : les difficultés économiques des *Santiagueros* qui ne leur permettent pas toujours de se payer les cartes d'accès à internet et les points d'accès qui se limitent à deux boutiques Etecsa – en dehors des grands hôtels – à proximité du Parque Céspedes au cœur du centre historique. On se rend compte du contrôle qui se fait sur la connexion internet dès son achat, puisque chaque touriste doit donner son passeport pour obtenir les cartes de connexion de 1, 3 ou 5 heures selon les disponibilités. Ainsi le gouvernement peut contrôler de manière assez efficace qui fait quoi sur le web. Les Cubains sont également soumis à un strict contrôle puisqu'ils doivent faire une demande d'ouverture de compte qu'ils peuvent ensuite recharger à l'aide de cartes. Ce contrôle sert à la fois à surveiller les contenus interdits comme notamment la pornographie, illégale sur l'île, mais également sans aucun doute les échanges qui peuvent se faire avec la dissidence dans et hors de l'île. Nous avons pu à ce propos nous rendre compte du contrôle qui s'exerce sur les relations des Cubains avec l'extérieur. À notre retour en France, nous avons reçu le courrier d'un Cubain rencontré à Santiago de Cuba ; l'enveloppe avait été ouverte et il apparaît qu'il manquait un élément puisque il était marqué sur la lettre qu'il était joint au courrier *un regalo* qui semble avoir disparu au cours du voyage. S'il est impossible d'imputer avec certitude l'indiscrétion aux instances Cubaines, il est toutefois peu probable que ce contrôle soit le fait des douanes françaises. Les instances de contrôle sont puissantes à Cuba mais les organisations de masse ont également un rôle primordial sur le contrôle collectif.

Une actualisation du rôle des organisations de masse

Si les organisations de masse et notamment les *Comités de Defensa de la Revolución*⁷⁶ (CDR) servaient au départ au contrôle de la population, leur rôle a quelque peu changé. Nous nous concentrerons ici sur les CDR tant ils montrent comment évolue la société et son contrôle. Ils ont été créés le 28 septembre 1960 par Fidel Castro qui l'annonce et le justifie de la manière suivante :

« Face aux campagnes d'agression de l'impérialisme, nous allons implanter un système de surveillance collective révolutionnaire ; que tout le monde sache qui est qui et qui fait quoi dans le pâté de maisons, et quelle relation il a eue avec la tyrannie »⁷⁷

L'objectif est de prévenir les possibles coups d'État menés par la CIA, ce qui se montrera efficace lors de l'épisode de la baie des Cochons. Par la surveillance des Cubains par les Cubains

76 Comité de défense de la révolution

77 Discours de Fidel Castro le 28 septembre 1960, à son retour de l'ONU, lors d'un meeting devant le palais présidentiel à La Havane.

l'État se dote d'un système d'espionnage quasiment sans faille qui permettra en partie la longévité du régime. Rapidement, les fonctions des CDR vont être multipliées. Greffer à chaque bâtiment ou à chaque pâté de maison, ils servent également à mettre en œuvre les grandes politiques voulues par La Havane – campagnes d'alphabétisation, organisation d'élections locales, campagnes de vaccination etc. – l'État y donne ses consignes et reçoit en retour les remarques des citoyens et les problèmes soulevés par ces derniers. Si l'adhésion au CDR n'est pas obligatoire, l'histoire individuelle des Cubains montre que l'inverse peut avoir des conséquences négatives sur les carrières, le CDR faisant figure de référent lorsque l'on souhaite savoir à qui l'on a affaire. Ainsi les CDR ont été des outils de contrôle des personnes et des consciences mais on remarque depuis plusieurs années un changement de paradigme dans le fonctionnement et la fonction de ces comités. Pour Yankee, le rôle des CDR a en effet changé, ils ne servent plus comme avant à lutter contre les contre révolutionnaires car selon lui :

« Il n'y en a plus et si il y en a ils sont isolés... ou à Miami [rire] » avant d'ajouter « ils [les CDR] existent encore mais n'ont plus l'influence qu'ils avaient. C'est comme les FMC [*Federación de Mujeres Cubanas*], avant toutes les femmes en faisaient partie, sans exception, aujourd'hui ce n'est plus pareil, la société change, ses besoins changent »

En effet la société Cubaine change et le CDR n'a plus le même pouvoir d'intimidation qu'auparavant. Marion Giraldou rapportait l'histoire de Vilma qui en 2001 disait participer aux manifestations du premier mai avec le CDR afin que son absence ne nuise pas à son travail⁷⁸. Quinze ans plus tard l'auteure de l'article remarquait la disparition de cette intimidation et notait le changement de rôle des CDR :

« L'affaiblissement progressif de la menace américaine, que traduit le rapprochement économique et diplomatique avec les États-Unis, a permis d'élargir les fonctions des CDR. Une évolution s'observe à travers les choix qu'effectuent les dirigeants à l'échelle locale. [...] Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Raúl Castro, être un « bon révolutionnaire » n'implique plus une lutte farouche contre l'impérialisme. Au contraire : la population est invitée à prendre conscience des aspects positifs du rapprochement avec les États-Unis (fin de l'embargo, augmentation du tourisme, etc.). [...] Après avoir symbolisé pendant tant d'années l'aspect le plus répressif du régime cubain, les CDR pourraient-ils devenir le premier laboratoire d'une forme d'expression populaire ? »⁷⁹

Si peu à peu le système coercitif semble se desserrer on ne semble pas en être à de vastes

78 Marion GIRALDOU, « À Cuba, José ne s'est pas levé », *Le Monde Diplomatique*, n°743, Février 2016, p.7.

79 *Ibid.*

organisations de masse visant à écouter la parole populaire. Pour ce qui est de la surveillance, si ces organismes ne semblent plus avoir cette fonction comme principal objectif, les éléments que nous avons pu observer montrent que ces méthodes restent lourdement ancrées dans la société. D'autre part, d'autres formes de contrôle se développent, assurant ainsi la surveillance des activités individuelles.

Que surveille le contrôle des activités économiques ?

Les activités économiques privées sont strictement encadrées par l'État. Ainsi sur chaque activité est prélevé un impôt fixe et un impôt sur l'argent perçu. Par exemple le taxi d' Edouardo est soumis à un impôt fixe de 35CUC mensuel (41€) qu'il ait des clients ou qu'il n'en ait pas. S'y ajoute un impôt supplémentaire de 10 % des revenus encaissés. Chaque course doit être inscrite sur un carnet qui peut être l'objet d'un contrôle inopiné. Si un manquement au règlement est décelé, le risque encouru est un retrait de la licence professionnelle et une amende pouvant atteindre 1000CUC (847€), somme impayable pour les Cubains et qui sert donc principalement d'épouvantail.

Si le système d'imposition et d'amende est similaire pour les *casas particulares*, l'objectif est plus large que le seul contrôle fiscal. L'utilisation du carnet dans les *casas particulares* permet également de surveiller les touristes. Les carnets doivent être signés par l'occupant de la chambre et son numéro de passeport est inscrit à l'intérieur. En effet, si durant plusieurs nuits le numéro de passeport n'apparaît dans aucun hôtel, aucune *casa* ou aucun transport de nuit – bus, train, ou avion – alors les services d'immigration se lancent à la recherche de la personne. Cela permet aussi de contrôler la prostitution qui, nous l'avons vu, connaît une recrudescence à Santiago de Cuba. Ainsi lorsqu'un touriste rentre à son logement accompagné, son invitée doit également être enregistrée sur le carnet, ce qui permet à l'État d'avoir une connaissance accrue de la prostitution sur le territoire. D'autre part, si un touriste dort régulièrement hors des domiciles légaux, son hébergeur est également recherché car les *casas particulares* illégales ne manquent pas à Cuba où dans bien des endroits, la demande est plus forte que l'offre durant la haute saison. Tout cela n'empêche pas l'existence de la prostitution et des *casas particulares* illégales mais en limite la portée et permet surtout à l'État d'en avoir un certain contrôle.

Cette surveillance sert également à contrôler la dissidence à l'intérieur du territoire comme celle entrant sur le territoire. Les services cubains sont très bien renseignés sur ce qu'il se passe dans

l'île et sur qui pense quoi du régime. Ainsi, si certains Cubains de Miami viennent à plusieurs reprises dans les mêmes logements, sont vus avec les mêmes personnes ou participent à telle ou telle activité, le contrôle est plus appuyé et toute tentative d'organisation est tuée dans l'œuf.

B) LA RÉVOLUTION COMME RELIGION NATIONALE

La révolution dans l'imaginaire cubain

Pour comprendre le rapport des Cubains au pouvoir castriste il faut en amont comprendre leur attachement à l'indépendance, à la lutte et donc à la Révolution de 1959. En effet, si le pouvoir a pu se maintenir si longtemps à la tête de l'île, la manière dont Fidel Castro a mystifié la nation n'y est pas étrangère. Le *leader Máximo*⁸⁰ a su garder jusqu'à sa mort, un soutien populaire non négligeable même si cette popularité a perdu de sa superbe, notamment à la suite de la Période spéciale en temps de paix. En effet, si la popularité de l'ancien leader de la révolution n'a jamais été aussi forte que durant les premières années du castrisme, elle va tout de même rester remarquable durant près de trente ans. La politique mise en place en 1990 mettra un frein à cette popularité mais Fidel Castro a su auparavant créer une idéologie binaire basée sur le bien et le mal – ici, la Révolution et la Contre-révolution. Celle-ci s'élèvera au rang de religion d'État en laquelle il faut croire, qu'il ne faut pas questionner et dans laquelle les non-croyants seront porteurs de l'apocalypse comme le rappelle le slogan *Patria o Muerte*.

Pour comprendre comment cette idéologie a pu s'implanter dans la société cubaine, il faut se replonger dans la tumultueuse histoire de l'île. Les successives occupations étrangères et les conflits intérieurs et extérieurs ont fait de Cuba une patrie forgée dans la lutte, la recherche d'indépendance et de liberté. De 1511 avec l'arrivée des Espagnols à 1959 et la révolution des *barbudos*⁸¹, l'île connaîtra la soumission à un pouvoir extérieur : les Espagnols jusqu'en 1898 puis la mise sous tutelle des États-Unis. Ce faisant, la population cubaine a pu développer une aspiration à l'autonomie que Fidel Castro n'a fait que récupérer par le biais de ses discours glorifiant la nation. Ce ne sont pas les meneurs de la révolution de 1959, et encore moins leurs futurs alliés soviétiques qui ont imprégné Cuba d'une culture anti occidentale en général, anti étasunienne en particulier, mais l'histoire propre de l'île comme le rappelle Lorraine Karnoouh lorsqu'elle montre que « Les

80 Surnom donné à Fidel Castro

81 Surnom donné aux combattants de la révolution cubaine

sentiments d'hostilité aux " yankees " étaient déjà très enracinés [...]. L'idée de guerre " nécessaire " contre le " monstre " n'en fut pas moins inspirée par José Martí en personne. »⁸². Les politiques expansionnistes et impérialistes des sociétés occidentales durant les siècles précédents ont donc nourri le peuple cubain d'une rancœur que Fidel Castro a su parfaitement exploiter. En conséquence, les révolutionnaires prôneront une idéologie nationaliste, glorifiant l'unité face aux ennemis de la nation.

Comme toutes les sociétés américaines, la construction historique de Cuba fait d'elle un melting-pot mêlant indiens, colons européens, esclaves africains, métis, propriétaires terriens puis émigrés étasuniens. La force du programme castriste va être d'arriver à nier l'existence de toute différence sociale ou de toute confrontation ethnique pour forger une identité et une unité nationale basée sur l'émancipation du peuple cubain. Les actes révolutionnaires vont être glorifiés et le patriotisme cubain va être au centre de l'identité nationale.

À l'inverse tout désinvestissement de l'individu dans la recherche de l'idéal révolutionnaire sera identifié comme contre révolutionnaire. Là encore, le slogan *Patria o Muerte* montre non seulement que tout Cubain doit s'investir pour la patrie mais surtout que la chute du régime castriste mènera à la mort de Cuba dont les habitants se retrouveront en proie à la domination étrangère et aux inégalités qui en découlent. Par conséquent, la répression envers les contre-révolutionnaires est justifiée et chacun se doit de soutenir activement le régime. Les révolutionnaires se posant en libérateurs de la patrie, en défenseurs des faibles, et en représentant de la lutte contre l'impérialisme étasunien, il n'appartient au peuple que de croire en la Révolution, en ses idéaux et dans les promesses offertes par le nouveau gouvernement.

D'autre part, les premiers gagnants des événements de 1959 sont sans conteste les classes populaires, durant les premières années tout au moins. Les nombreuses conquêtes sociales, la recherche d'égalité centrale dans le socialisme cubain et les grands discours en direction des couches défavorisées ont offert une solide base de soutien populaire à la Révolution et Fidel Castro devient vite une figure paternelle pour ces populations. Les premières réformes entreprises portent sur des nationalisations massives de terres qui seront ensuite redistribuées en usufruit aux petits paysans. Les réformes de santé et d'éducation améliorent aussi considérablement les conditions de vie et les possibilités d'ascension sociale de beaucoup de Cubains. Dans l'ensemble l'économie post-révolutionnaire est rayonnante, le rapprochement avec l'URSS va correspondre à une période

82 Lorraine KARNOUOH, « À propos de la permanence et du changement dans la Cuba contemporaine : un essai sur la "Période spéciale" », *Outre-Terre*, 1(18), 2007, p.340.

d'abondance, ce qui favorisera également un soutien massif au régime. Ainsi l'imaginaire révolutionnaire est constitué autour de valeurs largement partagées comme l'égalité, l'ordre, la justice sociale, et la souveraineté.

À partir de là va naître une véritable glorification de la Révolution dont le récit historique ne souffrira que de peu de contestation et l'opposition au régime restera très largement minoritaire au moins jusqu'à la fin des années 1980. Cela est conforté par le fait qu'un certain nombre d'accords entre les États-Unis et Cuba permettent aux dissidents de rejoindre le continent ennemi. Il faut également reconnaître la dérive autoritaire du régime qui a rendu la contestation difficile et l'organisation contre-révolutionnaire quasiment impossible sur l'île. Toutefois il est également important de noter le rôle de l'éducation, fer de lance de la révolution cubaine, dans l'attachement des Cubains à leur nation.

L'importance du culte de la personnalité et de la propagande révolutionnaire

Si en arrivant à Cuba on est tout de suite marqué par l'absence d'affichages publicitaires, il apparaît rapidement que ceux-ci sont remplacés par des réclames à l'effigie de la révolution et de ses leaders. Le long des routes, dans les aéroports, sur les bâtiments des villes ou sur la devanture des lieux publics il est sans cesse rappelé aux Cubains les préceptes de la Révolution. Ainsi les visages de Camillo Cienfuegos, du Che, de Fidel et Raúl Castro occupent le paysage de l'ensemble du pays, tout comme les bustes de José Martí. À Santiago de Cuba s'ajoutent les héros du M-26⁸³. On retrouve également les slogans phares du mouvement révolutionnaire – « *¡ Hasta la victoria siempre !* », « *Patria o muerte* », « *¡ Viva Cuba libre !* », « *Cada Cubano, Un ejercito* »⁸⁴ pour les principaux. Ainsi, en plus du rôle de l'éducation que nous verrons plus loin, chaque Cubain intériorise quotidiennement les préceptes de la Révolution.

La particularité de Santiago de Cuba et du sentiment des *Santiagoeros* vis-à-vis de la Révolution et du pouvoir est double du fait de son rôle particulier dans les mouvements révolutionnaires des années 1950 mais aussi du fait de son positionnement géographique singulier. En effet la seconde ville du pays fut le lieu de la première révolution ratée le 26 juillet 1953 avec l'échec de la prise de la Moncada donnant son nom plus tard au mouvement de 26 juillet. Cette

83 Mouvement du 26 Juillet. Mouvement créé en 1955 par Fidel Castro suite à l'échec de la prise de la caserne Moncada à Santiago de Cuba le 26 juillet 1953.

84 « Jusqu'à la victoire toujours ! » « La patrie ou la mort », « Vive Cuba libre ! », « Chaque Cubain, une armée »

attaque et cette caserne, aujourd'hui reconvertie en école, est au centre de l'identité de Santiago de Cuba. Une partie de cette caserne, dont la façade conserve les impacts de balles datant de l'attaque, est reconvertie en musée. Deux ou trois Cubains sont rémunérés par l'État pour déambuler dans la ville vêtus avec des costumes représentant les mascottes du mouvement du *26 de Julio*⁸⁵. Des drapeaux, des musées, des peintures murales : tout rappelle le mouvement et ses protagonistes.

Sans cesse il est rappelé aux *Santiagueros* qu'ils ont été à l'avant garde du mouvement révolutionnaire, que tout a démarré à l'Est. Fidel Castro était lui même étudiant à Santiago de Cuba où il repose aujourd'hui. Non seulement l'attaque ratée de la Moncada eut lieu dans la seconde ville du pays mais c'est également non loin de là qu'eut lieu le débarquement de 1956 menant les révolutionnaires à la victoire moins de trois ans plus tard.

De la sorte, chaque cubain intériorise le rôle des héros et les objectifs de la Révolution. La propagande est partout à Cuba bien que le culte de la personnalité ne soit pas forcément promu. Le cas de Fidel Castro est intéressant à ce sujet. En effet, conformément à sa volonté, il n'y aura aucune statue, aucune rue à son nom, aucune place, aucun aéroport ni aucun lieu à son effigie. Il en va de même pour sa sépulture d'une modestie remarquable à coté du mausolée de José Martí, une simple pierre annotée du prénom de l'ex-dirigeant cubain. Yolanda remarque la modestie apparente du leader et dénonce le culte de la personnalité qui apparaît ici comme étranger à Fidel Castro :

« Je ne suis pas allée sur sa tombe. Il y a trop de monde et puis avec la chaleur... Mais je l'ai vu à la télévision. Il ne voulait pas que ce soit quelque chose de trop important, c'est un homme humble, il ne voulait pas que son nom soit utilisé, qu'il serve à nommer des lieux et il faut respecter ça. »

On voit là toute l'ambiguïté du rapport au pouvoir de certains Cubains. Il paraît assez évident que le culte de la personnalité est au centre du pouvoir castriste comme dans l'immense majorité des sociétés autoritaires de ce type. Pourtant Yolanda défend le contraire et admire un homme modeste. Elle met également en avant le caractère – hypothétiquement – humble de Fidel : la sobriété de sa tombe (une pierre brute avec simplement son nom), son refus de voir des rues, des écoles, des hôpitaux... porter son nom. Tout de même difficile à entendre tant le visage du *líder máximo* est omniprésent à Cuba.

85 26 juillet

L'identification des Cubains aux personnages de la Révolution

La force de la révolution de 1959 est d'avoir su durant les décennies suivantes créer une histoire forgée dans la lutte contre l'oppression et d'avoir permis à chacun de s'identifier à un personnage de la révolution. Nous nous appuyerons ici principalement sur les travaux de Lorraine Karnoouh⁸⁶ que nous illustrerons d'exemples extraits des entretiens que nous avons réalisés à Santiago de Cuba.

Le rôle de l'éducation est primordial dans l'attachement des Cubains à la révolution. Le culte des héros est enseigné dès le plus jeune âge et les cérémonies à la mémoire des figures des révoltes patriotiques sont très nombreuses et permettent à chacun de s'y identifier. L'idée d'une nation en permanence sous la menace d'une intrusion extérieure permet alors l'émergence de personnages héroïques gardiens de l'indépendance et de la souveraineté. Ainsi chaque matin à l'école on rend un hommage à ces héros de l'histoire cubaine. Avec la mise en place de la Période spéciale en temps de paix les mesures éducatives – non seulement scolaires mais aussi dans le cadre des formations professionnelles – visant à glorifier l'histoire cubaine ont été renforcées. En effet, le gouvernement a senti le besoin de conforter les idées révolutionnaires alors même que bon nombre de mesures économiques semblaient s'y opposer assez clairement. La montée de l'individualisme, la fin d'une société basée uniquement sur le mérite, l'arrivée du dollar ou le caractère permissif – selon les périodes – du pouvoir vis-à-vis des activités économiques illégales vont remettre en cause l'adhésion aux préceptes castristes comme nous le verrons plus loin.

Dans les manuels étudiés par Lorraine Karnoouh l'histoire est divisée en trois parties : la colonisation, la république et la révolution, ce à quoi s'ajoute une introduction portant sur le passé indigène de l'île. Chacune des parties contient alors son ou ses héros, correspondant à des périodes précises de guerres ou de luttes. Chacun peut trouver son icône dans la longue liste des figures tutélaires cubaines. De Carlos Manuel de Cespedes représentant d'une élite esclavagiste repentie, à Antonio Maceo incarnant « plus que tout autre l'identité d'une communauté en devenir pour laquelle Blancs et Noirs luttent sous le même drapeau »⁸⁷. Il y aura José Martí perçu comme le grand penseur, José Antonio Etcheverría, Frank País ou Ernesto Guevara auxquels s'identifieront volontiers les jeunes Cubains ou encore Aleida March pour les femmes cubaines. Ainsi tout cubain peut s'identifier, se rattacher à l'histoire du pays et des luttes qui l'ont construit. Pour Yolanda ce sera

86 Lorraine KARNOUOH, « Cuba : la pédagogie des héros », *Outre-Terre*, 3(n°12), 2005, pp.301-311.

87 *Ibid.* p.305.

Fidel Castro, qu'elle a rencontré, et de qui elle parle avec beaucoup d'admiration comme nous l'avons vu plus haut. Mais son admiration ira encore plus vers Juan Almeida Bosque :

« Il a un talent littéraire immense! J'ai lu tout ce que je pouvais lire de lui, avant je lisais beaucoup, maintenant j'ai perdu le goût de la lecture. [...] Il était capable de s'adresser à tout le monde, les écrits de Fidel sont beaucoup plus politiques. C'est un auteur que j'adore, j'ai été très triste à sa mort »

Pour elle, ce sera donc ce Héros de la République de Cuba⁸⁸ qui retiendra son attention par son talent poétique et littéraire mais aussi sans aucun doute du fait de son attachement total à la révolution et de sa fidélité au *leader máximo*.

Pour Leandro – bien que fervent admirateur de toute personnalité ayant participé de près ou de loin au M-26 de 1953, à la révolution de 1959 ou plus tard à sa défense – ce sont les héros *Santiagueros* qui éveillent son enthousiasme. Ainsi, comme il aime à le réciter « Frank País commandant du M-26 urbain, Fidel Castro commandant du M-26 Sierra et commandant en chef de la révolution et José Antonio Etcheverría leader de la Fédération des Étudiants Universitaires » sont pour lui les figures révolutionnaires auxquelles il s'identifie. Ancien étudiant en histoire puis professeur, Leandro reconnaît en ces personnalités la même jeunesse que lui lors des événements de 1953 et chez Frank País le même goût pour l'enseignement. L'éducation qui restera par ailleurs au cœur des préceptes de la politique castriste. Toutefois chez l'ensemble des jeunes *Santiagueros* c'est l'image du Che qui reste la figure majeure de la révolution comme le rappelle Lorraine Karnouh :

« Dans cette perspective, la place du Che est riche d'enseignements. Ernesto Che Guevara est sans doute la figure héroïque par excellence de la jeunesse cubaine à tous les âges de la scolarité. Il est associé dans cette vénération à Camilo Cienfuegos et Julio Antonio Mella, ces trois figures centrales de l'histoire de Cuba constituant le logo de l'Union de la jeunesse communiste et incarnant les valeurs suprêmes de la hiérarchie politique et morale de l'île : étude, travail et fusil. [...] Même si le discours officiel émanant des organisations de jeunesse suscite de plus en plus de doutes et de critiques, le Che reste une référence. Son dévouement sans limite à la cause de la libération des peuples continue d'inspirer le plus profond respect et d'être une source d'orgueil national. Le récit de la vie du Che ressemble ainsi à une longue succession d'actes de dévotion à une cause. C'est au demeurant le caractère total de cet engagement qui fonde le culte rendu à Ernesto Guevara. »⁸⁹

88 Titre honorifique officiel récompensant des actes héroïques envers la patrie ou le peuple cubain. Distinction inspirée de la médaille des Héros de l'Union Soviétique remise entre 1934 et 1991 en URSS.

89 Lorraine KARNOUOH, 2005, Op.Cit. p.309-310.

Ainsi dans le discours de chaque jeune Cubain, apparaît une référence à la figure révolutionnaire la plus connue d'entre toutes. La lettre⁹⁰ laissée par le *Commandante* à Fidel Castro reste dans la mémoire des Cubains comme la preuve d'un héros dont le combat dépassait leur île. Un étudiant rencontré dans la bibliothèque située sous la cathédrale du Parque Cespedes nous dit en prenant soin de ne pas être entendu :

« Moi, je préfère le Che à Fidel. Lui il se battait juste pour la liberté, l'indépendance, il ne voulait pas du pouvoir. Fidel, c'est différent. Même s'il est important pour Cuba, ce n'est pas le Che. [...] La lettre qu'il a laissée à Fidel c'est... [il se tape sur le cœur] »

Pourtant, si ce travail de fond réalisé à la fois par la propagande, par le système éducatif et par les organisations de masse cubaines a sans aucun doute donné des résultats au delà des espérances du régime, la crise de 1990 va fissurer l'attachement des Cubains à la révolution.

L'impact de la Période spéciale sur l'imaginaire révolutionnaire

La mise en place de la Période spéciale en temps de paix va nécessairement nuire à l'image du pouvoir étant donné l'état catastrophique de l'économie cubaine suite à la disparition du grand frère soviétique. Il apparaît alors aux yeux des Cubains que la nation vit sous perfusion russe et que le système n'est pas viable à lui seul – problème qui se reposera récemment à Raúl Castro avec les difficultés économiques du Venezuela, nouvel allié économique de Cuba. Les années 1990 sont une véritable rupture dans les relations gouvernants/gouvernés à Cuba. Les mesures prises par le régime sont sévères pour la majorité de la population et certaines d'entre elles rentrent directement en opposition avec les idéaux jusque là défendus. L'ouverture économique, la libéralisation va à l'encontre de l'idéal d'égalité et de justice sociale, la légalisation du dollar crée une différenciation sociale et géographique très forte. Une société à deux vitesses apparaît, ceux qui ont accès au dollar et les autres. L'accès aux secteurs touristiques et le contact direct auprès des touristes devient la seule activité réellement lucrative et l'on voit apparaître une société sous forme de pyramide inversée⁹¹. Le rapport entre la promotion sociale et le niveau de qualification qui devait régir la société cubaine selon l'idée guévariste est tout à fait abandonnée avec cette ouverture économique. La notion de pyramide inversée vient décrire une société où cette relation entre promotion sociale et niveau de qualification est inversée, ce qui fait apparaître un premier rejet de la part de la

90 Lettre d'adieu du Che à Fidel Castro, 1965.

91 Janette HABEL, « Cuba. Les défis du nouveau "modèle" », *Revue Tiers Monde*, 1(173), 2003, p.134.

population. Cette politique va entraîner une perte d'intelligibilité de l'action menée par La Havane vis-à-vis des Cubains. Certaines de ces politiques allant directement à l'encontre des idéaux de 1959, d'autres s'en prenant brutalement aux intérêts des plus nécessiteux, la popularité du gouvernement va souffrir de ses contradictions.

Le poids de l'histoire personnelle dans l'attachement au pouvoir

Pourtant, force est de constater que près de trente ans plus tard, le gouvernement castriste est toujours aux commandes et nous avons pu constater chez les *Santiagueros* un soutien au régime, chez chacun d'entre eux bien que les raisons puissent être diverses et l'intensité d'adhésion variable. Nous avons pu voir que l'histoire individuelle joue un rôle important dans le rapport au pouvoir des Cubains.

Ainsi, le premier exemple de cette importance de l'histoire de chacun dans le rapport au pouvoir nous vient de Yolanda. Née le 27 octobre 1941, elle a 17 ans lors de la révolution castriste. Son père, paysan, à qui elle voue une admiration non dissimulée, se tient à l'écart des événements de 1959. Il était « à l'écart de la politique avant comme après la révolution » rapporte Yolanda avant de poursuivre que « pour lui, les [Hommes] politiques défendent leurs intérêts particuliers, ils s'arrangent ». Malgré le fait qu'elle juge cette pensée de son père sage, Yolanda s'engagera pour sa part dans le mouvement révolutionnaire dans les années 1960 certainement sous l'impulsion de son mari, *jefe de la educación*⁹² de la province de Morón durant quinze ans et pour qui elle assurera le travail de secrétaire. Après des études d'économie elle a également travaillé dans l'armée en temps que comptable. Cette proximité avec le pouvoir l'a même menée, au cours de sa carrière, à croiser trois fois Fidel Castro à qui elle voue une admiration certaine. Elle en donne une vision très idéalisée : il a donné sa vie à la nation, a quitté sa vie paisible de bourgeois pour libérer le pays, est resté – très hypothétiquement – un homme humble comme nous l'avons vu plus haut du fait de son refus de voir des rues, des écoles, des hôpitaux ou tout autre lieu public porter son nom après sa mort. Elle a travaillé en tout 35 ans en lien plus ou moins étroit avec le parti dont 12 avec la *Federación de Mujeres Cubanas* (FMC). Si la Période spéciale en temps de paix l'a marquée comme tous les Cubains, elle semble être passée à travers avec moins de difficulté que d'autres. Elle rapporte avoir fait un peu de couture en plus de son travail pour l'État et s'en être sortie comme ça. On peut cependant supposer que le poste important de son mari leur ait conféré quelques avantages. Ainsi cette période de disette n'a pas remis en cause son attachement à la Révolution et ses

92 Chef de l'éducation, équivalent de recteur de l'éducation

préceptes :

« Ma relation au pouvoir n'a pas changé parce que les changements ne sont pas venus d'une transformation nationale choisie par le gouvernement mais du contexte international et de décisions extérieures [mesures aggravant l'embargo étasunien]. J'ai connu Cuba avant la révolution et la situation des pauvres était bien pire ! [...] Il y a des choses mauvaises mais il y a des choses très bonnes dans le système cubain, et ça se compense. Le problème ce n'est pas le parti, c'est les personnes qui le composent, il y en a des biens et des moins biens, c'est pareil. »

Ainsi, du fait d'avoir eu des rapports professionnels et personnels avec le parti, de s'y être investie durant plusieurs années, d'avoir rencontré les plus hautes sphères du pouvoir et d'avoir pu mesurer d'elle même les acquisitions sociales de la révolution de 1959, Yolanda garde un attachement très fort à l'idée révolutionnaire. Nous verrons plus loin que cet attachement n'empêche pas une certaine critique mais dans l'ensemble, elle ne semble pas remettre en cause l'action du pouvoir. C'est une constante que nous avons trouvée chez chacun des *Santiagueros* que nous avons rencontrés ; tous émettent des critiques sur le système mais aucun ne souhaite un réel bouleversement du pouvoir.

Leandro et Yuri voient eux aussi les limites du pouvoir et sont même les parfaits exemples de ces Cubains délaissés ou oubliés par le socialisme cubain. Vivant tout deux dans une extrême pauvreté, eux aussi ont une vision idéaliste de la Révolution. Leandro, ancien professeur d'histoire, de part sa formation, adhère à la religion Révolutionnaire qui ne souffre d'aucune contestation. Il récite par cœur, non sans une certaine fierté, l'ensemble des événements chronologiques partant du 26 juillet 1953 avec la prise ratée de la caserne de la Moncada au 02 janvier 1959 et l'entrée des forces armées à La Havane. L'histoire de la Révolution cubaine est ainsi récitée sans que rien ne soit jamais remis en question. Nous l'avons interrogé sur quelques événements polémiques comme la *desaparición física* de Camilo Cienfuegos le 28 octobre 1959 ou le manque de soutien militaire apporté à la guérilla bolivienne menée par Ernesto Guevara jusqu'en 1967. Pour lui toutes les allégations mettant en cause le pouvoir cubain et en particulier Fidel Castro ne sont fondées sur rien et on ne doit s'en tenir qu'à l'histoire officielle. Bien que, en effet, les allégations sur ces deux cas soient bien souvent assez peu étayées, la réponse de Leandro montre que l'attachement à l'histoire révolutionnaire, à ses figures et la non remise en question de la trame historique sont centrales dans la croyance et la confiance qu'ont les Cubains dans l'histoire officielle. Par conséquent, les plus jeunes qui n'ont pas connu la révolution, intègrent comme une croyance l'ensemble de l'histoire

révolutionnaire – en ce sens où l'histoire cubaine, comme toute histoire, est bien plus une construction politique qu'une vérité scientifique.

La connaissance de l'histoire de la nation est extrêmement valorisée dans la société, ou plus exactement, sa méconnaissance est mal perçue. Ce faisant, on peut assister à des débats houleux entre *Santiagueros* cherchant à remettre à plat le déroulement de tel ou tel événement. Nous avons pu à ce propos observer un débat mettant en scène Leandro, Yuri, Yankee, et Alberto cherchant à savoir quels étaient les postes et les rôles de certains personnages du Mouvement du 26 juillet et notamment celui de Frank País. Leandro, en qualité de professeur d'histoire finira par avoir la reconnaissance du groupe mais le débat a duré environ une demie heure avec une intensité montrant l'importance de la connaissance révolutionnaire pour chacun d'entre eux. Chacun a vigoureusement développé son point de vue, non sans énervement parfois, et Leandro s'est finalement montré assez fier d'avoir la meilleure connaissance de l'histoire de son pays et de sa ville malgré son jeune âge.

Toutefois, cet attachement à l'histoire révolutionnaire n'empêche pas, ou tout du moins n'empêche plus, une certaine critique des actions et des décisions du gouvernement. Il semble que de plus en plus de Cubains se permettent, dans le cadre de la Révolution, de remettre en cause telle ou telle orientation de La Havane.

C) UNE CRITIQUE À DEMI MOT DU SYSTÈME CASTRISTE

Changements et continuités depuis la Période spéciale en temps de paix

Si ce système politique se montre par essence peu ouvert aux critiques, depuis la Période spéciale en temps de paix, celles-ci se multiplient jusqu'à être aujourd'hui plus acceptées qu'auparavant. Comme nous l'avons vu, en se plaçant dans le champ révolutionnaire, la critique devient peu à peu possible. Une rupture est aussi à remarquer entre les différentes générations quant à leur rapport à la surveillance. Nous avons en effet pu observer que les générations ayant connu les premières décennies de la révolution se montraient plus prudentes dans la critique. Lors de discussions ils observent les personnes autour d'eux, parlent à voix très basse. Nous avons pu ainsi à plusieurs reprises nous rendre compte de ce réflexe lorsque nous parlions avec Yolanda et que celle-ci surveillait les fenêtres voisines. Ces éléments ne sont pas observables chez les jeunes qui parlent assez librement, bien que les sujets sociopolitiques ne soient pas souvent abordés.

Au premier abord, ce sont toujours les mêmes critiques positives qui reviennent sur Cuba et les jeunes notamment ont bien intériorisé les grandes réussites du système politique castriste avec l'éducation gratuite pour tous, une sécurité intérieure remarquable dans cette région et l'une des médecines les plus reconnues au monde. Toutefois leurs penchants négatifs existent aussi avec en premier lieu les plaintes sur le pouvoir d'achat ou l'enfermement sur le territoire insulaire.

L'arrivée massive de touristes depuis la Période spéciale et l'autorisation faite aux Cubains de converser et de faire affaire avec eux a sans aucun doute participé à la libération de la parole. De même l'arrivée de produits étrangers et de la culture occidentale – notamment grâce au *paquete*⁹³ – a certainement aussi participé de la formation d'une conscience politique mais surtout de l'aspiration à un autre type de société, favorable au développement d'un regard critique des Cubains sur leurs gouvernants. Mais c'est surtout la possibilité de l'exprimer dans l'espace privé qui semble s'être développé, la peur de la surveillance de tous sur tous s'estompant peu à peu. Ainsi le jardinier que nous avons rencontré à Santiago de Cuba n'hésite pas à nous dire dès la première entrevue tout le mal qu'il pense du système politique en place. À 42 ans, il affirme gagner seulement 8 CUC (7€) par mois et se montre très critique :

« On ne peut pas penser, on a rien à manger, on travaille pour se nourrir rien de plus. C'était mieux, beaucoup mieux avant 1990, depuis on survit on fait rien d'autre ! J'attends un changement, il faut que ça change, c'est toujours la même famille au pouvoir et ça ne marche pas. Ça ne marchera pas »

Il est intéressant de remarquer que le développement de la critique du régime par les Cubains auprès des touristes ou des étrangers s'est très certainement développée non seulement pour se libérer d'un long silence vis-à-vis du pouvoir mais également pour induire un certain attendrissement des visiteurs et ainsi leur demander de l'aide. Là encore, s'en sortir semble devancer tout autre intérêt particulier et la critique du régime est bien souvent relayée par une critique exacerbée de la situation économique.

Critique du système économique ou de la situation économique ?

Dans un système se montrant historiquement peu ouvert à la critique , les Cubains ont dû redoubler d'ingéniosité pour pouvoir extérioriser la rancœur existante vis-à-vis des dirigeants et de

93 Nom donné aux disques durs ramenés par avion des États-Unis et permettant aux Cubains d'accéder à un grand nombre de contenus multimédias : films, jeux vidéos, musiques, séries, sport etc.

leur ligne politique. Ainsi critiquer les difficultés du quotidien, notamment économiques, permet indirectement de s'en prendre au pouvoir cubain car celui-ci se montre incapable d'offrir un cadre de vie acceptable à l'ensemble des Cubains. En effet en critiquant l'effet et non la cause on ne prend pas le risque d'être accusé de contre-révolutionnaire. Ce faisant, les critiques à l'égard de l'économie sont nombreuses et toutes sous-entendent un désaveu du pouvoir politique.

C'est le cas de Julia qui revient sur le métier de son mari – chauffeur de taxi – en disant que l'entretien des voitures coûte une fortune et que lorsqu'un pneu doit être changé cela lui revient à 100 CUC (85€), une somme conséquente pour ce ménage. C'est pourquoi elle explique qu'il faut diversifier ses activités car « on ne sait pas de quoi demain sera fait ! ». Dans cette dernière phrase on a l'idée d'une incertitude personnelle, privée mais également l'idée selon laquelle le gouvernement cubain avance à vue et que le contexte international envers Cuba peut se montrer très changeant comme l'a montré par ailleurs très récemment le changement de gouvernance étasunien. La mère de Julia ajoute également son mot sur ce qu'elle pense du fonctionnement économique du pays en me montrant des nappes et tapis de bain qu'elle coud elle-même avec des tissus récupérés :

« Dans les boutiques de Santiago il faut environ 15 Cuc pour un tapis de bain de moindre qualité et bien plus petit que celui là. Alors le mien il vaut 100 Cuc [rire]. Mais à Cuba personne n'a 100 Cuc pour un tapis de bain alors je ne peux pas les vendre »

Yolanda ironise souvent sur la situation du pays. Adhérente idéologique de la Révolution dès 1959 elle est aujourd'hui dans une situation ambiguë avec le pouvoir. Ayant fini ses années de travail pour l'État et s'étant éloignée de ses rôles dans les organisations de masse, elle porte un regard plus critique sur Cuba mais semble avoir du mal à l'exprimer. Ainsi elle se contente d'acquiescer lorsque sa fille émet une remarque ou tourne sous forme d'humour une plainte visant le pouvoir comme lorsqu'elle sort pour acheter du pain et qu'en revenant les mains vides elle nous dit « des fois c'est encore la Période spéciale ! » avant d'en rire.

Leandro, lui aussi soutien affiché des castristes, n'hésite cependant pas à s'agacer de sa vie à Santiago de Cuba et se montre même très usé par son mode de vie et par le fonctionnement de l'État cubain :

« Je suis fatigué de vivre comme un pauvre. J'en ai assez de cette vie. Quand tu n'as pas d'argent tu ne peux pas t'amuser, tu ne peux pas boire, tu ne peux pas fumer, tu ne peux pas avoir de fille... C'est une vie de misère. [...] J'ai honte de ma situation, de mes vêtements, de

demander de l'argent, des cigarettes, un repas ou une boisson mais si je ne fais pas ça, je meurs de faim ;»

Bien que la critique soit sévère et le ton amer, il ne vise jamais l'État et critique une situation personnellement intenable. Toutefois il est évident que derrière, existe une certaine rancœur quant aux décisions politiques qui sont prises, notamment depuis la Période spéciale en temps de paix. Toutefois, à Cuba, l'ennemi extérieur endosse la responsabilité de tous les maux de l'île et cela protège le régime car si la faute est bien entendu partagée, chacun peut juger à son gré de l'importance du rôle des autres états dans la situation économique nationale insulaire. Toutefois, bien que la critique ne soit pas directe et brutale, il est facilement observable que de nombreuses brèches s'ouvrent et que le bloc de Cubains derrière le régime fond rapidement.

De moins en moins de soutiens inconditionnels

Ainsi même les personnes les plus attachées à la Révolution et à ses figures se retrouvent aujourd'hui à émettre des réserves sur la pérennité d'un fonctionnement socio-économique unique au monde. Les grands acquis de 1959 n'en sont pas moins une immense fierté pour chacun des *Santiagueros* que nous avons rencontrés . On justifie parfois les échecs du régime par des erreurs ou des déficiences individuelles. « Le problème c'est pas le parti, c'est les personnes qui le composent, il y en a des biens et des moins biens » remarque Yolanda qui a non seulement été par ses fonctions acquise à la Révolution mais qui a également profité de la libéralisation récente de l'économie. Les deux *cuéntas propias* de son foyer participent sans aucun doute à l'amélioration de son niveau de vie. Pour elle le problème est surtout individuel, elle raconte penser comme son père qui ne voulait pourtant rien entendre de la Révolution :

« Mon père était agriculteur, il était peu éduqué, mais il avait la tête pleine. Il disait que les politiques défendent seulement leur propre intérêt, qu'ils s'arrangent entre eux. Je pense que c'est une pensée sage. »

Sa fille, Julia, abonde dans son sens et se montre quant à elle critique sur l'éducation, un point central pour cette famille puisque Yolanda, son mari aujourd'hui décédé et Julia ont tous trois travaillé dans ce secteur. Ainsi, cette dernière s'inquiète pour les jeunes générations et trouve qu'il y a des carences dans le fer de lance du régime qu'est l'éducation :

« Les élèves se perdent entre le lycée et l'université. Au lycée il y a beaucoup de libertés,

puis d'un coup vient le service militaire, très strict. Il y a peu de nourriture, on ne dort pas ou on se réveille en pleine nuit pour faire des activités militaires ou changer de campements... Il n'y a pas d'éducation, pas de lecture, pas d'apprentissage et puis après le retour à l'université est brutal. Le niveau est très relevé et les professeurs très stricts. »

Julia remet également en cause « le prix des études gratuites ». Pour elle c'est une fausse idée car si certaines choses sont bien gratuites – logement, cours et nourriture – d'autres ne le sont pas comme les vêtements, l'ordinateur, une partie de la nourriture – celle offerte étant insuffisante – les transports etc.

Cette famille qui a donc été proche du régime – Yolanda par son soutien à la révolution, par ses fonctions au sein du parti et par sa proximité avec certains dirigeants cubains, Julia par son histoire familiale mais également par ses fonctions dans l'éducation où elle dispense les idéaux de la Révolution, et même Edouardo qui ne s'exprime quasiment jamais mais qui profite pleinement de la libéralisation du pays qui lui apporte de confortables revenus – se permet donc un bon nombre de critiques vis-à-vis du pouvoir. Ceci aurait été inimaginable quelques années ou quelques décennies auparavant. Toutefois, si ces critiques existent, cette famille n'exprime pas le souhait d'un réel changement de pouvoir mais plutôt d'un *aggiornamento*, d'une adaptation du régime à l'époque actuelle et à l'évolution mondiale. L'idéal révolutionnaire demeure dans les esprits mais c'est le castrisme qui semble ne plus être entendu.

La ligne de fracture la plus importante reste cependant celle du tourisme qui a conduit à des inégalités profondes, qui a réveillé chez les Cubains des velléités de consommation et qui montre également une priorité affichée du régime pour l'industrie touristique, ce qui est parfois mal vécu par la population. Ainsi la première économie du pays devient également la première source de conflit idéologique à Cuba.

L'éternelle ambiguïté du tourisme

Si le tourisme a sans aucun doute sauvé en grande partie l'économie cubaine, il est aujourd'hui également la source de nombreuses tensions dans la société et notamment à Santiago de Cuba où la pauvreté contraste avec les lourds investissements de l'État dans le secteur touristique. Pourtant le rapport des Santiaguais au tourisme est ambiguë : le tourisme est à la fois l'économie principale du pays mais également un poste de dépense et d'investissement extrêmement important.

Pourtant réduire le rapport au tourisme à une question économique serait passer à côté d'une partie de ce qui anime les Cubains et notamment la jeunesse de Santiago de Cuba. Le travail offert par l'État n'est non seulement pas une source de revenus suffisante mais il ne semble pas non plus remplir les journées des fonctionnaires. De fait, si la question des moyens financiers est souvent soulevée, celle de l'ennui occasionné l'est également. Yuri s'agace de cette situation :

« Que veux tu faire sans argent, tu peux pas acheter de bière ou de rhum, tu peux pas acheter de tabac, ni de nourriture, tu peux pas te déplacer, tu peux rien faire ! Au moins quand on rencontre un touriste, un étranger, on discute, on partage et la journée passe plus vite. Tu vois quand tu es avec nous on est heureux ça nous change le quotidien ».

L'ouverture aux autres semble également chez Yuri laisser transpirer une certaine critique du régime et une envie d'ailleurs. Il nous raconte alors comment auparavant les références aux États-Unis étaient prohibées, considérées comme une offense à la patrie. Aujourd'hui il porte beaucoup de vêtements à l'effigie du voisin yankee comme pour revendiquer à sa façon une admiration pour l'ennemi historique et donc indirectement critiquer son propre camp. Il a également construit ses goûts autour de la culture étasunienne comme pour parfaire sa contre culture. Ainsi il préférera le rap au reggae-ton et cherchera à se procurer auprès des visiteurs les derniers films ou les dernières musiques provenant des États-Unis qu'il ne parvient pas à se procurer par le biais du *paquete*.

Alejandro revient sur les pénuries causées par le tourisme dont nous avait déjà parlé Yolanda. Il nous dit que c'est symptomatique de la primauté des touristes sur les Cubains. Les denrées alimentaires sont prioritairement achetées par les restaurants, les *casas particulares*, les hôtels et de manière générale, les détenteurs de devises. Alejandro s'agace également alors que nous regardons un reportage sur la télévision nationale. L'investigation porte sur la remise en état des plages bordant les *cayos*⁹⁴ de la côte nord, à l'est de Varadero, certainement le lieu le plus inaccessible aux Cubains. Il est montré dans ce reportage comment le sable est récupéré au fond de l'océan pour être étalé sur les côtes afin de former les fameuses plages paradisiaques au sable blanc d'une finesse sans pareille. Ainsi, ce reportage fait vivement réagir Alejandro :

« Tu te rends compte ? Ça coûte des millions de pesos ! Des millions ! Il n'y a pas de nourriture, les transports sont mauvais, on manque de médicaments et il n'y a pas d'argent ! Mais là quand c'est pour les étrangers ou les dirigeants, on en trouve autant qu'il en faut !

94 Îles

C'est tout plage, plage, plage, tourisme, tourisme, tourisme, argent, argent, argent ! [...] Nous on ira jamais dans ces endroits là, mon fils n'est même jamais sorti de Santiago ! »

Pour une fois les dirigeants sont directement nommés et l'énervement d'Alejandro est perceptible. Lui qui s'est battu en Afrique pour défendre un certain idéal, qui a cru en la Révolution et qui en défend volontiers les pans positifs – revenant sur son relogement après Sandy ou sur la sécurité du pays – se montre extrêmement offensif vis-à-vis de ses gouvernants.

Pourtant, si l'on voit que bon nombre de critiques sont émises sur le régime, la majorité de celles-ci se font sans jamais le nommer et en s'agaçant publiquement des effets plus que des causes. Pourtant si cette critique existe de manière plus ou moins développée et plus ou moins publique, nous avons été marqué par l'apathie politique, le désengagement partisan et le manque d'espoir des *Santiagueros*. Ainsi, dans une société où le politique semble être au centre de l'identité nationale, au moins du fait de son opposition internationale au système capitaliste dominant, nous avons également observé et écouté une société dans l'attente, semblant se considérer comme à la merci des événements politiques internationaux et dont l'élément le plus important est bien plus la résolution des problèmes quotidiens que le combat pour un projet alternatif.

CHAPITRE III : SITUATIONS D'ATTENTE

A) APATHIE POLITIQUE, EXIL, DÉSENGAGEMENT

Les comportements informels, une opposition au régime ?

En contournant les règles du système, en subvertissant les idéaux révolutionnaires socialistes, peut-on dire que les Cubains s'opposent au régime ou cherchent à s'y opposer ? Pour répondre à cette question il faut définir différents niveaux de comportements informels. Selon une classification établie par Janice Argailot⁹⁵ on distinguera l'économie, le politique, et le socioculturel. Au travers de ces catégories nous allons voir que le sens donné à ces actions, leur rôle dans le fonctionnement social et pour le pouvoir politique nous mènent à ne pas les considérer comme des oppositions au régime.

Si elle apparaissent à première vue comme des formes de résistance ou d'opposition, plusieurs éléments nous montrent le contraire. Le fait que la quasi-totalité de la population s'adonne à de telles activités montre qu'il y a acceptation, au moins en partie, de la part du régime. Les campagnes de répression qui existent tout de même ne servent qu'à mettre la population dans une situation de précarité car l'ensemble de la population peut être considéré contre-révolutionnaire. S'opposer au régime devient à la fois dangereux et inefficace, en plus de ne pas être la priorité d'une population qui cherche avant tout à survivre au quotidien.

Si l'on prend les comportements économiques informels en exemple, la notion de résistance politique est totalement absente du sens que donnent les individus à leurs actions. Tous les Cubains que nous avons pu rencontrer et dont nous avons décrit les moyens de subsistance n'ont aucunement l'impression de pervertir le système économique communiste et donc de nuire au régime. C'est parfois même le contraire et le fait de *luchar, cuadrar, inventar, resolver*⁹⁶ ne sont pas compris comme des actes illégaux mais plutôt comme des actes de résistance, permettant à Cuba de survivre face au capitalisme mondial et surtout à l'embargo étasunien. De la même manière ces termes largement utilisés dans le vocabulaire cubain s'intègrent très bien au champ lexical révolutionnaire. Ainsi, la lutte ou la résistance apparaissent comme des actes comparables aux actes des héros

95 Janice ARGAILLOT, « La Période spéciale en temps de paix : les différents visages de l'informalité cubaine », *Diacronie, Studi di Storia Contemporanea*, 1(13), 2013.

96 Lutter, s'arranger, inventer, résoudre

révolutionnaires alors même qu'ils subvertissent le fonctionnement de l'État Cubain.

L'exemple des comportements informels politiques est tout aussi intéressant car bien qu'il ait à priori un caractère contestataire plus évident, les ressorts de son fonctionnement sont tout aussi ambigus. Dans une société telle que la société cubaine, tout type de comportement déviant ne peut être isolé du caractère négociant qui existe entre l'individu déviant et le pouvoir public représentant l'ordre. En effet, si ces comportements sont sanctionnés par l'autorité, ils sont également acceptés s'ils permettent de nourrir l'intérêt de l'État ou de l'un de ses représentants.

Les travaux de Marie-Laure Geoffray⁹⁷ ont notamment montré ce mécanisme au travers du collectif artistique *Omni Zona Franca (OZF)* très bien implanté à La Havane. Par cette étude elle montre que l'État met les associations dans une précarité face à la justice par le biais d'accords et de contrats oraux n'ayant aucune valeur juridique. De leur côté, les associations comme OZF se jouent des règles et des institutions pour obtenir gain de cause. Ainsi, pour échapper à la fermeture de leur local qui découlait selon eux de la mauvaise réception d'une de leur œuvre par le ministère, le collectif va organiser une réunion pour présenter les raisons de la fermeture aux jeunes du quartier. Toutefois afin de rester audible par le pouvoir ils mettent en avant « la dimension locale, " participative " et " tournée vers la communauté " de leurs activités »⁹⁸. Ainsi, l'enracinement révolutionnaire est mis en avant et rend la fermeture du local plus compliqué pour les dirigeants. La contestation politique est alors permise lorsqu'elle peut rentrer dans un cadre révolutionnaire, que celui-ci soit réel ou de circonstance.

Ainsi en jouant sur ce que Yvon Grenier appelle paramètres primaires et paramètres secondaires, il est possible de critiquer les gouvernants et leurs actions. Les paramètres primaires sont les limites clairement posées par le régime, que l'on ne peut outrepasser et qui se fondent sur trois dogmes :

« La Revolución est un processus sans fin, un mouvement avec une direction, et non un processus clos appartenant à l'histoire ; La Revolución est Fidel Castro (et Raúl) et vice versa ; et La Revolución est en principe unitaire, tout ce qui fomente la division est contre révolutionnaire »⁹⁹.

97 Marie-laure GEOFFRAY, « Contestation et coproduction du changement social à Cuba. Ou Alf Lüdtke peut-il voyager dans la caraïbe socialiste ? », *Sociétés contemporaines*, 3(n°99-100), 2015, pp.147-168.

98 *Ibid.* p.161.

99 Yvon GRENIER, « Artistes et intellectuels cubains : entre incertitude et tâtonnements », in Bloch Vincent (dir.), *Cuba, un régime au quotidien*, Choiseul, Paris, 2011, p.150.

Ces paramètres rendent impossibles la critique verticale, du bas vers le haut. Toutefois, les paramètres secondaires délimitent ce qui est critiquable dans le cadre de la *Revolución*. Ces paramètres sont basés sur des règles implicites et explicites qui peuvent changer à tout instant. Dans ces paramètres là on peut racheter un excès par un acte permettant d'augmenter son caractère révolutionnaire.

L'informalité politique est donc sans aucun doute un moyen d'opposition au régime contrairement à l'informalité économique qui revêt bien plus de sens différents. Au cours de notre recherche à Santiago de Cuba nous avons échoué à rencontrer des personnes appartenant à des mouvances se revendiquant comme contestataires. Il y a fort à penser que les mouvements et les groupes contestataires sont plus implantés dans la capitale et que cela peut en partie expliquer les difficultés que nous avons éprouvées à rencontrer ces personnes. Il est également possible qu'un travail de terrain plus long, répété dans le temps et permettant des liens plus forts soit nécessaire à ce type de rencontre. Ainsi, de ce que nous avons pu observer la contestation se fait entendre dans le cadre privé, au détour d'une phrase discrète. Il semble que la préoccupation ne soit pas de cet ordre là pour la majorité de la population. Nous verrons plus loin que cette critique existe bien, mais avant il est important de remarquer le désengagement politique des Cubains au sens institutionnel du terme.

Désengagement et individualisme

Comme nous l'avons vu plus haut, les organisations de masse ont perdu de leur superbe au cours des dernières décennies. En effet, pour plusieurs raisons, les rangs de ces organisations se sont amaigris et parmi ces raisons on relèvera de manière primordiale le vieillissement de la Révolution. Bien que la population reste investie dans la vie politique notamment lors de la « bataille des idées » qui visait à la « recherche de compromis et de solutions plus rationnelles et pragmatiques afin de sauver les acquis du socialisme »¹⁰⁰ l'engagement individuel semble de moins en moins présent chez les jeunes générations. Non seulement les personnes ayant été directement liées à la révolution sont de moins en moins nombreuses, ce qui réduit l'intelligibilité du phénomène pour les nouvelles générations, mais l'individualisme grandissant dans la société mondialisée – à laquelle les jeunes Cubains ont un accès croissant – ne joue pas en faveur d'un engagement dans une cause collective.

100 Hortense FAIVRE d'ARCIER-FLORES, « Cuba au cœur d'une nouvelle géopolitique Latino-Américaine », *L'Esprit du temps*, 2(n°43), 2015, p.47.

Ainsi les organisations de masse orchestrées par l'État perdent en importance – comme l'avait relevé Julia plus haut – mais l'organisation de groupes critiques à l'égard du régime s'en retrouve également lésée.

Julia relève souvent le caractère individualiste des nouvelles générations. Elle prend l'exemple des couples :

« Aujourd'hui on ne se présente plus aux parents, on essaie plusieurs personnes, on change de petit ami régulièrement. La majorité de mes élèves ont des parents divorcés. C'est un problème, toutes les civilisations se basent sur la famille. Il faut un père et une mère pour que l'enfant se développe correctement pas vrai ? »

C'est intéressant car la montée de l'individualisme que l'on observe en occident ne semble pas, pour elle en tout cas, avoir épargné Cuba. Il apparaît que si dans certains domaines cette vision d'un changement sociétal est observable, dans d'autres le cas cubain permet de considérer un fonctionnement social davantage fondé sur l'entraide. Comme nous l'avons vu plus haut, les mécanismes d'entraide sont encore prégnants et bien qu'ils évoluent eux aussi dans cette société caribéenne, ils demeurent pour un observateur occidental un point caractéristique du fonctionnement social cubain.

Ainsi l'entraide devient plus individuelle et moins citoyenne ; on aide un voisin, un ami, un proche mais on ne s'engage plus dans des organisations de masse visant à favoriser le fonctionnement global de la société. Les velléités des jeunes générations se portant plus sur un départ de l'île, sur des envies d'ailleurs, l'organisation de groupes contestataires à l'intérieur de l'île semble aujourd'hui très compromise à Santiago de Cuba. L'attachement à la révolution est également devenu plus hétérogène, le pouvoir suscite plus de critique et moins d'espoir, l'idée d'une nation unie marchant comme un seul homme est largement éraillée, ainsi l'engagement partisan souffre d'un manque d'engouement des populations. Après 60 ans de combat pour ou contre la Révolution, on peut également arguer que les espoirs des uns et des autres s'essouffent et que là encore l'engagement des Cubains s'en trouve amoindri.

La solution de la migration à l'étranger

Si l'attachement des Cubains à leur pays ne fait guère de doute, la solution d'une migration,

même temporaire, dans un pays à l'économie plus favorable est présente chez la majorité des jeunes que nous avons rencontrés. Ceux-ci affirment souvent la volonté d'aller travailler à l'étranger pour revenir à Cuba plus tard, dans de meilleures conditions. Ce désir d'exil peut se lire dans le portefeuille de ces jeunes *Santiagueros* qui gardent précieusement les contacts téléphoniques, internet ou postaux des touristes avec qui ils ont pu créer un lien dans l'espoir de leur rendre un jour visite. Ainsi chez les Cubains fatigués du régime castriste on trouve ceux qui sont partis et ceux qui rêvent de partir.

Entre 1959 et 2015 plus d'un million de Cubains quittent l'île, ce qui porte le déficit migratoire à 12 % sur cette période, l'immense majorité choisissant de migrer vers les États-Unis. Le choix de ce pays voisin est favorisé par différents accords leur permettant d'acquérir un statut de réfugié. Durant cette longue période, le flux migratoire va être constant mais on dénombre tout de même trois Périodes principales.

La première vague concerne la période suivant directement la prise de pouvoir de Fidel Castro et s'étalera sur quatre ans. Les opposants au régime se pressent vers Miami en prévision d'un retour prochain vers Cuba, certains que le nouveau pouvoir ne tiendra pas longtemps. Ce dernier ne s'oppose par ailleurs en rien à ces départs et ce sont les États-Unis qui mettent un frein à cette première vague avec la fermeture des liaisons vers Cuba. En 1965, l'île connaît une deuxième vague de migration décidée par Fidel Castro. Il ouvre alors les portes au départ des opposants par le port Camarioca ce qui oblige le voisin du nord à collaborer, pour éviter des catastrophes en mer, avec l'envoi de charters visant à rapatrier les Cubains vers Miami. Entre 1965 et 1973, ce sont finalement environ 300.000 Cubains de plus qui quittent leur nation. Enfin, l'exode de Mariel est certainement la plus connue des vagues d'exil à Cuba. Pourtant cette vague sera la moins importante des trois en nombre de migrants mais sur une période plus courte : 125.000 Cubains rejoignent la Floride en six mois et beaucoup d'autres périssent en mer. Toutefois, cette dernière vague massive reste dans les mémoires car elle fut spectaculaire et entraîna un certain nombre de changements dans la politique d'accueil migratoire étasunienne. Commencant le 1^{er} avril 1980 lorsqu'un chauffeur de poids lourd force l'entrée de l'ambassade du Pérou, Fidel Castro retire les gardes de l'entrée et 10.000 Cubains se réfugient à l'intérieur pour demander l'asile. Les États-Unis changent leur politique migratoire et les nouveaux arrivants ne sont plus seulement des opposants au régime mais aussi des Cubains considérés par le pouvoir comme indésirables – homosexuels, malades mentaux, délinquants. Les migrants sont également à 50 % d'origine africaine. Tout cela va changer la condition des Cubains à Miami qui jusque là étaient plutôt bien considérés du fait de leur soutien au gouvernement

américain et de leurs aisance économique.

Les migrations suivantes sont régies par les accords de 1994 qui autorisent 20.000 migrations annuelles bien que l'immigration illégale se poursuive. Ainsi, à Santiago de Cuba, l'exode reste un espoir mais il n'empiète aucunement sur l'attachement au pays. Ainsi on souhaite partir pour revenir plus tard, travailler à l'étranger pour venir en vacances à Cuba ou inversement quand l'économie le permettra. Mais de nombreuses entraves à la sortie du territoire demeurent et celle-ci reste une possibilité s'offrant seulement aux familles aisées cubaines. Le prix du départ est un frein pour l'immense majorité des Cubains lorsque l'on sait qu'un passeport coûte 100 CUC et qu'il faut ajouter à cela le prix du visa, celui du billet et la lourdeur des démarches administratives qui n'aboutiront qu'au bon vouloir des dirigeants. Ainsi chacun rêve à sa façon de connaître d'autres lieux du monde. Leandro décrit son souhait de la manière suivante :

« Moi je veux trouver un bon travail pour me payer un passeport. Je veux pas partir définitivement mais je veux pouvoir vivre bien à Cuba, avoir une maison et m'acheter ce que je veux. J'ai de la famille en France je voudrais aussi aller les voir. Je voudrais travailler à l'étranger et venir en vacances à Cuba ou dans l'idéal faire le contraire ! En tout cas pas quitter totalement cuba ! »

Nous verrons plus loin que le rêve de Leandro paraît pour bien des raisons inatteignable, mais le fait de nourrir un espoir semble se suffire à lui même, il connaît sa situation, est lucide sur la situation, mais ne conçoit pas de « vivre sans rêves ». Ainsi dans son portefeuille on trouve des dizaines de numéros de téléphones, adresses postales, courriels de personnes venant des quatre coins du monde et qui pourraient un jour lui offrir une possibilité d'entrée dans leur pays. Il entretient également une relation par courriel avec une Argentine qu'il appelle sa *novia*. Yuri possède également un portefeuille très chargé en contacts étrangers. Dernièrement il a rencontré un Espagnol qui lui a proposé de lui donner des contacts en Espagne pour donner des cours de boxe – les boxeurs Cubains étant reconnus pour être les meilleurs au monde – depuis, il semble ne plus penser qu'à ça et en parle quotidiennement. Il a également gardé contact avec la jeune fille agressée sur la plage dont nous avons raconté la mésaventure plus haut.

Yolanda et Julia ont aussi un regard envieux sur les pays étrangers. Ainsi Yolanda se souvient avec nostalgie de ses voyages en ex-URSS, accompagnant son mari dans des voyages officiels. Elle me raconte son voyage en Tchécoslovaquie en 1994. Ce voyage se faisait dans le cadre des

échanges universitaires qui permettaient à son mari – occupant un poste comparable à recteur provincial – de visiter les lieux de provenance de ses étudiants. Elle me raconte ses souvenirs, la cadence silencieuse du train vert et jaune qu'elle trouve très beau, les zoos dont une journée ne suffit pas à en faire le tour, les pommiers et leurs nombreux fruits hors de prix à Cuba, la lune d'une incroyable grosseur. L'émotion et la nostalgie transpirent de son récit jusqu'à son escale à l'aéroport de Montréal. Elle me dit rêver d'aller en Égypte, aux États-Unis et au Mexique parce qu'en Europe de l'ouest tout est pareil, les rues, les maisons, les immeubles. Cela peut sembler bizarre quand on veut visiter les États-Unis mais témoigne surtout d'une fascination pour un pays perçu comme l'ennemi permanent pour certains et l'espoir éternel pour d'autres.

Pour Julia, c'est le Brésil et l'Australie qui occuperaient ses premiers voyages, « tout ce qui est différent de Cuba... Mais Cuba est unique, pas vrai ? [rire] ». Sur ce dernier point d'ironie Julia prévient cependant sur les risques de l'exode pour Cuba et se plaint de la fuite des talents en prenant l'exemple des acteurs de *novela* :

« Je ne regarde pas les *novelas* cubaines. Elles racontent ma vie quotidienne et je la connais [rire]. En plus les meilleurs acteurs disparaissent des *novelas* cubaines et réapparaissent quelques mois plus tard dans les films étrangers, surtout au Mexique, en Colombie ou au Brésil... Ça participe aussi au manque d'intérêt des *novelas* cubaines ! »

Elle souhaiterait également visiter sa famille aux États-Unis, qu'elle n'a jusqu'à présent jamais vue. Pour beaucoup de familles, voyager c'est aussi ça, rencontrer une partie de sa famille exilée, inconnue et travailler à sa propre histoire. Tous ces exemples montrent l'ambiguïté des rapports des Cubains à la fois à leur propre départ et à celui de leurs concitoyens. Ils rêvent à la fois tous de partir car ils connaissent les conditions de vie des pays étrangers ou souhaitent rejoindre une partie de leurs proches mais ils sont également extrêmement attachés à ce pays où le patriotisme est inculqué dès le plus jeune âge et où une autre partie des proches demeure toujours. Ainsi chacun essaye de trouver et de justifier ses velléités sans tout à fait savoir ce qu'elles sont.

B) DES MOTS ET DES ACTIVITÉS SYMPTOMATIQUES D'UNE SOCIÉTÉ EN SUSPEND

Le vocabulaire particulier des Cubains et ses significations

Comme le montre Pierre Achard¹⁰¹ dans son ouvrage, faire de la sociologie consiste également à étudier le langage du groupe étudié. En effet, le langage a pour particularité de faire partie de toutes les sphères sociales et un usage social de la langue existe dans toute société. Cuba n'est pas en reste sur ce point. Dans le vocabulaire courant des Cubains, nombreux sont les auteurs qui ont relevé la redondance de certains termes prenant un sens particulier lorsque l'on se penche sur l'étude de la société cubaine.

Ainsi, dans le contexte particulier de la Période spéciale en temps de paix et des années qui l'ont suivie, des mots comme *resolver*, *inventar*, *luchar* ou *cuadrar* ont pris un sens second, un sens spécifique qui permet de comprendre un fonctionnement social singulier. L'usage de ce vocabulaire vient décrire une quotidienneté particulière et le sens donné à celui-ci par les Cubains fait de ces termes des objets sociologiques. Les mots cités plus haut revêtent donc un sens propre mais sont également le moyen de cacher une réalité tout autre, dont il est difficile de parler librement à la fin du XX^{ème} siècle sur l'île. Derrière l'usage de ce vocabulaire se cache en fait la description de l'informalité, de l'illégalité, des petits arrangements entre Cubains. On entend alors derrière « s'arranger », « lutter » ou « résoudre » ; « trafiquer », « tromper », « arnaquer », « corrompre ». En usant de ces termes courants pour décrire des comportements déviants et en faisant de ces mots des expressions du quotidien, les Cubains les vident de toute possibilité de condamnation morale.

Comme nous l'avons vu plus haut, ces activités illégales ont toujours cours à Santiago de Cuba et bien qu'elles concernent l'ensemble de la population cubaine, il est toujours impossible d'en parler ouvertement dans la sphère publique. Nous avons également vu que la coercition et le contrôle social demeuraient dans cette société caribéenne, et ce non seulement de la part des autorités mais également via une inter-surveillance entre citoyens. De ce fait apparaît la nécessité d'utiliser un vocabulaire courant permettant de décrire l'indescriptible, de raconter l'indicible. Ainsi l'objectif de l'usage social de ce vocabulaire est de conserver son caractère révolutionnaire tout en

101 Pierre ACHARD, *La sociologie du langage*, Presses Universitaires de France (Que sais-je ?), Paris, 1993.

pouvant laisser entendre la réalité de la vie socio-économique de l'intéressé.

À ce titre, il est intéressant de se pencher sur l'usage du terme « *luchar* ». Ce terme, certainement le plus utilisé d'entre tous – alors même que d'autres semblent disparaître du vocabulaire *Santiaguero* – sert à décrire bon nombre d'activités illégales et, presque dans un sens premier à lutter contre les difficultés du quotidien. Toutefois ce terme est savamment choisi tant il s'intègre parfaitement dans la rhétorique et le champ lexical révolutionnaire, celui du combat pour un intérêt supérieur, l'idée même que par ces petits arrangements, on permet la survie économique du pays et de ses citoyens.

D'autres termes comme « *resolver* », entrent dans cette catégorie des mots qui jouent entre la description d'actions contre-révolutionnaires et un vocabulaire apparenté au champ lexical révolutionnaire. Par « résoudre » on entend alors « se débrouiller avec ce que l'on a » ou « faire ce qu'on peut avec ce qu'on a », en somme permettre le maintien de la société révolutionnaire quel qu'en soit le prix.

Cet usage particulier de la langue permet ainsi de desserrer l'étau du contrôle social et de rendre compte au mieux de la quotidienneté. On décrit alors ces activités subversives en les accordant parfaitement à l'imaginaire et au langage révolutionnaire. L'usage de ces mots s'est fortement développé avec la mise en place de la Période spéciale en temps de paix, période durant laquelle les mesures restrictives se sont accrues et la sévérité du pouvoir vis-à-vis de ce qu'il considérait comme contre-révolutionnaire s'est également amplifiée. Depuis les années les plus dures de la Période spéciale en temps de paix sont passées, les réformes socio-économiques ont transformé la quotidienneté des Cubains et les normes de comportements ont également changé. De fait, l'usage de la langue s'imprègne de ces changements et l'expression que nous avons le plus entendue lors de notre recherche à Santiago de Cuba n'a plus rien à voir avec le champ lexical révolutionnaire.

L'usage du vocabulaire comme marqueur du changement d'état d'esprit des Santiagueros

*No es fácil*¹⁰², voilà donc l'expression qui ponctue les conversations des *Santiagueros*. Dans chaque conversation entamée avec un Cubain à Santiago de Cuba, si celle-ci s'étend un tant soit

102 Ce n'est pas facile

peu, cette expression vient finir la phrase, clore la démonstration. Les exemples que nous avons relevés ne manquent pas : Yuri lorsqu'il raconte que petit à petit il économise pour habiller sa fille ou faire des réparations dans sa maison, Enrique lorsqu'il nous conte la longueur et le coût de ses trajets pour étudier dans la capitale tout en gardant contact avec sa famille à Santiago de Cuba ou encore Julia qui ponctue la majeure partie de ses activités ménagères par cette énonciation.

Cette expression qui retranscrit clairement les difficultés du quotidien est également emprise d'un sens extrêmement différent de celui des expressions sur lesquelles nous sommes revenus plus haut. En effet si ces dernières se plaçaient dans le champ de l'action, de la lutte, le fait de simplement dire *no es fácil* entraîne l'idée d'une certaine passivité, la situation semble subie et non plus combattue. Ce changement dans la manière d'exprimer les difficultés quotidiennes retranscrit très bien le désengagement et la passivité d'un peuple qui ne semble plus trouver d'espoir d'un avenir meilleur ou qui n'arrive plus à réinventer son futur entre castrisme et capitalisme.

Le groupe de jeunes constitué autour de Leandro et Yuri a quant à lui une expression qui lui est propre : *Hakuna Matata*. Cette expression, d'origine Kiswahili¹⁰³ et signifiant « il n'y a pas de problème » a été popularisée par le chanteur Boney M mais surtout par le dessin animé de Walt Disney « Le Roi Lion ». Dans ce dernier, sorti en 1994 et qui a marqué la génération des décennies 1990 et 2000 jusqu'à Cuba, cette expression est définie dans une chanson. Ainsi l'on entend « Hakuna Matata, [...] ce mot signifie que tu vivras ta vie sans aucun soucis ». Cette expression, reprise par tous les jeunes appartenant à ce groupe et que nous avons rencontrés à Santiago de Cuba, sonne comme un *Carpe Diem* revendiqué comme la devise, le slogan de ce groupe.

Cette manière d'envisager la vie, vivre sans se soucier du lendemain est revendiquée par ce groupe de jeune. Le fait également que ce soit des jeunes – entre 20 et 30 ans pour la plupart - qui usent de cette expression et qui en défendent la signification témoigne du peu d'espoir que ceux-ci ont dans l'avenir mais surtout du peu d'intérêt et d'investissement qu'ils y portent. Ils disent eux mêmes à ce sujet ne chercher qu'à profiter du jour même, essayer de faire le maximum de choses qui leur est permis aujourd'hui, quitte à se rendre les lendemains plus difficiles car selon eux « de lendemain il n'y aura peut-être pas ». Cette vision de la vie dénote un certain laisser-aller, un désespoir vis-à-vis de l'avenir qui les mènent à ne plus entreprendre de projet et à être dans une survie quotidienne, une survie économique mais aussi sociale. Alors que Julia nous dit qu'il faut multiplier les activités car « on ne sait pas de quoi demain sera fait » ils prennent le problème à

103 Langue bantoue originaire du sud du Kenya.

l'inverse et estiment qu'il vaut mieux ne rien entreprendre car « on ne sait pas de quoi demain sera fait ». Si ce désœuvrement est perceptible dans les expressions qu'utilisent les *Santiagueros*, ce n'est pas la seule façon d'observer le désarroi de la jeunesse de Santiago de Cuba. Cet abattement est tout aussi visible dans la manière dont ils occupent leurs journées.

Entre jeu et flânerie

Dans les parcs de Santiago de Cuba les situations d'attente sont observables. Si l'on peut dire que l'ensemble de la population possède un emploi de l'État ou une affaire privée – légale ou non – pour beaucoup cette activité ne couvre pas la journée et chacun cherche à occuper le temps à moindre coût. La vie des parcs les après-midis semble retranscrire l'image d'une société figée, qui ne regarde pas l'avenir et qui ressasse son passé. Les conversations autour des tables de domino ou d'échecs ne tournent pas sur l'après Fidel, l'après Raúl, le rapprochement avec les États-Unis, l'élection de Donald Trump ou quelque autre événement ayant une influence sur l'avenir de l'île. On se contente de parler du quotidien, de débattre sur un événement passé – la Révolution restant parmi les sujets favoris. D'un jour à l'autre, on croise sur ces mêmes places aux mêmes heures les mêmes personnes partageant les mêmes discussions autour des mêmes activités. L'activité économique de Santiago de Cuba ne permet pas à ses habitants de remplir leurs journées par le travail et encore moins par les loisirs ou la consommation. On cherche alors à occuper le temps autant que possible.

La musique et la danse, éléments centraux de la culture cubaine et plus encore de la culture des *Santiagueros* occupent aussi bon nombre de Cubains. Pour eux, ce peut être évidemment une source de revenus si quelques touristes venaient à passer mais plus certainement un moyen de passer le temps, entrecoupant les chansons d'une discussion, d'un *puro*¹⁰⁴ ou d'un verre de rhum. Si ces éléments de la quotidienneté cubaine ravissent les touristes qui y trouvent alors tous les clichés qu'ils sont venus y chercher, l'observation répétée de ces lieux et les rencontres que nous y avons faites ne laissent pas de doute sur la réalité de ces interactions. Ceux que nous voyons quotidiennement sur ces places sont majoritairement les laissés pour compte d'un modèle socio-économique à bout de souffle et qui, malgré l'effort notable du nouveau dirigeant, peine à se réinventer.

Aux heures chaudes de l'après midi, les bancs ombragés des *Parque Cespedes* ou autre *Plaza Dolores* se remplissent donc majoritairement d'hommes qui viennent passer le temps

104 Nom donné aux cigares cubains.

ensemble, partager du rhum, écouter un groupe de musique, tenter de créer le contact avec les touristes ou simplement flâner en attendant le prochain jour. Les parties de domino, d'échecs ou de dames s'installent non seulement sur les places mais également dans les rues. Les vendeurs ambulants de cacahuètes ou de cigarettes jonchent alors ces lieux d'interactions. C'est également l'heure où Yankee, le retraité vendant de l'alcool dérobé dans les hôpitaux profite de cette effervescence pour faire affaire. En effet si les jeux et les causeries participent à faire passer le temps, l'alcool est aussi un rempart à l'ennui pour ces Santiagais . Ainsi on voit apparaître, à tout âge, un problème d'alcoolisme que nous avons pu observer mais dont nous avons également eu un témoignage poignant.

L'inquiétant problème de l'alcoolisme

Le problème de l'alcoolisme à Cuba est inquiétant et notamment à Santiago de Cuba. Avant de revenir sur les cas spécifiques auxquels nous avons été confronté, il semble nécessaire de cadrer le contexte autour d'informations générales que nous avons pu nous procurer sur ce problème sanitaire.

Tout d'abord le problème de l'alcoolisme à Cuba trouve sa source dans de multiples caractéristiques propre à la vie Cubaine. La plus évidente d'entre elles est la popularité de la boisson phare, le rhum qui est au centre de la culture cubaine et dont le prix – un peu plus de 2 CUC (2€) pour une bouteille – reste accessible à de nombreux Cubains. D'autre part, les situations d'attente décrites plus haut, l'inactivité sociale de beaucoup de Cubains ainsi que la rancœur et le désarroi de bon nombre d'entre eux facilitent leur entrée dans cette addiction. Ajoutons à cela l'alcool dérobé dans les hôpitaux et revendu au marché noir. Cet alcool à 90°, est vendu à très bas prix après avoir été mélangé à de l'eau et représente un danger sanitaire certain comme nous allons le voir plus bas.

À Cuba le problème de l'alcoolisme n'est un secret pour personne. En 2014, dans un article de Jorge Olivera Castillo titré « *Borracho es como puedo resistir los problemas* »¹⁰⁵, on apprend que plusieurs centaines de Cubains meurent chaque année de l'alcoolisme. Plus loin de nombreux témoignages confirment le rapport entre les difficultés du quotidien auxquelles sont confrontés les Cubains et la consommation excessive d'alcool. Ce rapport est également mis en avant par Ana León qui elle cible le problème de l'alcoolisme chez les jeunes :

105 Jorge OLIVERA CASTILLO, « Borracho es como puedo resistir los problemas », *Cubanet* [En ligne], 23 Janvier 2014, La Havane.

« C'est souvent cette conscience de vivre dans "la lutte", ou l'ambiance d'éternelle fête dans laquelle on cherche à faire des folies toute la journée qui pousse beaucoup de Cubains à sortir très tôt dans la rue, avec une canette de rhum, une bière ou un "Planchao" (petite boîte en carton qui contient 200 ml de rhum) pour "recharger les batteries" et faire face "à ce qui va venir"¹⁰⁶

Certains, comme Miriam Celaya, n'hésitent pas à mettre en cause le gouvernement Cubain dans cette épidémie d'alcoolisme en montrant l'intérêt pour ce dernier : « La consommation d'alcool a été une politique officielle destinée à abrutir la pensée »¹⁰⁷. Si les autorités sont peu bavardes sur le sujet, l'association des Alcooliques Anonymes Indépendants (AAIN) annonce une explosion de l'alcoolisme au début des années 2000 dans un rapport annonçant « que sur dix Cubains du sexe masculin, six sont des alcooliques dépendants, et parmi eux quatre ont des conduites anti-sociales »¹⁰⁸. Ces chiffres, difficilement vérifiables et émanant d'un organisme ayant tout intérêt à grossir le trait, donnent tout de même une image alarmante de la situation cubaine. Mais au problème d'alcoolisme vient s'ajouter un second problème : celui de l'alcool dérobé des hôpitaux et détourné de son usage médical. D'autre part certains n'hésitent pas à vendre d'autres types d'alcool au marché noir comme l'alcool méthylique, extrêmement dangereux pour la santé et qui a déjà causé plusieurs morts et hospitalisations à Cuba¹⁰⁹.

Toutefois, ces écrits et ces chiffres ne retranscrivent pas aussi bien la réalité de cette catastrophe sociale et sanitaire que les éléments que nous avons pu observer sur le terrain et ce notamment autour du cas de Leandro. Ce dernier a été la première connaissance que nous avons faite sur le terrain et, au fil de nos rencontres, l'alcoolisme de Leandro nous est apparu. Nous avons pu échanger avec lui sur ce sujet mais aussi avec ses proches. Rappelons que ce jeune *Santiago* n'a que 23 ans, aujourd'hui sans travail, il a perdu ses précédents emplois par la faute de cette consommation d'alcool. Leandro n'a pas dit tout de suite être sans emploi et a longtemps tenté de justifier son temps libre d'une autre manière. C'est Yuri, son cousin, qui le premier révélera le problème d'alcool de Leandro :

106 « A menudo es esa conciencia de vivir en "la lucha", o el ambiente de eterna fiesta en que pretenden derrochar las 24 horas del día, lo que lleva a muchos cubanos a salir a la calle desde temprano, con una caneca de ron, una cerveza o un "Planchao" (cajita de cartón que contiene 200 ml de ron) para "cargar las pilas" y hacer frente "a lo que aparezca". Ana LEÓN, « Alcoholismo y juventud, una mezcla común en Cuba », *Cubamet* [En ligne], 01 février 2016, La Havane.

107 « El consumo de alcohol fue una política oficial destinada a embotar el pensamiento » Miriam CELAYA, « Alcoholismo, corrupción y otros demonios », *Cubamet* [En ligne], 12 août 2013, La Havane.

108 Eduardo ESTRADA, « Augmentation de l'alcoolisme à Cuba », *Cubamet* [En ligne], 02 mai 2000, La Havane.

109 Agence Française de Presse, « Cuba: Dix morts après consommation d'alcool méthylique », 20 minutes [En ligne], 02 Août 2013, Paris.

« C'est un alcoolique, quand il a des sous, jamais il va te dire "on va faire un bon repas, on va manger une glace". Non c'est toujours Rhum, Rhum, Rhum. C'est mon cousin mais c'est un alcoolique. »

Quelques semaines plus tard Leandro va craquer et nous raconter sa situation de son point de vue. Nous nous proposons ici de retranscrire le déroulement des événements :

Après avoir passé la journée en compagnie de Leandro et de son père Alejandro – qui consomme également beaucoup d'alcool tout en s'inquiétant de la consommation de son fils – Leandro, enivré me demande quelques pesos afin de rentrer chez lui à moto. J' accepte et lui donne 1 CUC. Quelques heures plus tard, aux alentours de 21h, Leandro revient à la casa particular où je dors. Je descends donc à sa rencontre. Il vient me demander à nouveau 1 CUC afin de rentrer chez lui. Très agacé de la situation, je refuse en lui faisant comprendre que s'il a préféré boire avec l'argent il ne lui restait plus qu'à rentrer à pied.

C'est à ce moment là que Leandro est tombé en larme et m'a dit « je sais que je n'aurais pas dû venir, que je n'aurais pas dû te demander mais je suis alcoolique j'arrive pas à me raisonner. Quand tu m'a donné les 1 CUC, j'ai pas pu rentrer, je suis aller me chercher une bière. » Il a continué en me disant qu'il avait perdu son travail de professeur depuis une semaine (sans que personne ne le sache car il a honte) du fait de ses absences mais également de ses tremblements : il faisait tomber la craie et était obligé de demander aux élèves d'écrire à sa place.

Ce témoignage poignant nous a également permis de créer un lien particulier avec Leandro et, plus tard, il est revenu sur la honte que lui infligeait sa situation mais aussi sur les raisons qui selon lui le poussaient à boire. Ainsi la première fois que nous avons visité son nouvel appartement l'absence de matelas dans sa chambre avait été justifié par la lenteur du déménagement, faute de temps et d'argent. Plus tard il expliquera avoir menti :

« je t'ai menti. C'est pas que je l'ai pas déménagé c'est que je dors par terre parce que j'en ai pas, tout mon argent passe dans l'alcool. [se décrivant] Les chaussures sont à mon frère, le pantalon c'est Yankee qui me l'a donné, le polo aussi. J'ai plus rien à moi, le peu que j'ai, vu que je m'endors souvent dans la rue, on me le vole. [...] J'ai honte mais face à ça, je suis seul.»

Leandro justifie lui aussi sa consommation d'alcool par les difficultés que lui inflige le quotidien, il justifie également la consommation de son père de la même manière. Il dit souvent avoir honte de sa situation.

Nous avons choisi de mettre en exergue ce cas car il est terrifiant de malheur, d'impuissance mais surtout parce qu'il retranscrit parfaitement la détresse d'une partie de la société dénuée d'espoir et qui voit dans l'alcool une échappatoire. Ce cas, bien que particulièrement cruel du fait du jeune âge de Leandro, n'est pas une exception et nous aurions tout aussi bien pu décrire la consommation frénétique de son père ou de bien d'autres hommes passant des après-midis entiers à consommer diverses boissons alcoolisées. Force est de constater que ce fléau s'abat en particulier sur les populations masculines bien que certaines femmes soient en proie à l'alcoolisme. Dans les parcs de Santiago de Cuba, nous avons pu observer des Cubains de tous âges avoir des comportements addictifs vis-à-vis de l'alcool.

Les difficultés quotidiennes, le manque d'espoir offert aux Cubains par un régime qui semble plus souvent dans la réaction que dans l'action, l'incertitude quant à l'avenir, voilà quelques raisons données par les Cubains de l'importance du problème dans une société où l'alcool et notamment le rhum fait partie de la culture cubaine. Pourtant, d'aucuns trouvent d'autres échappatoires et se tournent vers la spiritualité et la croyance pour fuir la dure quotidienneté cubaine.

C) S'EN REMETTRE À DIEU, RETOUR DE LA CROYANCE

Contexte du religieux chrétien à Cuba : le difficile rapport entre Église et Révolution

Lorsque l'on pense au rapport entre l'Église catholique et le pouvoir révolutionnaire cubain apparaît immédiatement une opposition évidente qui semble à elle seule expliquer les rapports compliqués qu'ont entretenus les deux parties. La révolution cubaine, associée au communisme et donc au marxisme-léninisme nous mène à interpréter le rejet de l'église à travers le prisme de la description que fait Karl Marx de la religion :

« La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle, et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple. »¹¹⁰

110 Karl MARX, *Introduction à la Critique de la philosophie du droit de Hegel*, Ellipses, 2000.

Aujourd'hui, l'Observatoire de la Liberté Religieuse reconnaît une amélioration du rapport du pouvoir cubain sur les autorités religieuses :

« étant donné que les communautés religieuses ont accès au système judiciaire et que des décisions ont été réétudiées en leur faveur, qu'il y a des signes concrets d'un dialogue fructueux entre l'Église catholique et les autorités (comme en témoigne la visite du pape), il y a lieu de croire que, dans la sphère publique, il y aura une croissance de la liberté religieuse »¹¹¹

Pourtant, le regard des différents pouvoirs sur la religion n'a pas toujours été celui là. Le rapport compliqué de l'église catholique avec le pouvoir cubain n'est pourtant pas né de la prise de pouvoir castriste de 1959. D'autre part, le Vatican au travers de son implication dans la colonisation, de son opposition à l'indépendance, de son incapacité à endiguer les dissensions entre haut et bas clergé a toujours eu des relations très complexes avec les différents pouvoirs en place à Cuba¹¹².

Après une première attaque ratée de la caserne de Moncada par les révolutionnaires Cubains, Monseigneur Enrique Pérez Serantes, archevêque de Santiago, demande à Batista la grâce des rescapés et un procès équitable pour les rebelles. On ne s'étonne donc qu'à moitié de la déclaration de Monseigneur Serantes au moment où Fidel Castro marche sur La Havane : « la divine Providence a écrit dans le ciel le mot Triomphe grâce auquel le chef suprême du Mouvement a pu emporter de l'Est à l'Ouest le laurier d'une victoire extraordinaire »¹¹³. L'Église cherche en fait à trouver sa place dans la nouvelle société et à devenir un acteur majeur de la vie sociale cubaine. Ces velléités vont être vite découragées par les mesures radicales prises par le camp castriste. Si les Catholiques avaient su voir dans la révolution cubaine un moyen de combattre la dépravation de la société batistienne, mais également de lutter contre la pauvreté ou de défendre des valeurs traditionnelles (mariage, famille), elle était restée aveugle au contexte mondial de guerre froide qui a très vite poussé Cuba dans le giron de l'URSS.

Si un congrès catholique contestataire se tient dès 1959 à La Havane, l'Église catholique va très vite se retrouver en position de faiblesse et subir l'hostilité du régime. Quand Serantes retourne

111 Observatoire de la Liberté Religieuse, Cuba [en ligne], consulté le 24 janvier 2017

112 Philippe LETRILLIARD, « L'Église Cubaine : 50 ans d'expérience contre révolutionnaire ? », *Cahier des Amériques Latine* [En ligne], 57-58, 2008.

Philippe LETRILLIARD, *Cuba, l'Église et la Révolution*, L'Harmattan, Paris, 2005.

113 Enrique PEREZ SERANTES , Circulaire « Vie nouvelle », *La voz de la Iglesia en Cuba*, 100 documentos episcopales, México, Obra nacional de la buena prensa, 1995, p. 53-59.

sa veste vis-à-vis du pouvoir et condamne le communisme en 1961, c'est le départ d'un divorce qui sera marqué par des décisions répressives du pouvoir castriste. Ainsi :

« le gouvernement annonce la nationalisation des écoles privées, que suivra celle de l'université et des hôpitaux catholiques. [...] 131 prêtres et religieux espagnols sont expulsés. En peu de temps, le nombre des prêtres passe de 670 à 200, celui des religieux de 87 à 17 et celui des religieuses de 158 à 43 »¹¹⁴.

À partir des années 1960 vont naître deux décennies de repli pour l'Église et ses fidèles. Cette période dite de « l'Église du silence » va lui coûter très cher car de cette manière elle va s'isoler de ses partisans, eux mêmes isolés de la société. L'Église cubaine va également s'isoler des évolutions mondiales du catholicisme notamment de la théologie de la libération¹¹⁵ et des mouvements du Vatican II¹¹⁶. Ce n'est qu'à la suite de l'Encuentro nacional eclesial cubano (ENEC) en février 1986 que l'Église cubaine va décider de renouveler sa manière de concevoir son rapport au pouvoir Cubain mais aussi aux fidèles. Ce changement intervient un an après la parution de « *Fidel y la religión* »¹¹⁷ où le *Líder Máximo* se confit à un proche, Frei Betto, sur son rapport à la religion et plus précisément à l'Église catholique. On y apprend le rapport étroit qu'entretient le leader cubain avec le catholicisme : d'abord par son enfance et dans sa formation au collège des jésuites mais plus encore dans la manière dont il aborde la religion. Il rejette le catholicisme européen mais glorifie la religion révolutionnaire, celle qui se préoccupe des plus faibles. Fidel Castro se trouve à ce moment-là dans une position où il est avantageux pour lui de se rapprocher de l'Église latino-américaine qui, contrairement aux dogmes de l'Église Romaine, prône des idéaux proches de ceux du socialisme qu'il défend. Il voit donc là un nouveau point de ralliements des Cubains révoltés par la pauvreté et en recherche de solidarité. C'est donc un rapport d'intérêt bilatéraux qui a mené à un rapprochement du pouvoir insulaire et de l'Église cubaine. Le premier cherche à renforcer les idéaux de la Révolution, la seconde à peser sur le système sociopolitique.

Par ailleurs, on observe une recrudescence de la pratique et de la croyance religieuse à partir du milieu des années 1980 et plus encore durant les années 1990. Mais alors on peut se demander si

114 Philippe LETRILLIARD, 2008, *Op.Cit.* p.6.

115 Idéologie théologique chrétienne originaire d'Amérique latine qui a pour but de soutenir prioritairement les pauvres et les nécessiteux. Ce courant théologique donnera lieu à un mouvement sociopolitique.

116 Concile œcuménique se déroulant entre 1962 et 1964. Il est considéré jusqu'à aujourd'hui comme le plus important tant il a été le symbole de la modernisation de l'Église vis-à-vis des progrès technologique et scientifique observables dans le monde entier.

117 Frei BETTO, *Fidel y la religión, conversación con Frei Betto*, Oficina de Publicaciones del Consejo de Estado, La Habana, 1985.

la croyance religieuse a réellement disparu durant les premières décennies et se questionner sur les raisons de sa réapparition en dehors d'un contexte politique plus favorable et plus ouvert sur la question religieuse.

Progression ou réapparition du christianisme ?

Au delà de ces considérations politiques, on peut se demander ce qu'il en est de la croyance des Cubains. Il est difficile d'obtenir des données sur le nombres de croyants ou de pratiquants à Cuba mais la recherche de terrain nous a permis de mettre au jour une importance remarquable de la croyance chrétienne et, au travers d'entretiens informels, nous avons pu observer le sens que les Cubains donnaient à cette croyance.

Les déclarations de Yolanda à propos de sa croyance sont très intéressantes pour comprendre comment la résurgence de la pratique chrétienne a pu réapparaître depuis une trentaine d'années. En effet cette dernière nous confie avoir toujours cru au fond d'elle mais nous explique également que cette croyance a du être masquée ou mise de coté durant un certain temps sans pour autant incriminer le pouvoir :

« Je crois en Dieu depuis mon enfance, mon père aussi croyait en Dieu. Après la révolution, je n'ai plus pratiqué, j'ai un peu mis ma croyance de coté... Cela ne ce faisait pas, ce n'était pas courant... mais j'ai toujours cru en Dieu dans mon cœur. [...] Après la Période spéciale et avec la visite des Papes le christianisme s'est normalisé et je me suis remise à pratiquer. »

Elle va donc maintenant chaque dimanche à la messe, à vingt minutes à pied de chez elle, accompagnée par sa fille qui elle, n'a pas toujours cru et qui explique sa croyance de la manière suivante :

« Je ne croyais pas lorsque j'étais enfant, j'ai commencé à croire plus tard, quand j'avais 17 ou 18 ans. À une période où la vie était difficile, ça rendait le quotidien plus facile de croire, ça enlève une responsabilité et une culpabilité sur sa situation personnelle, ça permet une espérance. C'était un moment compliqué de ma vie et j'ai senti que Dieu existait. »

Julia a donc commencé à croire autour des années 1994, 1995 qui furent parmi les plus difficiles de la Période spéciale. Ainsi sans expliquer les difficultés particulières et personnelles qu'elle a pu avoir à ce moment, il semble que les difficultés du quotidien et l'impuissance à répondre

à celles-ci aient facilité l'adhésion à une croyance religieuse. Cette idée est par ailleurs confortée par Leandro qui nous dit qu'il croit « parce qu'il le faut », une manière de nous dire que la croyance entretient l'attente de lendemains meilleurs, preuve que les espoirs en la politique et en l'avenir des idéaux de la révolution semblent dépassés.

On observe par ailleurs chez les *Santiagueros* un rapport à la Révolution proche de la croyance religieuse comme nous l'avons vu plus haut. L'histoire de la révolution cubaine est intégrée par chaque individu qui est capable d'en faire un récit complet et précis. Les grandes figures de l'histoire cubaine allant de Carlos Manuel de Cespedes à Fidel Castro sont élevées au rang d'apôtres de la liberté, de la souveraineté et du progrès humain. Ainsi, rien de l'histoire officielle n'est remis en cause et chaque étape de la construction de l'histoire cubaine est assimilée par les Cubains. La croyance en la révolution a donc pendant longtemps été en concurrence avec la croyance chrétienne. Depuis la dernière décennie du XX^{ème} siècle la croyance et la pratique de la chrétienté connaissent un renouveau qui correspond à une perte d'intelligibilité des idéaux de la Révolution depuis 1990. Ainsi la croyance réapparaît, se réinstalle dans le champ public et le Vatican redevient un interlocuteur privilégié du pouvoir Cubain.

Le retour du Vatican dans la politique cubaine

Le premier fait marquant, issu du rapprochement des deux institutions depuis les années 1980, est la venue du Pape Jean-Paul II à Cuba en 1998. Cette visite apparaît comme un marqueur supplémentaire de la volonté du gouvernement cubain de s'éloigner de la doctrine communiste, chose à laquelle il s'est employé au début de la Période spéciale avec l'abandon des références au marxisme-léninisme ou à la lutte des classes au profit de la défense d'un nationalisme exacerbé et d'une promotion de la « Cubanité »¹¹⁸. Cette année est aussi celle de l'arrivée au pouvoir de Hugo Chavez au Venezuela qui prône un socialisme chrétien, proche de la théorie de la libération, et dont Fidel Castro va s'inspirer pour amorcer un nouveau paradigme du socialisme cubain.

D'autre part, l'objectif du Vatican est quant à lui énoncé lors de la Conferencia de Obispos Católicos de Cuba en 1997 en ces termes :

« Pratiquer une prédication ouverte, entretenir l'espérance populaire face au futur, aider à la récupération des valeurs éthiques (...), voir reconnu le rôle positif de l'Église dans la société,

118 Valentine GAUCHOTTE-MAYAUD, « "La patrie ou la mort. Amen". Le régime castriste et l'Église catholique à Cuba (1990-2005) », *Le Mouvement Social*, 2009/1 n° 226, p. 15.

promouvoir la réconciliation entre les Cubains »¹¹⁹.

Le Pape n'aura de cesse d'essayer de s'adresser avec une certaine réussite à la fois à « ceux qui souffrent dans leur corps et dans leur esprit »¹²⁰, farouche critique au socialisme castriste, mais critiquant également sévèrement l'embargo jugé « injuste et éthiquement inacceptable »¹²¹. Si Cuba doit s'ouvrir au monde, le monde doit s'ouvrir à Cuba, voilà en substance ce que rappelle Jean-Paul II. En se plaçant au dessus du conflit idéologique opposant Cuba et les États-Unis, en se posant en arbitre bienveillant, le Vatican permet l'ouverture d'un dialogue entre les deux pays et met chacun d'entre eux devant ses responsabilités.

Finalement cette visite s'avérera plus bénéfique pour le pouvoir religieux local que pour le Vatican avec notamment une vitrine internationale d'envergure, de nombreux prisonniers relâchés sous une couverture médiatique importante ou la nomination de nouveaux hommes d'églises. Toutefois, l'enseignement religieux restera prohibé et les religieux n'auront que peu d'écho dans les médias cubains. Symboliquement, le jour de Noël est de nouveau férié à Cuba. On remarquera tout de même que par cette visite mais également par le travail de l'Église catholique en amont depuis les années 1980, le clergé a réussi à s'imposer de nouveau dans la sphère publique à Cuba. Il se présente même comme le seul contre-pouvoir autonome ayant une possibilité de réfléchir sur la société par le biais des publications paroissiales, des prêches et des interventions médiatiques. D'autre part, la Période spéciale par son relatif libéralisme sur le plan religieux et ses conséquences économiques a créé un espace temporel favorable au développement de la religiosité et notamment du culte catholique. Ainsi :

« la dureté de la lutte quotidienne contre les pénuries renforce la cruauté des rapports sociaux et favorise le vacillement des repères moraux. Les liens familiaux sont en outre fragilisés par l'exil. [...] Ces facteurs ont certainement beaucoup favorisé les questionnements individuels propices au développement religieux. Deux autres facteurs, plus spécifiquement politiques, contribuent à expliquer ce regain. À partir du Congrès du Parti communiste en 1991, les croyants ont la possibilité d'adhérer au Parti, puis, en 1992, une modification constitutionnelle redéfinit l'idéologie de l'État cubain en rompant avec l'athéisme. »¹²².

À cela s'ajoute l'action caritative exercée par l'Église catholique et qui apparaît comme un soutien de taille dont beaucoup de Cubains ne peuvent se passer. En 2012 c'est au tour de Benoît

119 « Demonos fraternalmente la paz », message de la Conferencia de Obispos Catolicos de Cuba, 1er novembre 1997.

120 Jean-Paul II, *Discours à l'occasion de la rencontre avec le monde de la souffrance*, La Havane, 24 janvier 1998.

121 *Ibid.*

122 Valentine GAUCHOTTE-MAYAUD, 2009, *op.cit.* p. 19.

XVI de visiter Cuba. Ce pape, très conservateur, va suivre le chemin de son prédécesseur dans la recherche du règlement du conflit entre les deux ennemis historiques. Comme le rappelle Pierre Jova, « les deux papes, dans le cadre de leur visite, obtiennent des États-Unis des levées partielles de l'embargo » car « contrairement à la Pologne, le Vatican ne cherche pas à faire tomber le régime cubain. Ce dernier, agonisant, est prêt à accorder une place dans la société à l'Église. »¹²³.

Si le Pape François n'a fait que prolonger le travail précédemment entamé, on retiendra tout de même son nom comme étant celui du Pape ayant rétabli les relations diplomatiques entre les deux pays. En effet, le Vatican et le Canada ont accueilli des mois à l'avance les pourparlers entre les deux partis. Le Pape François est depuis son élection en 2013 très soucieux du dossier cubain et, comme Benoît XVI et Jean Paul II, il ne souhaite pas se refuser au dialogue avec les communistes latino-américains. Pour le Vatican c'est un retour en force sur la scène internationale et la diplomatie du Saint- Siège montre de nouveau son importance. Marquée par plusieurs années d'inefficacité de la diplomatie, par le conservatisme peu audible de Benoît XVI, l'Église catholique retrouve un rayonnement qu'elle n'avait plus connu depuis son rôle joué par Jean Paul II dans le démantèlement des sociétés socialistes et soviétiques de l'est européen. Le Pape François a redonné de la grandeur aux diplomates catholiques en réussissant non seulement à rapprocher deux pays historiquement ennemis, mais en se plaçant au cœur de la résolution du conflit. Finalement ce n'est pas tant l'intérêt de la population cubaine qui a été au centre de la résolution du conflit que les intérêts communs des trois parties qui y ont pris part. Pour Cuba, il s'agissait de se maintenir au pouvoir, de recréer une unité nationale capable d'intégrer l'ensemble des Cubains autour d'idées révolutionnaires s'éloignant du socialisme soviétique pour se rapprocher d'un socialisme plus ouvert sur le plan religieux (prônant la théologie de la libération) et économique. Pour les États-Unis, il s'agissait de se sortir d'une situation dans laquelle ils étaient de plus en plus isolés sur le plan international notamment du fait de l'embargo, de résoudre la question des prisonniers politiques (dont une partie ont déjà été échangés). D'autre part, pour Barack Obama c'est l'occasion d'obtenir un marqueur fort de son mandat et de détourner la question du camp militaire de Guantánamo qui restera irrésolue à la fin de sa présidence. Enfin le Vatican retrouve un rôle primordial sur le plan international et montre son influence dans la résolution des conflits internationaux. La remobilisation des croyants catholiques dans l'île cubaine présente aussi un intérêt particulier sur un continent où les églises évangéliques ne cessent de gagner du terrain sur le culte catholique.

123 Pierre JOVA, « Rapprochement entre les États-Unis et Cuba : le rôle discret joué par l'Église », *Le Figaro* [En ligne], 18 décembre 2014, Paris.

Ainsi, la religion chrétienne a, depuis un peu moins de trois décennies, repris de l'importance sur l'île. Les Cubains ont trouvé dans la croyance religieuse une porte de sortie à une croyance politique qui ne semblait plus répondre à leurs attentes. L'impossibilité de se tourner vers une autre croyance politique du fait de l'avoir combattue durant près de 60 ans a donc mené beaucoup de Cubains à s'en remettre à Dieu, à une force extérieure et donc à délaissier leur rôle sociétal dans les nouvelles transformations que connaît Cuba. Ainsi, ces Cubains ne choisissent plus entre le castrisme et l'ouverture au monde capitaliste mais laissent ce choix à une entité supérieure. Ce nouveau rapport à la religion est symptomatique d'une société qui semble s'être lassée du combat politique et dont les espoirs dans celui-ci se sont amenuisés au fil des crises, des difficultés, des échecs et déceptions.

CONCLUSION

Cuba se trouve aujourd'hui à un tournant de son histoire. Depuis la chute des sociétés socialistes et soviétiques, l'île caribéenne a entrepris un grand nombre de transformations, notamment économiques qui ont changé le visage de la société cubaine. La Période spéciale en temps de paix et la pénurie institutionnalisée qui en a découlé a poussé les insulaires à réinventer leur manière de consommer, de vivre au quotidien et de coexister dans une société alors unique au monde. Depuis 1990, les crises se succèdent et le pouvoir semble plus souvent dans la réaction que dans l'action. La recherche de nouveaux alliés géopolitiques se heurte bien souvent aux propres difficultés de ceux-ci dans une économie mondialisée peu ouverte à la diversité des modèles socio-économiques. Hier l'URSS, aujourd'hui le Venezuela, Cuba semble aujourd'hui ne survivre que sous perfusion d'alliés socialistes dont les régimes instables ne permettent pas à Cuba de prévoir un avenir serein.

Les réformes libérales conjointes à l'arrivée de Raúl Castro au pouvoir et le développement du tourisme ont donné un nouveau souffle à l'économie Cubaine et ont permis à l'île de se défaire quelques peu de sa dépendance à ses alliés. Toutefois, ces transformations restent insuffisantes et l'embargo étasunien continue d'asphyxier l'économie insulaire. De plus ces changements économiques ont entraîné des bouleversements sociaux et les inégalités ont explosé sur cette même période. Les régions comme celle de Santiago de Cuba n'ont pas profité de ces réorientations économiques de la même manière que les régions de l'ouest et de la côte nord. Des inégalités géographiques en lien avec le développement du tourisme sont nées. Mais au sein même de Santiago de Cuba, les réformes menées par Raúl Castro ont également mené à une hausse des inégalités et à la formation de classes sociales de plus en plus différenciés. Ainsi l'accès aux devises internationales, que ce soit par une affaire privée plus ou moins légale ou par le développement de commerces en direction des touristes, crée une société à deux vitesses vectrice d'inégalités croissantes.

Ces inégalités ajoutées à la frustration de certains Cubains qui ont vu entrer sur leur île en même temps que les touristes le mode de vie occidental ont également poussé certains d'entre eux à se tourner vers la petite criminalité . Santiago demeure une des régions les plus en difficulté du fait principalement de sa position géographique et de son climat. Cuba qui pouvait se vanter d'avoir une criminalité remarquablement faible, voit aujourd'hui réapparaître les petits actes délictueux mais

également la prostitution qui se développe aujourd'hui sans que l'État n'en prenne la réelle mesure.

Ces bouleversements socio-économiques influent bien évidemment grandement sur les rapports gouvernants-gouvernés déjà si particuliers à Cuba depuis la révolution de 1959. En effet les relations au pouvoir dans les sociétés autoritaires – dont Cuba fait partie – sont emprises d'une ambiguïté qui semble les paralyser. Bien que le pouvoir se soit montré plus clément ces dernières années, il demeure omniprésent et coercitif vis-à-vis de ses opposants. Près de 60 ans de surveillance constante et invisible, d'inter-surveillance ont été intériorisées par les Cubains ce qui crée de la méfiance entre les individus et empêche la création d'une diversification et d'une organisation politique nécessaires à un renouveau de la société cubaine. De plus, par le biais des organisations de masse mais surtout aujourd'hui par le contrôle des activités économiques et des correspondances et liaisons entre les Cubains, le pouvoir conserve une domination sur la société.

Toutefois, la longévité du pouvoir et sa force tiennent en grande partie dans les acquis de la révolution qui sont peu à peu rongés par la libéralisation de l'économie. Ce faisant, des brèches ont été ouvertes et le pouvoir perd peu à peu de ses soutiens. La mystification de la Révolution et de ses figures tutélaires a également joué un rôle primordial dans la popularité des gouvernements castristes. Ces figures sont vieillissantes et l'attachement à la Révolution comme fondement de la nation cubaine s'effrite peu à peu. Si l'éducation, les organisations de masse et la propagande ont réussi à faire entrer dans l'identité de chaque Cubain une part de la Révolution, cette idéologie élevée au rang de religion nationale ne semble plus suffire à faire lien dans la société. Chacun, empêtré dans ses difficultés quotidiennes, s'adapte comme il le peut à sa situation et le combat révolutionnaire est devenu un combat individuel, au quotidien, pour survivre. Cela laisse peu de place à l'organisation, à la réflexion idéologique, à l'engagement politique ou social et la société de Santiago de Cuba semble vivre au jour le jour sans plus se soucier de l'avenir commun.

Peu à peu la critique du gouvernement castriste apparaît dans la société mais elle vient se heurter à un amour profond qu'ont les Cubains de leur spécificité, une fierté d'être aux États-Unis ce que David est à Goliath. Ainsi cette ambiguïté dans le rapport des Cubains à leur pouvoir vient ajouter à la paralysie et à l'apathie des *Santiagueros* dans le domaine politique et social. Les plus fermes opposants et les insulaires les plus usés de la stagnation de la situation choisissent le départ – le plus souvent à contre cœur – et là encore ce choix vient conforter l'immobilisme de l'île. Pour ceux qui restent, on s'accroche à une activité économique fleurissante permettant de vivre très correctement, mais n'effaçant tout de même pas les pénuries, les files d'attentes et la frustration

induite par l'entrée de plus en plus massive de la culture occidentale et de son consumérisme encore inaccessible sur l'île. Pour ceux qu'y n'ont pas de *casas particulares*, de *paladares* ou tout autre commerce privé, les journées sont longues. On passe alors le temps réunis sur les places, dans les parcs ou dans les rues à jouer, discuter en partageant rhum et cigares lorsque l'on peut se les offrir. Mais ces habitudes deviennent nuisibles. Le problème de l'alcoolisme vient illustrer parfaitement une société à bout, qui ne voit plus de solution et masque mal sa tristesse et son désarroi. Enfin la religion chrétienne vient offrir une porte de sortie à ces Cubains qui ne croient plus en la Révolution ni en ses opposants. On s'en remet alors à Dieu, au divin pour entretenir l'espoir d'un avenir meilleur tout en laissant au sort le choix d'un futur pour lequel on ne trouve plus la force de se battre.

Toutefois l'actualité internationale autour de Cuba peut nous pousser à espérer entrevoir une amélioration notable des conditions de vie des Cubains. Le récent rapprochement avec les États-Unis semble être un signe positif concernant notamment l'embargo qui paralyse l'économie de Cuba. Le nouveau président étasunien semble moins ouvert que son prédécesseur et risque de mettre un frein à ce réchauffement des relations. Néanmoins, le mandat présidentiel étasunien est court et l'impopularité de Donald Trump permet d'entretenir l'espoir d'un peuple qui attend depuis plusieurs décennies. De plus la mort de Fidel Castro et le départ de son frère du pouvoir prévu pour 2018 laisse entrevoir un renouveau dans la gouvernance cubaine qui pourrait favoriser une ouverture de Cuba à ses citoyens et au monde.

Lors de notre recherche nous avons donc pu vérifier certaines des hypothèses formulées. Nous avons pu montrer l'importance des activités informelles non seulement pour la vie quotidienne des Cubains mais aussi pour le pouvoir qui achète la paix sociale et laisse l'ensemble de la population dans une précarité économique et judiciaire empêchant toute rébellion. Nous avons également pu mettre au jour le rôle prépondérant du tourisme dans l'économie officielle tout comme dans l'économie informelle mais aussi son influence sur la quotidienneté des *Santiagoeros*. Nous avons également, en partie tout du moins, mis en exergue quelques éléments montrant la complexité du rapport des *Santiagoeros* au communisme cubain, au castrisme et aux dirigeants politiques de l'île. Enfin nous avons pu montrer les spécificités du fonctionnement socio-économique de Cuba et la vision particulière qu'ont les citoyens sur leurs actions. Nous avons en effet montré l'ambiguïté du rapport entre les activités objectivement contre révolutionnaires de certains Cubains et le sens qu'ils y donnent afin de les ramener dans le giron de l'idéologie mais surtout de la rhétorique révolutionnaire.

Toutefois nous avons été dans l'obligation d'abandonner certaines pistes du fait de difficultés rencontrées dont nous n'avons pu nous défaire. De par sa méthodologie particulière, ainsi que notre inexpérience, cette recherche comporte certaines limites que nous nous devons de présenter ici. En effet, la spécificité du terrain liée à la difficulté d'enquêter dans une langue étrangère, la culture du silence propre aux sociétés autoritaires ont été un frein particulièrement au début de notre recherche. Les liens ont été difficile à créer et nous avons assez vite fait le choix de limiter le nombre de nos contacts afin de conserver ceux qui présentaient un intérêt pour notre sujet. Nous avons donc limité nos observations et nos entretiens à deux groupes restreints de personnes qui apportaient deux regards très différents sur le sujet traité. Nous n'avons pas pu par exemple nous intéresser à toutes les catégories socio-professionnelles et de fait le quotidien des jeunes *Santiagueros* est restée en grande partie inaccessible à notre connaissance. De même nous souhaitons en apprendre plus sur les impacts de la Période spéciale en temps de paix et ses effets sur la relation de chacun au pouvoir. Bien que nous ayons pu apporter des éléments intéressants et instructifs à ce sujet, cette période reste douloureuse pour les Cubains. Un temps de recherche plus important serait semble-t-il nécessaire pour leur permettre de parler plus librement.

Enfin la méthodologie que nous avons choisi de mettre en œuvre nous a permis de collecter un maximum d'information mais, du fait de son caractère non conventionnel, présente également un certain nombre de limites qu'il est important de détailler ici. Ainsi l'usage des entretiens informels, s'il permet d'obtenir des réponses plus directes et moins réfléchies a également pour contre partie de ne pas permettre de soumettre les mêmes interrogations à tous les individus. De fait chacun reste plus libre d'aborder les sujets comme il le souhaite bien que nous ayons cherché autant que possible à orienter les conversations. D'autre part nous n'avons pas réalisé d'échantillonnage et notre recherche n'a pas la prétention de décrire la réalité de la vie sociale à Santiago de Cuba mais plutôt d'apporter un regard particulier sur des situations singulières permettant de mettre en avant certaines caractéristiques du fonctionnement de la société cubaine. Enfin n'ayant pas pris de notes sur le moment ou enregistré directement les entretiens, lors de leurs transcriptions ultérieures certaines déclarations ont pu nous échapper. Il en va de même sur ce point pour l'observation, qui la plupart du temps s'est faite en participant aux activités des sujets observés.

BIBLIOGRAPHIE

Articles et Ouvrages

Sociologie générale et méthodologie

ACHARD Pierre, *La sociologie du langage*, Presses Universitaire de France (Que sais-je ?), Paris, 1993.

BERTAUX Daniel, *Le récit de vie*, Armand Colin, Paris, 2016 (1997).

BLANCHET Alain, GOTMAN Anne, *L'enquête et ses méthodes : L'entretien*, Armand Colin, Paris, 2007 (1992).

BRUNETEAUX Patrick, LANZARINI Corinne, « Les entretiens informels », *Sociétés contemporaines*, n°30, 1998, pp.157-180.

DUBET François, *Sociologie de l'expérience*, Éditions du Seuil, Paris, 1994.

GOFFMAN Erving, *Asiles*, Éditions de Minuit, Paris, 1968.

GOFFMAN Erving, *Les rites d'interaction*, Éditions de Minuit, Paris, 1974.

GOLD Raymond, « Roles in sociological field observation », *Social Forces*, n°36, 1958, pp.217-223.

MARTINEAU Stéphane, « L'instrumentation dans la collecte des données. L'observation en situation : enjeux possibilités et limites », *Recherches qualitatives*, Hors série n°2, 2004.

MCFALL Laurence, « L'État bâtard: illégitimité et légitimation chez Max Weber », in Michel Coutu et Guy Rocher (dir.), *La légitimité de l'État et du droit*, Québec, Les presses de l'Université de Laval, 2005, pp.47-60.

MESSU Michel, « Faire du terrain à Cuba ? », *SociologieS*, La recherche en actes, Champs de recherche et enjeux de terrain, 2012, pp.1-14.

En ligne – Consulté le 09/01/2017 – URL: <http://sociologies.revues.org/3930>

SALMON Jean (Dir.), *Dictionnaire de droit international public*, Bruylant, Bruxelles, 2001.

Généralités sur Cuba

BOVY Yannick, TOUSSAINT Éric, *Cuba : Le Pas suspendu de la Révolution*, Éditions du Cerisier, Mons, 2001.

GUICHARNAUD-TOLLIS Michèle, JOACHIM Jean-Louis, *Cuba, de l'indépendance à nos jours*, Ellipses, Paris, 2007.

KARNOOEH Lorraine, « Cuba : la pédagogie des héros », *Outre-Terre*, 3(n°12), 2005, pp.301-311.

LANGUEPIN Olivier, *Cuba, la faillite d'une utopie*, Gallimard, Paris, 1999.

La Période spéciale en temps de paix

ARGAILLOT Janice, « La Période spéciale en temps de paix : les différents visages de l'informalité cubaine », *Diacronie, Studi di Storia Contemporanea* [En Ligne], 1(13), 2013, pp.1-15.

En ligne – Consulté le 15/04/2016 – URL: http://studistorici.com/2013/04/29/argailot_numero_13/

ESCAITH Hubert, « Cuba pendant la "Période spéciale" : ajustement ou transition ? », *Cahiers des Amériques Latines*, n°31-32, 1999, pp.55-81.

KARNOOEH Lorraine, « À propos de la permanence et du changement dans la Cuba contemporaine : un essai sur la "Période spéciale" », *Outre-Terre*, 1(n°18), 2007, pp.337-344.

L'économie cubaine et le fonctionnement économique communiste

COJIMAR Julia, « Les Vázquez : une économie familiale à La Havane », in BLOCH Vincent (Dir.), *Cuba, un régime au quotidien*, Choiseul, Paris, 2011, pp.63-81.

COLE Ken, « Cuba : The process of socialist development », *Latin American Perspectives : Cuba*, Vol.23, n°9, 2002, pp.40-56.

GÁLVEZ CHIÚ Karina, « Trabajo por cuenta propia en Cuba hoy : trabas y oportunidades », *Association for the study of Cuban Economy*, 2013, pp.403-407.

En ligne – Consulté le 23/07/2017 – URL : <http://www.ascecuba.org/c/wp-content/uploads/2014/09/v23-galvez.pdf>

LAMNARI Salim, « La réforme du système économique cubain : causes et perspectives », *Mondialisation.ca*, 2011.

En ligne – Consulté le 14/06/2017 – URL : <http://www.mondialisation.ca/la-r-forme-du-mod-le-conomique-cubain-causes-et-perspectives-1-3/26160>

LEDENEVA Alena, *Russia's economy of favors*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998.

MULET CONCEPCIÓN Yalenis, « El trabajo por cuenta propia despues de las reformas de Raúl Castro : un balance », *Association for the Study of Cuban Economy*, 2016, pp.234-246.

En ligne – Consulté le 04/07/2017 – URL : http://www.ascecuba.org/asce_proceedings/el-trabajo-por-cuenta-propia-despues-de-las-reformas-de-raul-castro-un-balance/

NADEAU Christian, « Étude socio-économique et politique : Cuba (1989-2005) », *Observatoire des Amériques*, Université du Québec à Montréal, 2005, 35p.

NADEAU Christian, *Les salariés de l'État et l'économie souterraine dans les municipalités de Cerro et Plaza de la Revolución à la Havane*, Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, Université du Québec à Montréal, Montréal, 2007, 155p.

RITTER Archibald, « Economic illegalities and the underground economy in Cuba », *Canadian foundation for the America*, Ottawa, 3/2006, 20p.

ROMERO Carlos A., « La política, el comercio y la economía entre Cuba y Venezuela », *Association for the Study of Cuban Economy*, 2014, pp.423-434.

En ligne – Consulté le 24/01/2017 – URL : <http://www.ascecuba.org/c/wp-content/uploads/2014/09/v21-romero.pdf>

SANGUINETTY Jorge A., « La economía política del embargo o bloqueo interno », *Association for the Study of Cuban Economy*, 2016, pp.108-125.

En ligne – Consulté le 04/08/2017 – URL : <http://www.ascecuba.org/c/wp-content/uploads/2016/03/v25-sanguinety.pdf>

La religion à Cuba

BETTO Frei, *Fidel y la religión, conversación con Frei Betto*, Oficina de Publicaciones del Consejo de Estado, La Habana, 1985.

GAUCHOTTE-MAYAUD Valentine, « "La patrie ou la mort. Amen". Le régime castriste et l'Église catholique à Cuba (1990-2005) », *Le Mouvement Social*, 1(n°226), 2009, pp.15-29.

LETRILLIARD Philippe, « L'Église Cubaine : 50 ans d'expérience contre révolutionnaire ? », *Cahier des Amériques Latines*, 57-58 , 2008, pp.125-141.

En ligne – Consulté le 22/01/2017 – URL : <http://cal.revues.org/1276>

LETRILLIARD Philippe, *Cuba, l'Église et la Révolution*, L'Harmattan, Paris, 2005.

À propos des transformations socio-politiques

FAIVRE d'ARCIER-FLORES Hortense, « Cuba au cœur d'une nouvelle géopolitique Latino-Américaine », *L'Esprit du temps*, 2(n°43), 2015, pp.47-61.

GEOFFRAY Marie-laure, « Contestation et coproduction du changement social à Cuba. Ou Alf Lüdtke peut-il voyager dans la Caraïbe socialiste ? », *Sociétés contemporaines*, 3(n°99-100), 2015, pp.147-168.

HABEL Janette, « Cuba. Les défis du nouveau "modèle" », *Revue Tiers Monde*, 1(173), 2003, pp.127-148.

HASSAN Gabriel, « Les réformes n'ont pas changé la vie », *Alternatives Économiques*, n°356, 2016.

En ligne – Consulté le 13/06/2017 – URL : <https://alternatives-economiques.fr/cuba-reformes-nont-change-vie/00003772>

Le secteur touristique cubain

GONZÁLEZ NÚÑEZ Gerardo, ORRO FERNÁNDEZ Roberto, « El turismo cubano : ¿ Cuántos norteamericanos puede Cuba recibir ? », *Association for the Study of Cuban Economy*, 2014, pp.415-422.

En ligne – Consulté le 23/07/2017 – URL : <http://www.ascecuba.org/c/wp-content/uploads/2014/09/v21-gonzalezorro.pdf>

IWAKI M. Idris et al., « Turismo y cambio social en Santiago de Cuba », *Alternativas*, Cuadernos de trabajo social, Universidad de Alicante, n°4, 1996, pp.247-254.

La place des femmes cubaines

GAY-SYLVESTRE Dominique, *Être femme à Cuba : des premières militantes féministes aux militantes révolutionnaires*, L'Harmattan, Horizons Amériques latines, Paris, 2006.

GAY-SYLVESTRE Dominique, « Prostitution à Cuba (1959-2011) », *Dire*, Relations de genre et pratiques sociales, n°3, 2012, pp.32-43.

MERHRIQUI Stéphanie, *Le statut de la femme cubaine à l'épreuve d'une société machiste*, Histoire, Université de la Sorbonne, Paris III, 2009.

Le quotidien du communisme

GRENIER Yvon, « Artistes et intellectuels cubains : entre incertitude et tâtonnements », in Bloch Vincent (dir.), *Cuba, un régime au quotidien*, Choiseul, Paris, 2011, p.149-175.

LÜDTKE Alf, *Histoire du quotidien*, Édition de la maison des sciences de l'Homme, Paris, 1994 (1989).

LÜDTKE Alf, *Des ouvriers dans l'Allemagne du XXe siècle. Le quotidien des dictatures*, l'Harmattan, Paris, 2000.

ZAKHAROVA Larissa, « Le quotidien du communisme : pratiques et objets », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 68(2), 2013, pp.305-314.

Autres Documents

Anuario estadístico : Santiago de Cuba 2015, Oficina Nacional de Estadística e Información, Municipio Santiago de Cuba, Edición 2016.

Anuario estadístico : Cuba 2014 : Capítulo 15 Turismo, Oficina Nacional de Estadística e Información, Edición 2015.

Cuba, « Constitution de 1976 », (version du 13 juillet 1992), Version traduite par Jean-Pierre Maury

Convention intégrale de coopération entre la République de Cuba et la République Bolivarienne du Venezuela

JEAN-PAUL II, *Discours à l'occasion de la rencontre avec le monde de la souffrance*, La Havane, 24 janvier 1998

Observatoire de la Liberté Religieuse, Cuba

En ligne – Consulté le 24/01/2017 – URL : <http://www.liberte-religieuse.org/cuba/>

PEREZ SERANTES Enrique, Circulaire « Vie nouvelle », *La voz de la Iglesia en Cuba*, 100 documentos episcopales, México, Obra nacional de la buena prensa, 1995, p. 53-59.

VOEUX Claire, « Internet à Cuba : un réseaux sous surveillance », *Reporter sans frontière*, 2006.

En ligne – Consulté le 30/06/2017 – URL : <https://rsf.org/fr/rapports/internet-cuba-un-reseau-sous-surveillance>

Articles de presse et articles en ligne

Agence Française de Presse, « Cuba: Dix morts après consommation d'alcool méthylique », 20 minutes, 02 Août 2013.

En ligne – Consulté le 30/07/2017 – URL : <http://www.20minutes.fr/monde/1206335-20130802-20130802-cuba-dix-morts-apres-consommation-alcool-methylique>

CELAYA Miriam, « Alcoholismo, corrupción y otros demonios », *Cubamet*, 12 août 2013, La Havane.

En ligne – Consulté le 30/07/2017 – URL : <https://www.cubamet.org/articulos/alcoholismo-corrupcion-y-otros-demonios/>

CESPEDES HERNANDEZ Lauren, « Face à une sécheresse sévère et persistante », *Granma*, 16 mars 2017, La Havane.

En ligne – Consulté le 23/06/2017 – URL : <http://fr.granma.cu/cuba/2017-03-16/face-a-une-secheresse-severe-et-persistent>

ESTRADA Eduardo, « Augmentation de l'alcoolisme à Cuba », *Cubamet*, 02 mai 2000, La Havane.

En ligne – Consulté le 30/07/2017 – URL : <http://www.cubamet.org/htdocs/french/y00/may00/02fl.htm>

GIRALDOU Marion, « À Cuba, José ne s'est pas levé », *Le Monde Diplomatique*, n°743, Février 2016.

JOVA Pierre, « Rapprochement entre les États-Unis et Cuba : le rôle discret joué par l'Église », *Le Figaro*, 18 décembre 2014, Paris.

En ligne - Consulté le 27/01/2017 – URL : <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2014/12/18/31002-20141218ARTFIG00105-rapprochement-entre-les-etats-unis-et-cuba-le-role-discret-joue-par-l-eglise.php>

LEÓN Ana, « Alcoholismo y juventud, una mezcla común en Cuba », *Cubamet*, 01 février 2016, La Havane.

En ligne – Consulté le 30/07/2017 – URL : <https://www.cubonet.org/actualidad-destacados/alcoholismo-y-juventud-una-mezcla-comun-en-cuba/>

OLIVERA CASTILLO Jorge, « Borracho es como puedo resistir los problemas », *Cubonet*, 23 Janvier 2014, La Havane.

En ligne – Consulté le 30/07/2017 – URL : <https://www.cubonet.org/opiniones/borracho-es-como-unico-puedo-resistir-los-problemas/>